TRENTIEME ANNEE (1977) — N° 1 497 SÉLECTION HEBDOMADAIRE DU JEUDI 7 AU MERCREDI 13 JUILLET 1977

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS



Le Monde

N° 1497

Canada, 0,50 $ can. ; Cote-d'Ivoire, 80 fr. ; Egypte, 30 p. ; Grece, 20 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ; Indonésie, 250 Rp. ; Israel, 3,50 L.I. ; Liban, 150 P.L. ; Sénégal, 100 fr. ; Singapour, 2 $ sing. ; Tunisie, 90 m. ; Turquie, 6 L.T. ; U.S.A., 0,50 $ U.S.

ABONNEMENT :	Six mois	Un an
France	F 35	F 60
Etranger	F 48	F 85

(Tarifs avion page 3.)
CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

INTRANSIGEANCE ET NÉGOCIATION EN RHODÉSIE

Les conversations que viennent d'avoir, à Salisbury durant trois jours, MM. John Graham, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, et Stephen Low, ambassadeur américain en Zambie, sont-elles un « échec », comme l'affirme le « Financial Times » du 11 juillet ? Autorisent-elles un certain optimisme, comme le croit le « Times » du même jour ? Au terme de leurs entretiens dans la capitale rhodésienne, les deux diplomates ont été reçus par M. Ian Smith, auquel ils ont exposé leur projet d'élaboration d'une Constitution pour le futur Etat du Zimbabwe.

En supposant même qu'elles aient permis des progrès, ces conversations paraissent, en tout cas, bien académiques, car les négociations sur l'avenir de l'ancienne colonie britannique se sont à la fois mal engagées et de façon trop tardive.

Certes, le fait que M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, qui avait récemment ajourné sa tournée en Afrique australe, envisage de se rendre dans cette partie du continent noir avant la fin du mois laisse supposer que les Britanniques nourrissent de nouveaux espoirs de règlement négocié. Mais leurs espérances paraissent fragiles, compte tenu de l'intransigeance apparemment irréductible de M. Smith, de la concurrence accrue à laquelle se livrent les différents mouvements nationalistes rhodésiens et de l'aggravation de la guérilla en territoire rhodésien.

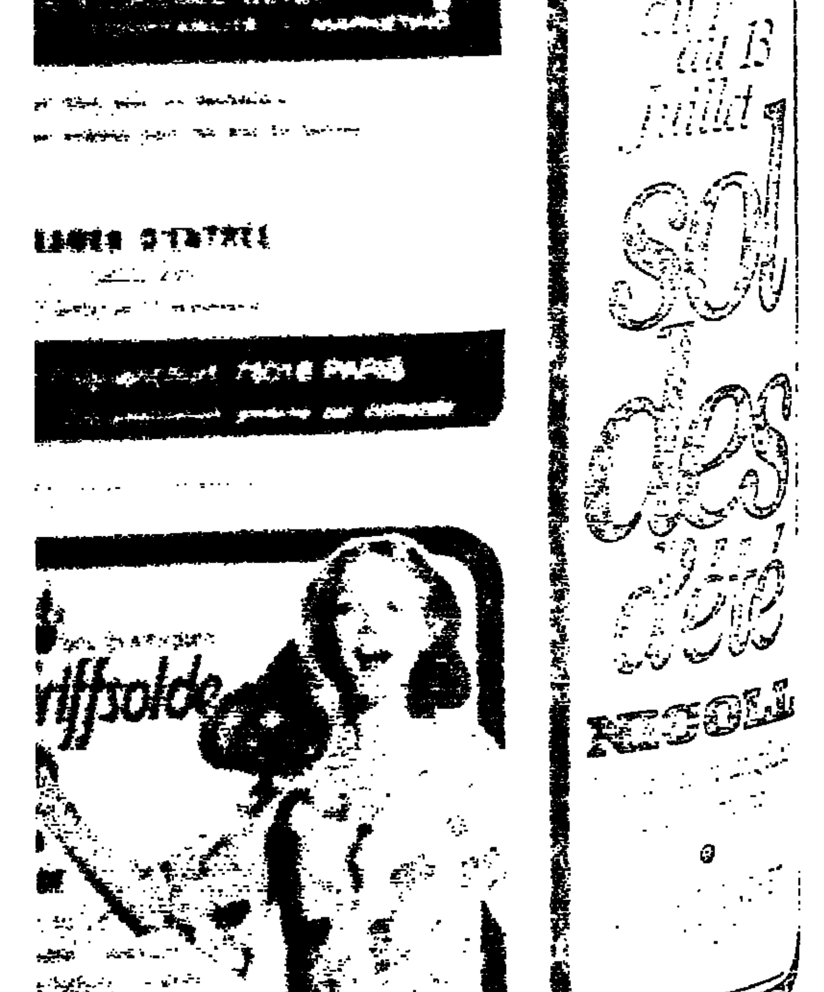
M. Smith multiplie, en effet, actuellement les déclarations menaçantes, et indique clairement qu'il n'a absolument pas modifié ses positions. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire américain « Newsweek », et reproduite par « International Herald Tribune », le premier ministre rhodésien réaffirme son attachement indéfectible au « vote qualifié », qui implique le maintien de la majorité noire à l'écart de la vie politique.

Simultanément, le fossé se creuse dangereusement entre le Front patriotique de MM. Mugabe et Nkomo, l'Union nationale africaine de Zimbabwe (ZANU) du révérend Sithole, et le Congrès national africain (ANC) de l'évêque Muzorewa. Le Front, que les chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine, réunis à Libreville, viennent de reconnaître comme seul représentant légitime du peuple du Zimbabwe, dénie toute représentativité à ses concurrents. Si l'évêque Muzorewa paraît encore bénéficier d'une certaine audience auprès de la population urbaine de Salisbury, le révérend Sithole, en revanche, semble aujourd'hui très isolé. Son retour à Salisbury dimanche, après deux années d'exil passées en Tanzanie, n'a mobilisé que quelques centaines de partisans qui lui ont réservé un accueil sans enthousiasme.

En territoire rhodésien, la guérilla ressemble de plus en plus à une guerre civile. Le Front affirme que ses opérations se déroulent désormais sur plus des trois quarts de la superficie du futur Zimbabwe. Tandis que le courant d'émigration blanche prend de l'importance, le gouvernement de Salisbury vient d'augmenter le budget de la défense de 44 % par rapport à l'année dernière

D'autre part, les Etats voisins de la Rhodésie s'engagent de plus en plus directement dans la lutte menée par les nationalistes contre M. Smith et ses amis. L'attitude agressive de ces derniers contribue à les précipiter dans un conflit qui concerne, depuis de longs mois déjà, l'ensemble des pays indépendants d'Afrique australe. Les incidents frontaliers se multiplient entre la Rhodésie, d'une part, la Zambie, le Mozambique et le Botswana, d'autre part. Dans ces conditions, les chances de la diplomatie paraissent bien minces.

(Mardi 12 juillet.)



La Chambre italienne discute l'accord des six partis

La motion commune sur le programme du gouvernement italien préparée par les six partis constitutionnels devait être présentée ce mardi après-midi 12 juillet à la Chambre des députés. Conformément au vœu de la démocratie chrétienne, elle ne sera pas examinée ensuite par le Sénat, afin de ne pas donner l'impression d'un vote de confiance au gouvernement Andreotti et de la constitution d'une majorité avec les communistes.

L'accord s'est déjà heurté à un obstacle : le transfert de certaines compétences aux régions. Sur ce point, le conseil des ministres — composé uniquement de démocrates-chrétiens — a décidé des mesures plus restrictives que celles contenues dans la motion parlementaire. Le débat s'ouvre donc dans un climat tendu, d'autant que l'extrême droite et l'extrême gauche ont présenté chacune une contre-motion

L'alternance impossible

Si les six partis italiens signataires de l'accord pour un programme de gouvernement ont cherché une « astuce » pour éviter un vote parlementaire qui aurait eu la signification d'un scrutin de confiance et les risques d'un scrutin de défiance au cabinet Andreotti, c'est notamment pour éviter de mettre en lumière une donnée fondamentale de la situation : le blocage total du jeu de l'alternance des majorités

Voilà trente ans que la démocratie chrétienne est l'unique pivot de toute formule de gouvernement Elle choisit ses alliés sur sa gauche ou sur sa droite. En son sein, les différents « courants » ont toujours reproduit les variations possibles de ce choix. Mais les élections législatives de 1976 ont réduit la marge de manœuvre des dirigeants démocrates-chrétiens.

Choisir entre trois majorités

La majorité gouvernementale doit en effet dépasser 316 voix. En pure arithmétique parlementaire, trois solutions sont possibles : une « majorité constitutionnelle » celle qui a approuvé le programme actuel, réunit 536 voix. Une « majorité laïque », excluant la D. C., groupe 330 voix. Une majorité de droite, 334 voix. (Voir tableau page 2.)

La plus fragile est certainement la majorité de droite. Elle supposerait que le groupe démocrate-chrétien demeure cohérent, ce qui n'est pas acquis, et que les libéraux, les sociaux-démocrates et les républicains consentent à faire l'appoint d'une coalition des catholiques et de la droite. Il y aurait pour le moins un tel déchet que l'expérience ne rassemblerait très probablement pas les 316 voix nécessaires. Elle dépendrait en tout cas du choix républicain et social-démocrate On imagine mal MM La Malfa et Saragat poussant en ce sens.

La majorité « laïque » appartient plus au champ du possible C'est celle qui a voté les lois sur le divorce et l'avortement Mais la décision de rejeter la démocratie chrétienne dans l'opposition ferait hésiter certains députés laïques, qui ne voudraient pas la remplacer par les communistes comme parti-clé de la majorité En pratique, cette formule dépendrait arithmétiquement de la participation des radicaux et de la démocratie prolétarienne, formations d'extrême gauche qui négocieraient à haut prix leur adhésion

Reste la majorité des six partis « constitutionnels ». Elle a pour elle une grande élasticité. Démocrates-chrétiens et communistes pourraient en théorie se passer d'alliés, sûrs qu'en tout cas les socialistes les suivraient partout Les hésitations des sociaux-démocrates, des républicains et des libéraux, n'apparaîtraient plus que comme des états d'âme sans conséquences. Une majorité de 541 voix (D.C. + P.C.I + P.S.I.) tolérerait même les divergences d'une aile de la démocratie chrétienne

Depuis un an, sous la forme de la « non-défiance », cette majorité a assuré l'existence du gouvernement Andreotti. Elle ne s'est jamais exprimée de façon positive, peut-être parce que souvent, dans la vie politique italienne, les choses vont encore mieux sans être dites. Mais surtout parce qu'il n'y avait pas d'autre choix.

Ce n'est cependant pas sans débats internes que les deux principaux partis intéressés se sont résolus à le reconnaître. Débats greffés d'ailleurs sur leur histoire et leur stratégie, beaucoup plus que sur des personnalités

Entre « majorité laïque » et coalition avec la D.C., le parti communiste a toujours laissé la discussion ouverte, même si c'est la seconde formule qui a toujours été retenue. L'essentiel du « compromis historique » — même si le terme n'est plus utilisé, l'inspiration demeure, — tient dans la définition de M. Berlinguer : « *On ne gouverne pas le pays avec 51 % des suffrages* », c'est-à-dire avec les seuls laïques. Au-delà de l'arithmétique parlementaire, le P.C.I. a d'ailleurs toujours porté une grande attention aux réalités politiques et sociologiques représentées dans la démocratie chrétienne.

S'il est vrai donc que, depuis un an, la direction a tenu compte du mécontentement de la base devant une ligne de concessions jugées excessives de la part d'un parti qui sortait de l'opposition après trente ans, les faits n'en ont pas moins donné raison à M Berlinguer Au surplus, les socialistes bloquaient toute reconstitution du centre gauche. Et c'est à long terme que mise le P.C.I.

JACQUES NOBECOURT.

(Lire la suite page 5.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

M. Giscard d'Estaing invite la majorité à mettre au point, sous l'autorité de M. Barre un « programme d'action pour la législature »

Dans le discours qu'il a prononcé, vendredi soir 8 juillet, à Carpentras, M. Giscard d'Estaing a beaucoup insisté sur sa volonté de sauvegarder l' « unité nationale » et de « tout faire pour la maintenir ». Il a invité la majorité à mettre au point, sous l'autorité de M. Barre, un « programme d'action pour la législature » et il a stigmatisé le programme commun de la gauche, qui imposerait « un changement brutal de société ».

Les propos présidentiels ont été favorablement accueillis par MM. Chinaud (parti républicain), Stasi (C.D.S.), Stirn (Mouvement des sociaux-libéraux) et par le Centre national des indépendants et paysans, mais combattus par MM. Chambaz (P.C.F.), Estier (P.S.), Fabre (M.R.G.) et par les gaullistes d'opposition.

M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, devait tenir une conférence de presse, mardi 12 juillet juillet, dans l'après-midi, à l'Assemblée nationale.

La conjoncture générale ne s'y prêtant guère, M. Giscard d'Estaing n'est pas allé le 9 juillet jusqu'à inviter les Français à partir en vacances « *sans inquiétude* » ainsi qu'il l'avait fait le 30 juin 1975. Le discours qu'il a prononcé à Carpentras a néanmoins confirmé une fois de plus la très remarquable solidité du parti pris de sérénité, d'optimisme et d'autosatisfaction d'un homme qui avait constamment le sourire aux lèvres en s'adressant à son auditoire.

La France est « *respectée et écoutée* » à l'extérieur ; le « *ciel paraît s'éclaircir* », puisque l'Assemblée n'a pas renversé le gouvernement (on oublie de dire que nul n'y avait jamais songé), les institutions ont fait la preuve de leur « *utilité et efficacité* », la hausse des prix se ralentit, le franc est stabilisé, le commerce extérieur se redresse, les finances publiques sont assainies et l'on peut donc prendre le risque de promettre une fois encore, une fois de plus : « *A la fin de cette année la France sortira à la fois de la crise et de l'inflation.* » Il reste, bien sûr, l'énorme et douloureuse épine de l'emploi, mais « *l'objectif est qu'à la rentrée au couple emploi ou chômage soit substitué le couple emploi ou formation* ».

« *Responsable de la France* » et par conséquent totalement étranger « *aux rivalités et aux ambitions* » qui ravagent la méchante classe politique, uniquement soucieux de sauvegarder la liberté, la justice et l'unité, et donc hostile aux « *partis politiques porteurs de division* », M. Giscard d'Estaing n'a cependant pu passer sous silence, ni les récentes querelles internes de sa majorité, ni la préparation des prochaines élections législatives. Ceux qui s'attendaient à cet égard à des initiatives considérables et spectaculaires les attendent encore, et tous ceux qui ici et là les avaient annoncées à grand bruit et à qui mieux mieux sont abruptement démentis.

Réclamant, pour la dixième fois depuis le début de l'année, une organisation de la majorité qui en soit une — « *Tout le monde propose cette entente, eh bien ! qu'on la fasse !* », — le président de la République a bien mis les choses au point à l'intention de M. Chirac, tout en s'abstenant évidemment de le citer. Le chef du R.P.R. est convié à apporter « *sans exclusive ni domination* » son concours à la « *préparation sérieuse et sereine d'un accord entre représentants des formations de la majorité* » et à la réalisation d'un « *programme d'action pour la législature* ».

Clairement invité à rentrer dans le rang et à ne pas trop se hausser du col, l'ancien premier ministre peut toutefois enregistrer avec satisfaction que le chef de l'Etat n'a pas repris l'argumentation qu'il avait déjà développée, notamment le 8 février à Ploërmel, et selon laquelle il resterait à l'Elysée quel que soit le résultat des élections législatives, mais on ne saurait en conclure à la moindre rectification de tir.

La possibilité d'une victoire de la gauche n'a tout simplement pas à être évoquée, puisque l'on ne l'envisage pas à l'Elysée : « *Je n'ai jamais cessé de croire que la majorité qui m'a élu en 1974 gagnerait les élections de 1978.* » Ce langage est exactement celui que M. Chirac tenait le 8 juillet devant l'American Club, mais le président du R.P.R. ne peut pas se dissimuler qu'il a été contredit, à Carpentras, sur un point essentiel : alors qu'il refusait d'admettre en M. Barre l'organisateur des opérations électorales, M Giscard d'Estaing lui a opposé la thèse qu'il avait déjà exposée à plusieurs reprises au cours des derniers mois « *Il appartiendra au premier ministre, dont c'est le rôle naturel, de déterminer avec les chefs de ces formations* (de la majorité) *les conditions dans lesquelles la majorité présentera ses candidats, ainsi que les objectifs d'action qui seront présentés au pays en mars 1978.* »

C'est donc bien à M. Barre et non à M. Chirac qu'il incombe de « *proposer une ambition à la France* ».

Se situant explicitement en dehors et au-dessus des partis, le chef de l'Etat s'est néanmoins clairement engagé — comme le souhaitait son ancien premier ministre — en expliquant que le « *bon choix* » consisterait à refuser le programme commun de la gauche, dont l'objectif est d'« *imposer à l'autre moitié de la France qui n'en veut pas un changement brutal de société* » et dont l'application « *approfondirait la coupure de la France en deux* ».

S'il s'est abstenu d'exploiter les divisons actuelles de la gauche, M. Giscard d'Estaing s'en est pris avec vigueur à une étude des *Cahiers du communisme* déjà largement et abusivement commentée dont il a pris prétexte pour lancer une solennelle *mise en garde* (« *La Constitution de la France ne sera pas modifiée par des rédacteurs de brochures !* ») et pour stigmatiser les « *amateurs de coups d'Etat* ».

Au-delà de ce bref morceau de bravoure (qui pourrait prétendre sérieusement que le P.C.F aspire au coup d'Etat ?), on retiendra que le président de la République en revient à une conception fort restrictive de l'alternance. En cas de victoire de la gauche, « *le balancier changerait de côté, mais le fossé s'agrandirait encore* » et la « *coupure* » du pays serait aggravée. Il nous est donc clairement expliqué que seule vaut une majorité de droite, mais aucune réponse n'est apportée à la question qui vient immédiatement à l'esprit : la droite étant dominante depuis 1958, comment se fait-il que la coupure en deux n'ait cessé de s'accroître au fur et à mesure de ses victoires ?

Chacun sait bien, à commencer par M. Giscard d'Estaing, que si l'on veut « *débrider enfin cette plaie de division où s'épuise la vigueur de la France* », c'est à nos institutions bipolarisantes qu'il faut s'en prendre. Aussitôt acquise la victoire escomptée, les « *initiatives* » seront donc prises qui pourraient aussi bien déboucher — par voie de référendum ? — sur une certaine « *présidentialisation* » du régime que sur le retour au scrutin proportionnel.

En attendant, la France conservera pour le grand affrontement du printemps 1978 le mode de scrutin majoritaire, et elle aura ainsi l'occasion de se couper en deux une nouvelle fois et plus nettement que jamais.

RAYMOND BARRILLON.

(Lundi 11 juillet.)

(Lire page 6 le discours de M. Giscard d'Estaing.)

Une étape décisive pour le Proche-Orient : la confrontation Carter-Begin

En attendant la visite du premier ministre israélien, M. Menahem Begin, le 19 juillet à Washington, le président Carter a tenu à rassurer les dirigeants juifs américains sur ses intentions. Les recevant à la Maison Blanche, le mercredi 6 juillet, il a déclaré qu'il était favorable à l'établissement de relations diplomatiques, commerciales et culturelles entre Israël et les pays arabes

Cependant, le président Sadate affirmait le même jour qu'il s'opposerait à une normalisation complète avec l'Etat juif, ajoutant qu'il n'avait pas, en revanche, « d'objection à ce qu'Israël conclue un pacte de défense avec l'Amérique, si cela fait partie d'un règlement global ».

A l'issue d'une enquête menée aux Etats-Unis, notre envoyé spécial analyse la politique de Washington au Proche-Orient, ses répercussions sur la scène politique américaine et évalue les risques d'un affrontement entre le président Carter et M Begin.

I. — A CHACUN SA BIBLE

De notre envoyé spécial
ERIC ROULEAU

Washington. — Rares sont les responsables américains — du moins parmi ceux qui nous ont reçu à la Maison Blanche et au département d'Etat — qui croient qu'un dialogue fructueux pourrait s'engager entre le président Carter et M. Menahem Begin. Les divergences politiques, qui s'étendent pratiquement à tous les aspects du conflit israélo-arabe leur paraissent, en l'état actuel des choses, insurmontables

« *Même les conceptions idéologiques et philosophiques des deux hommes*, dit l'un d'eux, *sont aussi éloignées les unes des autres que ne le sont Plains* (bourgade où est né le chef de l'exécutif américain) *et Brest-Litovsk* (ville natale du président du conseil israélien) *Begin a tort de croire que la Bible lui sera d'une quelconque utilité pour gagner Carter à ses thèses.* »

Une telle affirmation paraît, à première vue, péremptoire. Le président américain — que certains de ses collaborateurs ont surnommé « le missionnaire », — est un lecteur assidu du Livre saint, qu'il cite volontiers. Selon un de ses proches, il est même « *profondément convaincu de la légitimité du retour du peuple juif sur la Terre promise* ».

Cependant, ajoute-t-on aussitôt, « *le sionisme de Carter n'est pas celui de Begin, et n'est pas en tout cas imprégné de mysticisme* ». S'il est vrai que les deux dirigeants s'estiment investis de missions sacrées, la réalisation de l'une d'entre elles entraînera, à coup sûr, l'avortement de l'autre. En effet, l'extension de la patrie juive à ses dimensions « historiques », comme le souhaite le leader du Likoud, éliminerait tout espoir d'entente avec les Arabes, les Palestiniens en tête. En revanche, l'instauration d'une paix durable au Proche-Orient, l'objectif prioritaire du chef de l'exécutif américain, exclut forcément la création d'un « Grand Israël ». Bref, le « rêve » de M. Begin est incompatible avec le « réalisme » de M. Carter.

De l'avis général, la « bible » de ce dernier, dans le cas d'espèce, est le rapport de l'institut Brookings, à Washington. Publié en décembre 1975, sous le titre de « Vers la paix au Moyen-Orient », ce texte, d'une vingtaine de pages, est le fruit de six mois d'intenses échanges de vues entre seize personnalités qui avaient le double mérite d'être des experts en la question et de représenter un large éventail d'opinions.

(Lire la suite page 2.)

Vers la signature d'un accord au « Parisien libéré »

La signature de l'accord conclu entre la direction du « Parisien libéré » et le Syndicat du Livre C.G.T. était prévue mardi 12 juillet, mais la réunion a été décommandée en fin de matinée car le gouvernement, concerné financièrement, n'a pas fait connaître son sentiment. Il est peu vraisemblable que ce retard ait la signification d'un désaveu de l'accord intervenu entre M. Bellanger et les dirigeants du Livre pour mettre fin à ce conflit qui durait depuis près de deux ans et demi.

RETOUR A LA RAISON

On a beau savoir que les conflits les plus embrouillés trouvent leur dénouement, il faut parfois se frotter les yeux pour y croire. Cet accord introuvable est à portée de main, cette lutte inexplicable se termine par un compromis.

Il aura fallu près de trois ans — les premiers signes de l'orage datent de novembre 1974, — au cours desquels l'accumulation des illégalités semblait élargir sans cesse le fossé pour aboutir ce 12 juillet à cette signature prochaine qui ne pansera pas toutes les plaies mais marquera le retour à la raison.

Tout était excessif dans cette affaire du *Parisien libéré*, qui, périodiquement, revenait au premier plan de l'actualité, avec ses brèves ou longues flambées de colère. Le nouveau président du groupe, M. Claude Bellanger, a su faire preuve de sagesse, alors que les passions ne sont pas éteintes, alors que la fille d'Emilien Amaury est prête à proclamer que son père a été trahi. Mais, puisqu'on entend faire parler les morts, gageons, thèse pour thèse, que le vieux lutteur aurait lui-même cherché et trouvé une issue, lorsqu'il aurait pris la mesure de l'opposition sans faille des ouvriers du Livre

C'est le triomphe de la diplomatie secrète. On garde encore en mémoire le triste aboutissement de la médiation publique confiée à M. Mottin, dont les timides conclusions ont été rejetées. Il fallut renouer les fils, discrètement, et seuls quelques initiés pouvaient suivre les lents et décisifs progrès d'une négociation directe entre l'organisation syndicale ouvrière et la direction du *Parisien libéré*.

Ce conflit n'affectait pas qu'un seul journal, mais l'ensemble des quotidiens parisiens et, au-delà, toute la presse française. Combien de jours de grève ont jalonné cette interminable bataille ! Les conditions de fabrication à Paris rendent les journaux tributaires d'une main-d'œuvre unique.

Il fallait donc — ce fut chose faite dès juillet 1976, lorsque le Syndicat de la presse parisienne eut surmonté la crise due à la démission de *France-Soir* et du *Figaro*, qui se refusaient au principe même d'un accord — conclure un protocole dans lequel se trouve l'ébauche d'une solution globale

JACQUES SAUVAGEOT.

(Lire la suite page 5.)

La confrontation Carter-Begin

(Suite de la première page.)

Le consensus ainsi réalisé, notamment entre des sionistes notoires et des partisans de la cause palestinienne, a fourni au président Carter non seulement la substance de sa politique au Proche-Orient, mais aussi une méthode politique. On sera moins surpris par les similitudes relevées — qui s'étendent jusqu'à la sémantique — entre le rapport Brookings et les diverses déclarations du président américain quand on saura que l'un des directeurs de l'Institut, M. Henry Owen, qui a patronné les travaux du « groupe des Seize » ainsi que deux signataires du texte sont les conseillers les plus écoutés de M. Carter en politique étrangère, matière à laquelle il s'est peu intéressé au cours de sa carrière.

Ces deux derniers, MM. Zbigniew Brzezinski et William Quandt, siègent à la Maison Blanche. Le premier a accédé au poste stratégique de conseiller pour les affaires de la sécurité nationale qu'occupait autrefois M. Kissinger ; le second, son adjoint, est le co-auteur d'un ouvrage remarquable sur le mouvement palestinien (1).

Une synthèse des « intérêts cruciaux »

Tout comme le rapport Brookings, M. Carter prétend que ses « suggestions » ne sont que des « idées générales » *(guide lines)* destinées à aider les belligérants à emprunter la voie du compromis. Il a, en réalité, brossé par petites touches une fresque de la paix qu'il envisage. Le président américain, comme le général de Gaulle, n'improvise pas : grand consommateur de dossiers, il rédige avec soin les propos qu'il a l'intention de tenir publiquement (parfois même ses lapsus), avant de les apprendre par cœur. Si l'on aligne ses déclarations et les « petites phrases » dont il a émaillé ses entretiens avec les journalistes, il devient évident qu'il s'agit d'un plan de règlement cohérent et structuré, auquel manquent encore deux ou trois éléments, pour le moment, d'ailleurs, d'une importance secondaire.

Dans la forme, le président Carter a pris en quelque sorte le contre-pied de la démarche qui fut celle de M. Henry Kissinger. Il a décidé qu'un règlement global *(package deal)* devrait être élaboré et approuvé avant d'être mis en œuvre par étapes. La politique des « petits pas » de l'ancien secrétaire d'Etat s'étant enlisée après avoir atteint certains de ses objectifs (consolider l'influence américaine au Proche-Orient, entretenir l'accalmie sur les divers fronts, gagner du temps, notamment en divisant le monde arabe, etc), il était devenu évident, même aux yeux de M. Kissinger, que le moment était venu d'inverser la procédure. Fixer le cadre, le contenu et les modalités de la paix serait, à tout prendre, plus aisé que d'arracher aux belligérants des concessions partielles, dont ils ignoreraient la finalité.

Sur le fond, M. Carter a jeté les bases sur lesquelles devrait être édifié le règlement. Procédant à une synthèse des « *intérêts cruciaux* » des deux parties antagonistes — en écartant leurs aspirations ou leurs ambitions irréalistes, — il propose l'échange d'une « *paix véritable* », dont les Israéliens ont besoin par-dessus tout, contre la restitution de la quasi-totalité des territoires occupés, indispensable à la survie des régimes arabes.

La formule n'est certes pas audacieuse ou originale. Elle n'a cessé d'inspirer les prédécesseurs du chef de l'exécutif à la Maison Blanche et correspond à un très large consensus international. Mais le président américain a eu le mérite de l'énoncer clairement et publiquement.

Contrairement à M. Kissinger, M. Carter ne croit pas, dans le cas d'espèce, aux vertus du secret, générateur, à ses yeux, de méfiances réciproques et, partant, d'immobilisme. En donnant la plus grande publicité à la nature de l'accord de paix en discussion, il entend faire œuvre d'éducateur : dissiper progressivement dans l'opinion publique, israélienne et arabe, les mythes et les illusions qui alimentent la démagogie ou l'intransigeance de certains dirigeants dans les deux camps.

Le plan de paix

Le « plan Carter », qui, assure-t-on à Washington, a été élaboré dans le détail, pourrait être résumé en cinq points :

● *La qualité de la paix.* — Les belligérants arabes reconnaîtront formellement Israël et son droit à l'existence. La fin de l'état de belligérance sera suivie d'une normalisation totale, comportant « *la liberté de circulation, des échanges économiques, commerciaux, touristiques et culturels* ». Cette normalisation ne pourrait être remise en cause par le changement d'un gouvernement ou d'un régime dans l'un quelconque des pays signataires.

● *Les frontières* seront « approximativement » celles du 4 juin 1967. Les « rectifications mineures » devraient être négociées et approuvées par les deux parties. Compte tenu de l'existence d'armements offensifs de longue portée, la meilleure garantie que puisse obtenir Israël pour sa sécurité est la reconnaissance de ses frontières définitives par ses voisins (2).

● *Diverses mesures de sécurité complémentaires devraient néanmoins être envisagées :* la création de zones démilitarisées « *larges de 20 kilomètres ou plus* », où pourraient stationner, entre autres, des forces internationales ; la mise en place de systèmes électroniques de pré-alerte (analogues à ceux installés depuis septembre 1975 dans le Sinaï) ; l'octroi de garanties internationales, multilatérales (soviéto-américaines, du Conseil de sécurité, de l'Europe des Neuf, etc.) ou unilatérales (celle, par exemple, des Etats-Unis).

Sur ce dernier point, une source autorisée, à Washington, nous a assuré que le président Carter n'était pas, *a priori*, opposé à un accord contractuel. « *Nos engagements ne seraient pas pour autant accrus, puisque nous volerons, dans tous les cas, au secours d'Israël si sa sécurité devait être mise en péril*, nous a-t-on déclaré. *Il n'en reste pas moins qu'une garantie formelle des Etats-Unis aurait un puissant effet de dissuasion sur un éventuel agresseur.* »

● *Une « patrie » (homeland) devrait être aménagée pour le peuple palestinien*, sous forme d'entité indépendante (solution que le président Carter considérerait avec méfiance, en raison des chances d'infiltration qu'elle offrirait à l'Union soviétique), ou comme partie intégrante de la Jordanie, ou encore comme membre d'une confédération qui regrouperait le royaume hachémite et la Syrie.

D'autre part, le peuple palestinien devrait être représenté à la conférence de Genève, d'une manière ou d'une autre, par ses propres délégués ou par personnes interposées. L'Organisation de libération de la Palestine, que le président Carter n'a jamais désignée nommément, pourrait éventuellement s'intégrer dans le processus de négociation — indique-t-on dans les milieux informés, — si l'organisation de M. Arafat reconnaissait non seulement la permanence de l'existence d'Israël, mais aussi sa légitimité.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il, pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

● *Les délais d'exécution.* — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de retraits successifs d'Israël des territoires occupés. Cette période intérimaire, selon M. Carter, s'étendrait sur « *deux, quatre, huit ans ou plus* ». C'était une manière pour lui, dit-on, d'indiquer qu'il souhaitait voir la paix totale instaurée avant la fin d'un second mandat, qu'il aurait l'intention de briguer en 1980.

Stupeur et consternation

A la veille des élections israéliennes du 17 mai, le président Carter pensait qu'il n'était pas impossible de remettre en marche les mécanismes de la négociation. Les trois chefs d'Etat arabes limitrophes d'Israël, qu'il a consultés en avril-mai, ont largement approuvé les « suggestions » contenues dans son plan. Mieux, le roi Hussein et le président Sadate — ce dernier après une résistance opiniâtre — ont consenti à normaliser pleinement leurs relations avec Israël (« *dans un délai de cinq ans* », a précisé le chef de l'Etat égyptien). Le président syrien Assad, habile tacticien, s'est contenté, nous a-t-on indiqué de bonne source, d'« *une réponse évasive mais nullement négative* ». Tous les espoirs étaient donc permis de ce côté-là.

Quant aux Israéliens, le chef de l'exécutif ne désespérait pas de les gagner à ses thèses. L'avènement de M. Shimon Pérès à la tête du Maarakh (le front travailliste) après la démission de M. Rabin, avait été interprété à Washington comme un développement positif. M. Pérès, en effet, bénéficiait d'un préjugé favorable, son image de marque étant moins ternie que celle de son prédécesseur. Il aurait été en mesure de réduire l'ampleur de la défaite électorale du Maarakh ; pragmatique, il n'aurait pas manqué, face aux dures réalités, d'assouplir ses positions.

La victoire du Likoud — que personne à Washington, même la C.I.A. n'avait prévue — a frappé de stupeur les milieux officiels. M. Begin était connu comme un « terroriste » et un « extrémiste », mais rares étaient ceux qui, l'ayant rencontré en privé, étaient en mesure de déterminer avec exactitude ce que serait son comportement. De passage à Washington au début de cette année, le leader du Likoud ne s'était entretenu, à la Maison Blanche, qu'avec M. Brzezinski, le président Carter étant « *trop occupé* » pour le recevoir.

Tandis que les responsables consultaient fiévreusement leurs dossiers et leurs fichiers, M. Begin offrait de lui-même une image qui indisposa, voire choqua, de nombreux Américains. On le vit, sur les écrans de la télévision, danser parmi les colons « sauvages » de Kaddoum (en Cisjordanie), étreignant une Torah tout en promettant de multiplier les colonies de peuplement sur « *les territoires libérés de Judée et de Samarie* ».

Dans une avalanche de déclarations, le leader du Likoud exposa ses vues sur les termes d'un éventuel règlement qui se situaient pour la plupart aux antipodes des « suggestions » du président Carter.

Les appréhensions avaient atteint leur apogée quand un émissaire du Likoud, M. Shmuel Katz, vint à Washington pour rassurer les responsables. Il leur expliqua que le nouveau gouvernement israélien respecterait les engagements du précédent concernant la résolution 242 du Conseil de sécurité et que l'offre de M. Begin de rencontrer les dirigeants arabes signifiait que « *tout était négociable* ».

Les responsables américains passèrent du scepticisme à la consternation quand ils apprirent, de sources proches du Likoud, que selon l'interprétation de M. Begin la résolution 242 n'impliquait pas l'abandon de la Cisjordanie à un pouvoir étranger ; d'ailleurs, assurait-on sans sourciller, le nouveau premier ministre israélien se faisait fort de convaincre les Arabes que, dans leur propre intérêt, Israël devrait conserver la rive occidentale du Jourdain.

Au-delà de l'impasse, se profilait l'épreuve de force. Le président Carter commença par miser sur le concours des puissantes organisations juives des Etats-Unis, dont le comportement, pensait-il, pourrait avoir une influence déterminante sur le nouveau gouvernement israélien.

(Vendredi 8 juillet.)

(1) *The Politics of Palestinian Nationalism*, par William Quandt, Fuad Jabber et Ann Mosely Lesch (University of California Press, 1973).

(2) M. Carter n'a, à aucun moment, évoqué l'avenir de Jérusalem et de la bande de Gaza, problèmes qu'il estime trop passionnels ou épineux pour être discutés dans l'immédiat. Il songerait cependant à des administrations mixtes pour ces deux territoires.

II. — L'ambivalence des juifs américains

New-York. — Le samedi 2 avril de cette année, le président Carter et son conseiller pour la sécurité nationale, M. Zbigniew Brzezinski, célébraient chacun de son côté le *Seder de Pessah* (cérémonie familiale marquant le début de la pâque juive). Le baptiste de Plains, un « kipa » (calotte) sur la tête, était à la table de Robert Lipshutz, l'un de ses deux proches collaborateurs juifs à la Maison Blanche, tandis que le catholique d'origine polonaise qu'est « Zbig » (pour les amis) était l'invité de Steve Rosenfeld, membre de la Chambre des représentants.

Tandis que, dans les deux maisons, on poursuivait la lecture de la *hagadah* (le récit de l'exode des Hébreux d'Egypte), le président américain et son conseiller échangeaient des coups de téléphone pour discuter d'affaires urgentes. Au terme de l'une de ces conversations, « Zbig » lança, taquin, à son hôte : « *Comment se fait-il, Steve, que Jimmy Carter ait déjà terminé la hagadah tandis que nous n'en sommes qu'au milieu ?* » Piqué au vif, Rosenfeld rétorqua : « *Nous aurions sûrement gagné la course si le président n'avait cessé de nous interrompre...* »

L'anecdote, colportée dans les milieux israélites de New-York, sert à illustrer l'opinion, unanimement partagée, selon laquelle M. Carter nourrit de vives sympathies pour les juifs, dont il se sent très proche. Sans doute suggère-t-elle aussi que le chef de l'exécutif se sent obligé de « courtiser » la communauté la plus puissante d'Amérique.

L'ancien gouverneur de Georgie avait pris la précaution de s'assurer le concours d'experts juifs pour organiser sa campagne présidentielle. Il se « paya » notamment deux parmi les meilleurs que l'on puisse trouver sur la place de Washington : Edward Sanders, un avocat de Los Angeles qui abandonna à cet effet ses fonctions de président de l'American Israel Public Affairs Commitee (AIPAC, le tout-puissant « lobby » juif) et Paul Zuckerman, président de l'Appel juif unifié (organisme responsable de la collecte de fonds pour Israël). Ils étaient chargés en particulier de lui rallier les suffrages de huit Etats où le « vote juif » est important : New-York, Californie, Pennsylvanie, Illinois, Massachusetts, Floride, Maryland et Ohio.

L'*establishment* juif commença par bouder M. Carter, dont l'évangélisme baptiste inspirait quelque méfiance, au bénéfice de son rival au sein du parti démocrate, le sénateur Jackson, admirateur inconditionnel du « bastion occidental » qu'est à ses yeux Israël et défenseur infatigable des dissidents soviétiques. En février 1976, le futur président consacra l'une de ses premières réunions électorales aux notabilités israélites de New-York. Il loua à cet effet une salle de deux cents places, mais vingt personnes seulement se présentèrent. En avril, il recueillit aux « primaires » de New-York 4 % des suffrages juifs et 10 % du Maryland et du Michigan en mai.

Les dirigeants de la communauté israélite changèrent leur fusil d'épaule après l'investiture de M. Carter comme candidat du parti démocrate. Face à M. Ford, « coupable » d'avoir décrété au printemps 1975 la « réévaluation » de la politique américaine au Proche-Orient et craignant le retour aux affaires de M. Kissinger, qualifié dans la presse communautaire de « *traître* » à son peuple, une bonne partie de l'électorat juif — d'ailleurs traditionnellement démocrate — considéra l'ancien gouverneur de Georgie comme un moindre mal. M. Carter fut ainsi élu de justesse — avec 50,1 % des suffrages — grâce aux 60 % du « vote juif » (un peu plus de 2 % des voix exprimées sur le plan national).

Le mensonge par omission ?

Pour obtenir ce score, le candidat démocrate s'était donné beaucoup de mal. Il s'était notamment répandu en ferventes déclarations pro-israéliennes, prenant soin d'assurer à ses auditeurs, tout naturellement soupçonneux à l'égard de promesses électorales, qu'il « *ne leur tiendrait jamais des propos mensongers ou trompeurs* ». Certes, il n'a pas littéralement menti. Il s'était bien prononcé en faveur de « *frontières défendables* » pour Israël, par exemple, mais sans en préciser le tracé. Il n'avait pas parlé de « *homeland* » palestinien, mais avait affirmé un jour de novembre 1975, sans trop insister, qu'aucun règlement du conflit n'était possible sans que soient reconnus « *les droits légitimes du peuple palestinien à un territoire et à la liberté de choisir ses propres dirigeants* ». L'habileté consistait à esquiver les questions controversées en y répondant d'une manière imprécise ou ambiguë.

Le « plan Carter » pour un règlement au Proche-Orient, révélé au fil des déclarations en mars et en avril, n'avait donc pas choqué outre mesure les dirigeants juifs américains, qui connaissaient par ailleurs les liens étroits qu'entretenaient M. Carter avec les principaux auteurs du « rapport Brookings », publié dès décembre 1975. Ils étaient d'autant moins disposés à s'en prendre au chef de la Maison Blanche que certains d'entre eux n'étaient pas loin de partager ses vues. Ils tenaient compte encore de la volonté de Jérusalem d'éviter une épreuve de force prématurée qui risquait d'altérer, à la veille de la désignation de la Knesset, l'image rassurante que les travaillistes tentaient de donner de leurs relations avec les dirigeants américains.

La victoire du Likoud, les réactions violemment hostiles de la presse américaine aux déclarations annexionnistes de M. Begin, jetèrent la communauté juive dans le désarroi. Des conversations, engagées au hasard de rencontres dans les quartiers populaires du Lower East Side, à New-York, permettent de constater l'angoisse qui y prévaut. Angoisse chez les fils d'immigrants — dont beaucoup ont fui les persécutions tzaristes ou nazies — face à une possible confrontation israélo-américaine qui exhumerait les problèmes de la double allégeance et de l'antisémitisme. Angoisse encore devant la réapparition du spectre d'une nouvelle guerre qui infligerait à Israël de cruelles pertes en vies humaines.

Unanimement solidaires de l'Etat hébreu en ce qui concerne sa sécurité, nos interlocuteurs ont des jugements partagés sur le leader du Likoud : « *un fanatique* » pour les uns, « *un grand patriote* » pour les autres. La plupart, cependant, n'ont pas d'opinion précise sur l'homme et son parti. Le mouvement révisionniste de MM. Jabotinsky et Begin n'a jamais eu beaucoup d'impact sur le judaïsme américain qui, depuis trente ans, identifiait l'Etat au parti de Ben Gourion et de Mme Golda Meir.

Les milieux dirigeants juifs sont, eux-mêmes, profondément divisés. « *Begin est un héros national, une légende vivante, un véritable homme d'Etat* », nous disait M. Jacques Torczyner, membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale. « *Les juifs américains n'ont jamais considéré Begin comme un homme politique sérieux, d'ailleurs nous le connaissions très peu* », déclare, pour sa part, le rabbin Wolfe Kelman, vice-président exécutif de l'Assemblée rabbinique. « *J'ai peu de choses en commun avec l'idéologie du Likoud* », nous précise le rabbin Alexander Schindler, président du « conseil des présidents », qui regroupe plus d'une trentaine d'organisations juives. Il ajoute : « *J'appartiens au centre gauche, j'ai lutté contre la guerre au Vietnam et pour les droits des Noirs.* » Le rabbin Arthur Hertzberg, président du Congrès juif américain, se définit, pour sa part, comme une « *colombe impénitente* ».

Trois dilemmes se posaient aux dirigeants juifs : comment rétablir la cohésion de leur communauté ? Comment éviter de choisir entre Washington et Jérusalem ? Comment maintenir, coûte que coûte, leur solidarité avec Israël ? Cette dernière question est particulièrement embarrassante. Si la présence israélienne dans une partie de la Cisjordanie pour des raisons de sécurité est « vendable » à l'opinion américaine, les arguments « bibliques » pour justifier l'annexion de la « Judée-Samarie » le sont beaucoup moins.

Le consensus

C'est finalement par un artifice que se réalisa un consensus. La plupart des dirigeants juifs se précipitèrent à Jérusalem les uns après les autres pour demander à M. Begin de mettre une sourdine à une rhétorique qui lui était hautement préjudiciable et d'avoir recours, comme ses prédécesseurs, à un langage diplomatique acceptable de l'opinion internationale. Le leader du Likoud, nous a-t-on assuré, s'est laissé convaincre. En tout cas, peu après le retour d'Israël, début juin, du rabbin Schindler, qui jubilait en notre présence, les responsables parvinrent à tracer une nouvelle stratégie commune avec deux objectifs indissociables : « réhabiliter » M. Begin auprès de l'opinion américaine et déclencher une vigoureuse campagne contre le plan Carter. Le compromis consistait, en d'autres termes, à ne pas se séparer des nouveaux dirigeants israéliens sans pour autant soutenir explicitement toutes leurs thèses concernant les termes d'un futur règlement. La fidélité inconditionnelle à l'égard de l'Etat d'Israël était ainsi sauve.

Le rabbin Schindler, parlant « *au nom de toute la communauté juive des Etats-Unis* », nous a déclaré : « *A l'issue de cinq heures d'entretien avec Begin, je n'ai pu m'empêcher de l'embrasser comme un frère. Il a un sens extraordinaire de la destinée, de la culture, du folklore juifs. L'image que la presse américaine a projetée de cet homme sensible est calomnieuse. Il n'est ni un terroriste, ni un extrémiste. Nous ne sommes pas les défenseurs automatiques de tous les gouvernements israéliens, mais nous sommes convaincus que Begin est capable de s'élever au-dessus d'une politique partisane pour devenir un homme d'Etat aux dimensions d'un de Gaulle, lequel a conduit l'Algérie à l'indépendance.* »

Le président du Congrès juif américain, le rabbin Hertzberg, est encore plus net. « *Les juifs américains*, nous dit-il, *n'ont pas à prendre position pour ou contre Begin, mais il est de leur devoir de résister à la mise en œuvre du « rapport Brookings », qui n'est pas pour nous une alternative au projet maximaliste du Likoud. Nous ne voulons pas que les Etats-Unis deviennent les garants de la sécurité d'Israël. Notre gouvernement n'a-t-il pas trahi les Kurdes pour un baril de pétrole ? Nous nous opposons encore à un Etat palestinien, car celui-ci deviendrait le cheval de Troie de la subversion soviétique. C'est en tant qu'Américains, et dans l'intérêt même des Etats-Unis, que nous disons non au plan Carter.* »

Sans passer aux menaces explicites, les dirigeants juifs multiplient les mises en garde. « *Une forme de néo-antisémitisme consiste à défendre des conceptions qui pourraient conduire à la destruction d'Israël* », nous dit M. Arnold Forster, directeur de l'Anti-Defamation League (A.D.L.), en ajoutant aussitôt : « *Il est prématuré de soutenir que M. Carter puisse être classé dans cette catégorie. Nous pensons encore que le président est un homme qui croit sincèrement agir dans l'intérêt d'Israël. Cependant, son projet de ramener l'Etat juif à ses frontières de 1967 et de favoriser la création d'un Etat palestinien aboutirait, à terme, à la destruction d'Israël et de la Jordanie.* »

Sans la souhaiter, aucun de nos interlocuteurs n'exclut une prochaine confrontation israélo-américaine. Les juifs américains, nous ont-ils assuré, seraient alors unanimes pour défendre l'Etat juif contre les pressions auxquelles il serait soumis. « *Nous ne permettrons pas à Carter de faire d'Israël une nouvelle Tchécoslovaquie ; jamais plus Munich !* » s'exclame M. Jacques Torczyner. « *Nous avons la mentalité de l'holocauste et nous ne serons pas passifs deux fois en une génération* », ajoute le rabbin Schindler. « *Je suis prêt à monter sur les barricades !* » renchérit le rabbin Hertzberg.

Flegmatique, mais sans doute irrité par cette levée de boucliers, le président Carter avait refusé pendant plusieurs semaines de rencontrer les dirigeants des organisations juives américaines, avant de les recevoir le 6 juillet.

D'une manière générale, il préfère accorder audience aux personnalités israéliennes de passage et aux membres du puissant « lobby » juif à Washington, qui pourraient influer sur l'issue d'une éventuelle épreuve de force.

Tout paraissait indiquer, à quelques jours de la visite de M. Begin à Washington, que chacun des deux camps fourbissait ses armes.

ÉRIC ROULEAU.

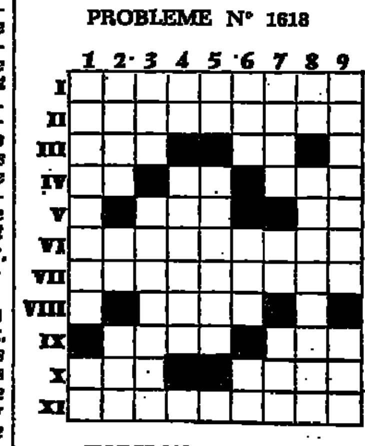
(Samedi 9 juillet.)

Prochain article :

LE DÉFI DU « LOBBY » PRO-ISRAÉLIEN

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1618



HORIZONTALEMENT

I. Un endroit où l'on risque de faire de mauvaises rencontres. — II. Soigne un monde fou. — III. Sigle ; Pronom. — IV. Grande nappe ; Ouvrez l'œil ! ; N'a qu'une très lointaine parenté avec ses filles. — V. Ne fut jamais à court d'imagination ; Article espagnol. — VI. Point libre. — VII. A toujours des chambres à la disposition de ses clients. — VIII. Possessif. — IX. La part du Lion, en l'une de ses aventures ; Inspire généralement des aveux mitigés. — X. Cela peut se réduire à un soupçon : Mécontent. — XI. Connaît donc la musique.

VERTICALEMENT

1. Conséquence possible d'une mauvaise conduite ; Symbole. — 2. Accent grave ; Possessif ; Tourne parfois en grinçant. — 3. Se détend ; Hélé dans une gare. — 4. Terme musical ; Ne laissait point flotter. — 5. Préposition ; Endroits humides. — 6. Liaison précaire ; Ne se déboutonne pas (inversé) ; Succession de jours. — 7. Egrillarde ; Ont droit au respect ; Rassure une sentinelle. — 8. Note ; Témoignages du passé. — 9. Plus cachée ; Temps.

Solution du problème n° 1617

Horizontalement

I. Hilarité. — II. Aveu ; Ops. — III. Urnes ; Lot. — IV. TET ; Ese. — V. Asticots. — VI. Isis ; Ee. — VII. Névés ; Bus. — VIII. Erseurs. — IX. Sise ; Ussé. — X. Net. — XI. Repassée.

Verticalement

1. Hautaines. — 2. Ivresse ; Ire. — 3. Lénitives. — 4. Aile ; Isère. — 5. Sic ; SR ; NS. — 6. Os ; Eues. — 7. Tolet ; Buste. — 8. Epouseurs. — 9. Ste ; Essen.

GUY BROUTY.

Une vaste offensive



A Libreville

Le « sommet » de l'O.U.A. n'a réglé aucun conflit

Ethiopie

Une vaste offensive est lancée contre les maquis érythréens

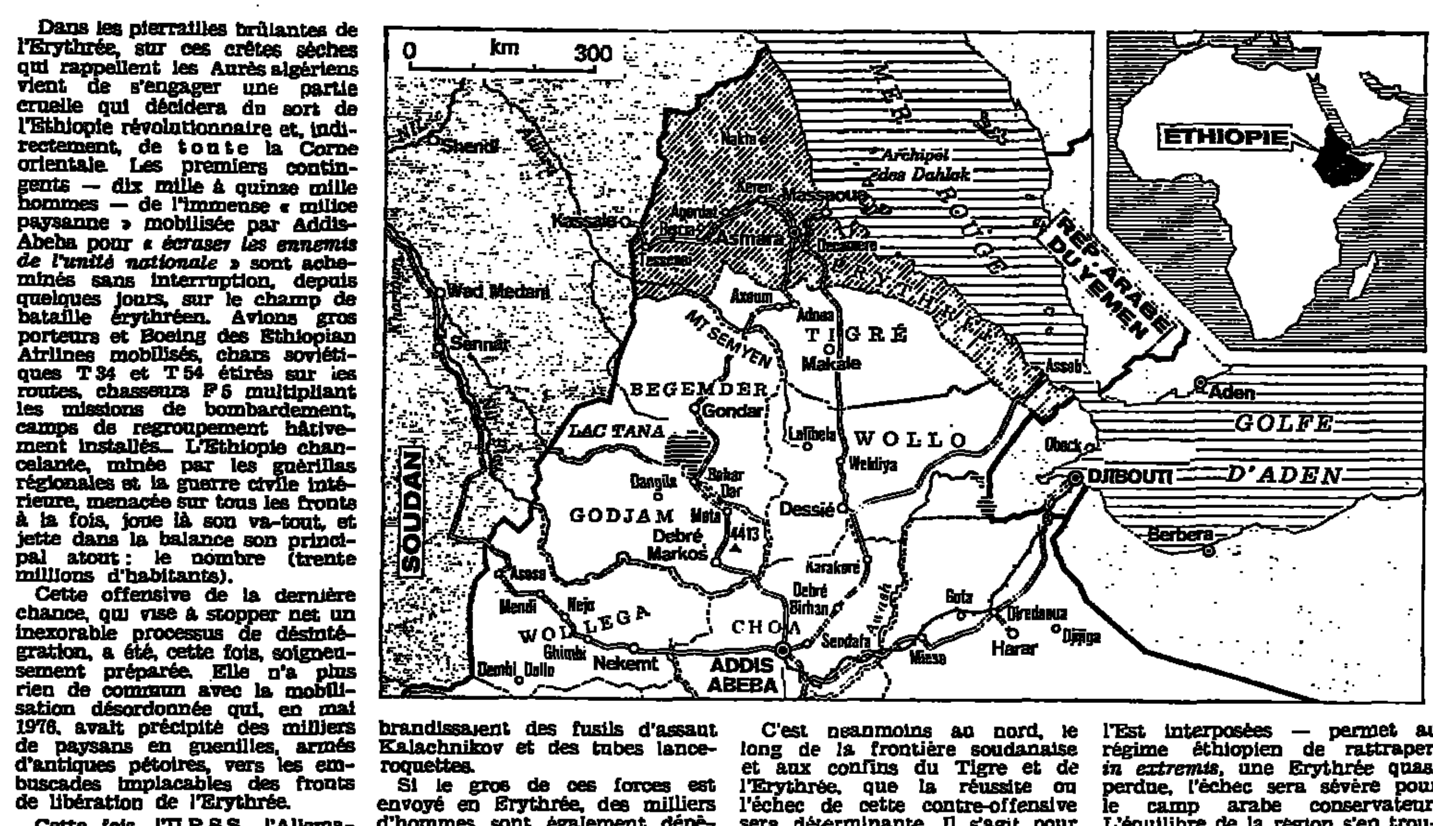
Cinquante vols spéciaux ont acheminé plus de dix mille hommes d'Addis-Abeba en Erythrée, au cours des trois dernières semaines. Ils appartiennent, notamment, à la 7e division, récemment formée, et aux « milices paysannes » mises sur pied depuis le début de l'année.

Ce pont aérien marque le début de la vaste contre-offensive que le régime éthiopien, avec l'appui de l'Union soviétique, a décidé de lancer pour redresser, en Erythrée et dans les provinces du Sud revendiquées par la Somalie, une situation militaire très critique.

Dans les pierrailles brûlantes de l'Erythrée, sur ces crêtes sèches qui rappellent les Aurès algériens vient de s'engager une partie cruelle qui décidera du sort de l'Ethiopie révolutionnaire et, indirectement, de toute la Corne orientale. Les premiers contingents — dix mille à quinze mille hommes — de l'immense « milice paysanne » mobilisée par Addis-Abeba pour *« écraser les ennemis de l'unité nationale »* sont acheminés sans interruption, depuis quelques jours, sur le champ de bataille érythréen. Avions gros porteurs et Boeing des Ethiopian Airlines mobilisés, chars soviétiques T 34 et T 54 étirés sur les routes, chasseurs F 5 multipliant les missions de bombardement, camps de regroupement hâtivement installés... L'Ethiopie chancelante, minée par les guérillas régionales et la guerre civile intérieure, menacée sur tous les fronts à la fois, joue là son va-tout, et jette dans la balance son principal atout : le nombre (trente millions d'habitants).

Cette offensive de la dernière chance, qui vise à stopper net un inexorable processus de désintégration, a été, cette fois, soigneusement préparée. Elle n'a plus rien de commun avec la mobilisation désordonnée qui, en mai 1976, avait précipité des milliers de paysans en guenilles, armés d'antiques pétoires, vers les embuscades implacables des fronts de libération de l'Erythrée.

Cette fois, l'U.R.S.S., l'Allemagne de l'Est et même Israël (1) ont fourni le matériel et les instructeurs nécessaires. L'avant-garde de cette « armée populaire », qui comptera, selon le colonel Menguistu Haïlé Mariam, trois cent mille hommes, a défilé le 25 juin à Addis-Abeba. Equipés et armés de neuf, les soldats brandissaient des fusils d'assaut Kalachnikov et des tubes lance-roquettes.



Si le gros de ces forces est envoyé en Erythrée, des milliers d'hommes sont également dépêchés vers le sud où les maquisards somalis tiennent sous le feu de leurs armes les villes de Harrar et Jijiga, vers l'est, où trois mille parachutistes s'efforcent déjà de dégager la ligne de chemin de fer et la route vers Djibouti, coupées en plusieurs endroits.

C'est néanmoins au nord, le long de la frontière soudanaise et aux confins du Tigre et de l'Erythrée, que la réussite ou l'échec de cette contre-offensive sera déterminante. Il s'agit pour Addis-Abeba de « nettoyer » dans un premier temps la province de Gondar, encore largement contrôlée par les maquis de l'Union démocratique éthiopienne (EDU, de droite), puis, en volant au secours des garnisons assiégées, de reprendre le contrôle, en Erythrée, des zones frontalières, coupant ainsi les fronts de leurs « arrières » soudanais. La reprise, le 10 juin, de la ville d'Humera, tenue par l'EDU, a prouvé qu'il n'avait pas été très difficile de bousculer les maquis récents, inorganisés, de ce mouvement soutenu par Khartoum. En sera-t-il de même contre les fronts érythréens, qui, eux, mènent, depuis seize ans, une très efficace guérilla et contrôlent 90 % du territoire de la province ?

Un premier accrochage entre les « milices » et les maquisards érythréens s'est produit le 25 juin, à proximité d'Adoua, au sud de l'Erythrée. Mais les véritables batailles devraient s'engager, avant le début de la saison des pluies, autour des villes de Tessenei, tenue depuis plusieurs mois par les fronts de libération (2) de Barentu, dont l'aéroport a été occupé fin juin par les maquisards et où mille cinq cents soldats éthiopiens sont assiégés, d'Agordat et de Keren, deux villes-clés de la province encerclées par les Erythréens.

Quelle qu'en soit l'issue, ces combats seront vraisemblablement très meurtriers. Les rares journalistes présents en Erythrée — d'où tous les diplomates étrangers ont été expulsés — décrivent de fiévreux préparatifs du côté des fronts pour contenir cet assaut. L'envoyé spécial du *Sunday Times*, présent à Metemma, écrivait le 26 juin que les maquisards travaillaient sans relâche à fortifier la ville qu'ils occupent depuis le mois d'avril. Le 28 juin, M. Osman Saleh Sabbe, ancien porte-parole du Front populaire de l'Erythrée, a demandé par télégramme à M. Kurt Waldheim une convocation d'urgence du Conseil de sécurité pour examiner *« l'avance de trois cent mille Ethiopiens armés vers l'Erythrée »*. Deux jours auparavant, le Soudan avait lancé un appel à la communauté internationale pour faire cesser cette *« marche sanglante »*.

En fait, le véritable enjeu de ces prochains combats dépasse largement le cadre de l'Erythrée. Si les fronts de libération résistent au choc et mettent en déroute les forces régulières et les milices éthiopiennes le régime radical d'Addis-Abeba ne survivra sans doute pas très longtemps. Or, c'est sur sa consolidation qu'a précisément misé l'U.R.S.S., faisant de la sorte un pari terriblement risqué. Moscou, comme le soulignait le 4 juillet l'éditorialiste de l'*Economist*, peut perdre, demain, sa position en Ethiopie tout en s'étant aliéné peu ou prou la Somalie. Si, en revanche, l'appui militaire considérable qu'elle apporte à Addis-Abeba — par Libye, Cuba, Allemagne de l'Est interposées — permet au régime éthiopien de rattraper, *in extremis*, une Erythrée quasi perdue, l'échec sera sévère pour le camp arabe conservateur. L'équilibre de la région s'en trouvera de nouveau bouleversé.

Tout se jouera demain — notamment pour les grandes puissances — dans les collines de l'Erythrée entre quelques milliers de paysans également misérables et tragiquement déterminés. Rarement, en outre, l'opposition entre la foi militante des hommes et le cynisme des « grandes politiques » aura semblé plus éclatante. A Tessenei ou Metemma, les jeunes maquisards érythréens, parfois formés et entraînés à Cuba, n'ont pas encore décroché les portraits de M. Fidel Castro qui décorent leurs cantonnements. Ils ont du mal à admettre que cette nouvelle armée qui avance vers eux — au nom d'une nouvelle politique — est, notamment, encadrée par des instructeurs soviétiques et cubains...

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(Jeudi 7 juillet.)

(1) Dans une dépêche datée de Nairobi, l'agence Reuter affirmait encore le 4 juillet, évoquant le pont aérien venant de R.D.A. et de Libye qui achemine des armes en Ethiopie, que des avions israéliens déchargeaient discrètement du matériel militaire sur l'aérodrome d'Addis-Abeba.

(2) Les deux principaux sont : le Front de libération de l'Erythrée (F.L.E.), de tendance panarabe, et le Front populaire de libération (F.P.L.E.), de tendance marxiste. Un troisième front, beaucoup moins important, a été mis sur pied par M. Osman Saleh Sabbé, ancien représentant extérieur du F.P.L.E., et se désigne lui-même sous le sigle F.L.E. - P.L.F. (People Liberation Forces).

A Libreville

Le « sommet » de l'O.U.A. n'a réglé aucun conflit

La quatorzième conférence « au sommet » de l'Organisation de l'unité africaine a été officiellement close le mardi 5 juillet à Libreville, par M. Omar Bongo, président du Gabon, nouveau président en exercice de l'O.U.A. Le prochain « sommet » se tiendra l'année prochaine à Khartoum (Soudan). Aucun des graves conflits qui menacent de paralysie l'O.U.A. n'a été réglé, mais les quelques décisions prises par les chefs d'Etat, notamment au sujet de la Rhodésie, ont fait lever de timides espérances.

Une fois encore, les chefs d'Etat membres de l'Organisation de l'unité africaine se seront surtout efforcés d'esquiver l'examen des grandes questions qui les divisent. La pérennité de l'Organisation, créée il y a quatorze ans à Addis-Abeba, est à ce prix.

Bien que les chefs d'Etat de l'O.U.A. jugent comme un succès le fait que vingt-deux d'entre eux aient été personnellement présents dans la capitale gabonaise, ce chiffre reste modeste au regard des quarante-neuf pays membres de l'Organisation. Le nombre des absents s'explique sans doute moins par une réelle désaffection que par le souci d'éviter des affrontements trop directs.

La solution des conflits les plus graves a été renvoyée à plus tard, sans toutefois que la porte soit fermée à la négociation. C'est ce qui a conduit M. William Eteki Mboumoua, secrétaire général de l'O.U.A., à témoigner sa satisfaction en ces termes : *« De nombreux problèmes restent en suspens, mais nous avons mis en place des procédures susceptibles de les résoudre. »* C'est aussi ce qui a poussé M. Senghor, président du Sénégal, à déclarer mercredi dès son retour à Dakar : *« C'est une bonne conférence. »*

Une commission a été créée pour étudier le différend frontalier entre la Libye et le Tchad à propos de la possession de la région septentrionale du Tibesti : la bande d'Aozou occupée par les troupes libyennes depuis 1973.

Une deuxième commission va être mise en place pour essayer de mettre un terme au conflit soudano-éthiopien, tandis qu'une troisième s'efforcera d'apaiser la querelle somalo-éthiopienne.

Les participants à la conférence ont tenté d'aller plus loin dans la recherche d'une solution au Sahara occidental, d'une part, en Rhodésie, d'autre part. En ce qui concerne l'épineux règlement de la succession espagnole dans l'ancien Rio-de-Oro, les Sahraouis ont marqué un point. Tenus à l'écart du « sommet » par les participants, qui ont refusé d'engager le dialogue avec une délégation du Front Polisario venue spécialement au Gabon, ces derniers pourront faire officiellement connaître leur point de vue dans trois mois à ceux-là mêmes qui leur ont fermé la porte. En effet, en octobre prochain, se tiendra à Lusaka un « sommet » extraordinaire de l'O.U.A., exclusivement consacré à l'examen de l'affaire sahraouie.

L'attaque lancée par des éléments du Front Polisario contre Nouakchott, au moment où siégeaient à Libreville les chefs d'Etat de l'organisation panafricaine, n'est évidemment pas étrangère à cette décision. Il est vrai que, l'an dernier déjà, ils avaient retenu le principe d'une même réunion extraordinaire pour finalement y renoncer.

Quelques timides espérances

Les dirigeants de l'O.U.A. ont franchi un pas supplémentaire vers le règlement négocié de l'affaire rhodésienne. Après avoir renouvelé les appels à l'union destinés aux nationalistes noirs, ils ont décidé le 5 juillet de reconnaître comme unique représentant des mouvements de libération du Zimbabwe le Front patriotique de MM. Robert Mugabe et Joshua Nkomo. Cette décision confère au Front un statut analogue à celui que l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain — la SWAPO — a obtenu en Namibie, où elle est considérée comme le seul interlocuteur valable par l'Organisation des Nations unies. Devant une telle initiative, le Congrès national africain (ANC) de l'évêque Abel Muzorewa et l'Union nationale africaine de Zimbabwe (ZANU) du Révérend Sithole vont devoir modifier leur tactique et, soit rallier le Front, soit se résigner à l'isolement. Dans cette dernière hypothèse, privés du soutien de l'O.U.A. et, ultérieurement, sans doute, de celui des autres organisations nationales, ils paraîtraient l'un et l'autre condamnés à l'inefficacité. On notera, en tout cas, qu'avant la clôture de la conférence, M. Ali Trikki, ministre libyen des affaires étrangères, a d'ores et déjà promis, au nom de son gouvernement, une somme de 2 millions de dollars aux mouvements africains de libération.

En attendant la tenue au mois d'octobre de la conférence extraordinaire sur le Sahara occidental, avant d'éventuelles initiatives concernant la Rhodésie et à la veille d'une rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Bongo, mandaté par ses pairs pour évoquer le statut de Mayotte, le quatorzième « sommet » de l'O.U.A. aura donc fait lever, malgré tout, quelques timides espérances.

PHILIPPE DECRAENE.

(Jeudi 7 juillet.)

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

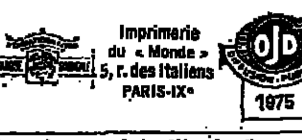
(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	6 mois (F.F.)	1 an (F.F.)
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie	59	108
D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et des Issas	58	105
T.O.M. (sauf T.F.A.I.), République malgache, Poste navale, Etat Comorien	73	136
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	66	122
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Viet-nam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	93	175
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	92	153

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « le Monde ».

Nous leur serions reconnaissants pour les renouvellements de joindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 460

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Partisans et adversaires des « bombes à neutrons » s'affrontent au Sénat

De notre correspondant

Washington. — Le Sénat des Etats-Unis a repris le lundi 11 juillet, le débat sur l'attribution de crédits à la production des « bombes à neutrons ». Battus de justesse, le 1er juillet, par quarante-trois voix contre quarante-deux, les adversaires de cette arme « nouvelle » sont décidés à s'opposer par tous moyens, y compris la « flibuste » (1), au financement des « bombes à neutrons », sur lesquelles travaillent savants et techniciens depuis une quinzaine d'années. Le président Ford avait approuvé ce projet (il a encore déclaré, vendredi 8 juillet, qu'il s'agissait d'un « *bon investissement* ») pour équiper les missiles « Lance », d'un rayon d'action de 100 kilomètres.

Les « *mérites* » de cette petite bombe à hydrogène, qualifiée de « bombe propre », sont connus : elle est en mesure, étant donnée l'intensité de ses radiations (d'où son nom d'« *arme à radiations accrues* »), de paralyser, dans un rayon de 200 à 300 mètres, puis de vouer à une mort lente les combattants ennemis, dans un délai de quelques jours à quelques semaines, mais la relative faiblesse de son explosion laisse intacts les bâtiments... Les radiations sont de courte durée, permettant à ceux qui se sont servis de l'arme d'occuper en quelques heures le terrain irradié (et non pas en quelques jours, comme c'est le cas avec les armes nucléaires actuelles).

La haute précision de ces armes tactiques devrait éviter les destructions massives des villes alliées et épargner les populations civiles.

Le Pentagone estime que cette arme présente un intérêt particulier pour les alliés européens des Etats-Unis, qui seraient ainsi en mesure de se défendre contre des forces d'invasion sans risquer l'anéantissement de leur population et l'annihilation de leur territoire. Si le Congrès et le président sont d'accord, le Pentagone prévoit de rendre ces armes opérationnelles au centre de l'Europe, en Allemagne probablement, d'ici à 1979.

La pression des chefs militaires rend difficile le choix que le Congrès et le président ont à faire. L'extrême discrétion avec laquelle le Pentagone a mené ses travaux a surpris et, selon certains, le Congrès comme le président n'auraient pris conscience du problème qu'en « découvrant » les crédits prévus pour la production de ces armes dans le budget de l'administration civile pour le développement et la recherche de l'énergie (ERDA).

De nombreux membres du Congrès n'ont pas apprécié d'avoir été si tardivement informés et soupçonnent le Pentagone d'avoir délibérément maintenu le secret sur cette arme « honteuse ».

M. John Heinz, sénateur républicain de Pennsylvanie, s'indigne de l'intérêt porté à une arme qui « *tue les hommes et préserve les bâtiments... ; plus répugnante que les autres et littéralement contre l'humanité...* »

Les adversaires des « bombes à neutrons » estiment qu'elles accroîtront le danger d'une guerre nucléaire, étant donné qu'il est tentant de les utiliser.

M. Mark Hatfield, sénateur républicain de l'Oregon, affirme : « *Le recours aux armes nucléaires dont nous disposons est freiné parce qu'elles sont « sales »... Les armes nouvelles, étant donnée leur précision, ravivent le vieux mythe d'une guerre nucléaire limitée.* » Telle est également l'opinion du *Washington Star*, qui ne croit pas qu'on puisse distinguer entre une guerre nucléaire « tactique » et « stratégique »... M. John Stennis, sénateur démocrate du Mississippi, estime en revanche que la « *bombe à neutrons* » est « *la meilleure nouvelle de ces dernières années* ». Le *Wall Street Journal* espère également qu'en développant des armes perfectionnées comme celle-ci ou le missile de croisière « Cruise », « *nous pourrons employer des têtes conventionnelles pour la défense de l'Europe, ce qui nous dispensera d'utiliser des armes nucléaires les premiers, ce qui rend la guerre nucléaire moins probable...* »

Plus d'un mois de réflexion

Le président Carter s'est donné plus d'un mois de réflexion, en attendant les derniers rapports du Pentagone (2) et de l'ERDA. Sa décision finale pourrait être influencée par les conclusions d'une vaste étude entreprise à sa demande par le groupe d'experts, qui contredit les appréciations pessimistes des services spécialisés du gouvernement précédent. Le mémorandum soumis au président, communément appelé P.R.M. 10 (Presidential Review Memorandum), estime que la puissance des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique s'équilibrent et note que le rythme de développement des armes stratégiques des forces navales et des forces terrestres soviétiques en Europe et à la frontière chinoise s'est ralenti (3).

Certains éléments « durs » du Pentagone auraient jugé trop optimiste ce rapport, qui cependant recommande le maintien et la poursuite des programmes de développement des engins perfectionnés de l'arsenal américain, et notamment du sous-marin *Trident*, des missiles de croisière et du missile M.X. à rampe de lancement mobile.

Le P.R.M. 10 ne se fonde pas exclusivement sur une appréciation des forces militaires, mais tient compte des facteurs économiques et sociaux, de la supériorité technologique américaine et des difficultés politiques et économiques en Union soviétique. Une de ses conclusions essentielles est que les relations avec Moscou ne sont plus la préoccupation dominante de la politique étrangère américaine.

HENRI PIERRE.

(Mardi 12 juillet.)

(1) La « flibuste » est une vieille technique d'obstruction au Sénat. Il s'agit d'occuper indéfiniment la tribune, chaque sénateur ayant le choix de prendre la parole à tout instant sur le sujet de son choix.

(2) M. Robert Komer, qui fut responsable des opérations de « pacification » au Vietnam puis ambassadeur en Turquie, est un des principaux conseillers du Pentagone et joue un rôle important dans les débats actuels. Il pourrait être désigné par le président pour remplir une mission de « réorganisation » de l'OTAN rendue nécessaire par l'évolution de la technologie militaire.

(3) Un des auteurs du P.R.M. 10 est M. Samuel Huntington, professeur à Harvard, fondateur de la revue *Foreign Policy*. Il a notamment été l'un des théoriciens de la stratégie de l'« urbanisation forcée » au Vietnam (stratégie basée sur le regroupement des populations rurales dans de grands centres plus facilement contrôlables) et est proche de M. Kissinger. Il a rédigé plusieurs ouvrages, dont l'un avec M. Brzezinski (*Political Power, U.S.A.-U.R.S.S.*, 1964) et un autre avec MM. Crozier et Watanuki (*The Crisis of democracy*), 1975, qui était, à l'origine, un rapport destiné à la commission trilatérale

ASIE

Majorité reconduite au Japon

Apparemment, M. Fukuda, premier ministre, n'avait pas tort lorsqu'il déclarait, quelques jours avant les élections sénatoriales du 10 juillet, que le recul de son parti en décembre, lors du renouvellement de la Chambre basse, était un phénomène « anormal et temporaire ». Huit mois après avoir infligé une légère défaite au parti conservateur, vite compensée par le ralliement de quelques indépendants, les Japonais ont reconduit à la Chambre haute une majorité libérale démocrate, mince mais qui doit suffire à M. Fukuda pour gouverner.

Le recul des conservateurs en décembre ne témoignait-il que d'un simple mouvement d'humeur de l'électorat, irrité par le scandale Lockheed ? On serait tenté de le penser. En effet, ce n'est pas en huit mois que le gouvernement Fukuda, parfois qualifié dans la presse nippone de « cabinet dormant », a pu convaincre le pays d'une volonté profonde de changement. Les Japonais sont traditionnellement sensibles aux discours de ceux qui ont le pouvoir. En insistant sur la crise qu'aurait provoquée un recul du parti conservateur, M. Fukuda a fait de ce scrutin un vote de confiance qui a permis au P.L.D. de rassembler les siens.

Le défaut d'alternance depuis 1945 n'a pas renforcé la conscience politique des Japonais en excluant des responsabilités du pouvoir des partis représentant de larges couches sociales. La pauvreté de certains thèmes de campagne électorale au Japon s'explique par le fait que beaucoup de citoyens sont plus sensibles à la politique de séduction des notables qu'intéressés par les débats d'idées.

Ce qui mérite réflexion, c'est moins l'habileté des conservateurs à se maintenir au pouvoir malgré les scandales et les rivalités de personnes que l'incapacité de la gauche à offrir une solution de rechange crédible. Les résultats du scrutin du 10 juillet s'expliquent autant par la peur du vide politique que par le conservatisme du corps électoral. Ses adversaires abusant des formules abstraites et se référant trop souvent à des idées généreuses mais bien vagues, le parti gouvernemental a l'avantage d'invoquer le « réalisme » devant certains électeurs avant tout préoccupés par la préservation d'un niveau de vie acquis au prix d'un dur travail.

Le Japon, qui se trouve dans le peloton de tête des pays industrialisés, se tient paradoxalement à l'écart des grands débats qui agitent l'Europe occidentale.

Le parti libéral démocrate tire avantage de la désunion de la gauche plus qu'il n'obtient un satisfecit des électeurs pour sa gestion des affaires nationales. Une partie des classes moyennes, qui logiquement devrait le soutenir, ne lui fait plus confiance, comme en témoigne la progression continue des partis à vocation centriste. L'apparition de petits partis en marge des grandes formations témoigne d'un désir de renouveau, même si ces forces dispersées, qui représentent environ un tiers de la communauté nationale, ne peuvent guère se faire entendre sur la scène politique.

Parce que le Japon a assurément mieux résisté au choc de la crise économique mondiale, le débat sur la stratégie du développement et sa finalité y est moins passionné qu'ailleurs. Dans un pays en partie abîmé par l'industrialisation à outrance, de sérieux problèmes n'en sont pas moins posés. En continuant à faire de la Diète une chambre d'enregistrement et en repoussant à plus tard les grands choix, les Japonais risquent d'être conduits un jour à des changements encore plus radicaux que ceux qu'ils refusent aujourd'hui.

(Mercredi 13 juillet.)

Canada

Le gouvernement devra trancher entre trois tracés possibles pour le gazoduc du Grand Nord

De notre correspondant

Montréal. — L'exploitation du gaz naturel de l'Arctique (près de 10 % des réserves mondiales dans la région de Prudhoe en Alaska) a franchi une étape importante avec la publication d'un rapport du Bureau national de l'énergie du gouvernement canadien. Celui-ci recommande que le gazoduc projeté suive, jusqu'à Fairbanks, en Alaska, le tracé de l'oléoduc qui a été inauguré récemment (en territoire américain) et bifurque ensuite vers le Territoire canadien du Yukon, pour rejoindre finalement le réseau de gazoducs existant aux Etats-Unis, après avoir traversé partiellement les provinces canadiennes de la Colombie britannique, de l'Alberta et du Saskatchewan.

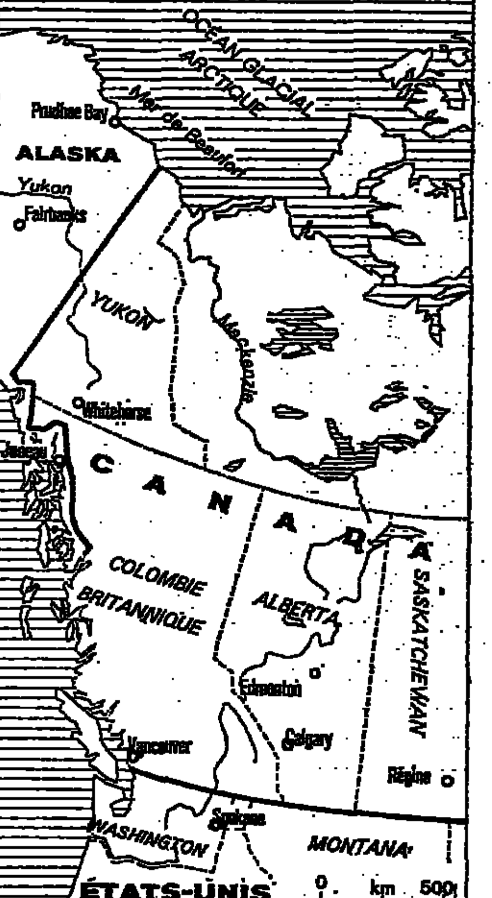
De très grands espaces, comme le territoire du Yukon, les territoires du Nord-Ouest et une partie de l'Alaska, seront considérablement modifiés dans leur équilibre biologique et humain, et bien sûr dans leur structure économique. Dans ces régions de l'extrême nord canadien, la construction d'un gazoduc aura, toutes proportions gardées, autant d'importance que la construction du chemin de fer transcanadien en eut pour le pays lui-même, à la fin du dix-neuvième siècle. Le passage d'un pipe-line dans l'un de ces deux territoires (le Yukon et les territoires du Nord-Ouest représentant 3 916 000 kilomètres carrés, soit sept fois la France) contribuera inévitablement à ouvrir la dernière « frontière » de l'Amérique du Nord.

Bouleversement de la faune

Bien qu'elles soient peu peuplées (le Yukon compte environ 19 000 habitants et les territoires du Nord-Ouest 35 000), la mise en valeur des ressources énergétiques de ces régions pose des problèmes difficiles. La population indigène s'oppose à la construction de tout gazoduc tant que n'auront pas été réglées leurs revendications territoriales et révisés les termes des traités que leurs ancêtres ont pu signer avec leurs conquérants. D'autre part, certains tracés envisagés, dans les territoires du Nord-Ouest notamment, bouleverseraient gravement la faune de ce qui est jusqu'à présent une des plus grandes réserves naturelles du globe (la principale horde de caribous qui erre à travers le nord du Yukon compte onze mille têtes : c'est un des derniers grands troupeaux au monde qui rappelle les grands rassemblements d'animaux des temps préhistoriques).

Le gouvernement canadien a accueilli avec soulagement la recommandation du bureau de l'énergie. Ceuli-ci eût-il recommandé que l'on transporte le gaz depuis Prudhoe-Bay vers le delta du fleuve Mackenzie qu'Ottawa se serait trouvé dans une situation délicate. Cette route a été en effet catégoriquement déconseillée par un juge de la Cour suprême du Canada, M. Berger, qui, après deux ans d'enquête sur le terrain, a présenté ce printemps un rapport sur les conséquences qu'aurait ce tracé sur les populations indigènes et le milieu naturel.

L'enquête du juge Berger est probablement un des efforts les plus sérieux faits par un Etat moderne pour tenter d'évaluer les conséquences de son développement technologique. Les Etats-Unis, dans la gigantesque entreprise qu'a constituée la construction de l'oléoduc de Prudhoe-Bay à Valdez, à travers l'Alaska, n'ont rien fait de comparable. S'il se range à l'avis du bureau de l'énergie, le gouvernement de M. Trudeau est sûr d'avoir un débat plus calme à la Chambre des communes lorsque la question du gazoduc sera débattue, en principe, dans la première semaine du mois d'août.



Le gouvernement canadien s'est presque engagé à faire part au gouvernement américain de sa décision avant le 1er septembre. Ce sont, en premier lieu, des raisons géographiques qui font de l'exploitation du gaz de Prudhoe-Bay, en Alaska, un problème bilatéral canado-américain. Les utilisateurs de ce gaz, comme ceux du pétrole de l'Alaska, se trouvent en majorité dans la moitié est des Etats-Unis. Il serait donc plus court et partant plus économique de faire passer le gaz à travers le Canada. En outre, le Canada pourrait exploiter rapidement le gaz naturel qui se trouve dans le delta du Mackenzie. Ce gisement est à peine suffisant pour rentabiliser la construction d'un pipe-line vers le sud et il serait préférable de le raccorder au gazoduc transportant le gaz de Prudhoe-Bay.

La société Arctic Gaz Pipe-Line a ainsi proposé un tracé de gazoduc qui, partant de Prudhoe-Bay, irait jusqu'au delta du Mackenzie, soit en suivant la côte de près soit en passant à l'intérieur des terres. Une fois parvenu au delta, le pipe-line remonterait la vallée du fleuve vers l'Alberta. C'est ce trajet qui est le plus dommageable à l'environnement puisqu'il traverserait des terres absolument vierges, ce qui a été déconseillé par le juge Berger.

La seconde solution, qui a la faveur du bureau de l'énergie, est celle de la compagnie Alcan. Elle suivra l'oléoduc de l'Alaska jusqu'à Fairbanks avant de partir vers l'est rejoindre le tracé qu'aurait de toute façon suivi le premier projet.

Il existe une troisième possibilité, envisagée avec faveur par certains milieux américains, où l'on voit d'un œil inquiet les allures de franc-tireur que se donne depuis quelque temps le Canada en matière d'énergie. Ce projet consiste à faire descendre un gazoduc le long de l'oléoduc qui existe désormais en Alaska et à envoyer depuis le port de Valdez le gaz vers le réseau de gazoducs existant à l'est. Ce serait une solution entièrement américaine, politiquement plus simple pour Washington, mais économiquement moins satisfaisante. Ce trajet est défendu par la société El Paso et il faut s'attendre que chacune de ces trois sociétés se batte jusqu'au dernier jour pour essayer de faire triompher son projet qui, dans la plupart des cas, entraînera des investissements de près de 10 milliards de dollars.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Mardi 12 juillet.)

POUR RÉPONDRE AU DÉFI QUÉBÉCOIS

Le gouvernement fédéral crée un « groupe de travail sur l'unité canadienne »

De notre correspondant

Ottawa. — M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre fédéral, a créé mardi 5 juillet un « groupe de travail sur l'unité canadienne » et placé à sa tête M. Jean-Luc Pépin, un Québécois francophone, qui était jusqu'à maintenant président de la commission anti-inflation du gouvernement fédéral.

Le groupe de travail, créé sur le modèle des commissions d'enquête, est composé de sept membres représentant les différentes régions du Canada.

M. Pépin sera secondé par M. John Robarts, ancien premier ministre de l'Ontario. Le groupe est constitué pour un an, mais son mandat est renouvelable. Il est destiné à soutenir les efforts des associations privées qui ont pour but la défense de l'unité canadienne, ou d'autres organismes tels que les chambres de commerce. Il pourra en outre prendre lui-même des initiatives et conseillera le gouvernement fédéral pour résoudre la crise actuelle de l'unité canadienne.

« *Notre mandat est évolutif*, nous a déclaré M. Pépin ; *la commission jouira d'une grande latitude. La commission anti-inflation a, je crois, prouvé son indépendance, notamment en exprimant ouvertement à plusieurs reprises son désaccord avec certains choix économiques du gouvernement. Nous serons aussi libres. En définitive, nous sommes l'un des moyens dont le premier ministre Trudeau a voulu se doter pour pouvoir définir sa politique en connaissance de cause. Quant à nous, si nous pensons qu'il existe une troisième option* (entre le statu quo et l'indépendance du Québec), *nous nous efforcerons d'en présenter les éléments.* »

Parmi les autres « moyens » auxquels M. Pépin fait allusion, il y a notamment ce que l'on appelle « le groupe Tellier », du nom du haut fonctionnaire qui le dirige. C'est un groupe de réflexion constitué par le premier ministre fédéral en février dernier et rattaché au conseil privé. Rassemblant une dizaine de fonctionnaires, il a travaillé discrètement, ayant essentiellement pour tâche de rassembler, pour le premier ministre fédéral, des informations et des données sur les différents aspects de la Confédération remis en cause par l'arrivée au pouvoir du parti québécois en novembre 1976.

Progressivement, le « groupe Tellier » est devenu un peu moins « documentaliste » et un peu plus politique. Il a notamment été en grande partie à l'origine d'un Livre blanc sur les langues officielles, intitulé *Un choix national*, publié en juin par Ottawa, pour répondre au projet de loi n° 1 du gouvernement québécois, qui franciserait radicalement la province de Québec. Ce texte est une réaffirmation, solidement présentée, des principes et des convictions qui poussent le gouvernement d'Ottawa à croire que le bilinguisme national est la solution aux problèmes du Québec.

Pragmatisme

Un comité parlementaire va également être constitué pour étudier le problème de l'unité canadienne. Les groupes de réflexions qui se sont créés spontanément depuis le 15 novembre et ceux qui se créeront à l'avenir pourront à leur guise présenter les conclusions de leurs travaux à ce comité, au « groupe Tellier » ou au groupe de travail dirigé par M. Pépin. Bien qu'on puisse s'attendre que celui-ci prenne le pas sur les deux autres, ce « flou » est caractéristique des pratiques fédérales.

Si le premier ministre québécois, M. René Lévesque, n'a pas répondu cet automne à M. Trudeau — qui lui a demandé de définir clairement ce qu'il souhaitait négocier avec le gouvernement fédéral, — Ottawa pourrait convoquer une conférence fédérale-provinciale sur l'unité canadienne. Elle aura lieu sans M. Lévesque, nous a-t-on dit à Ottawa, si celui-ci refuse de s'y joindre.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Jeudi 7 juillet.)





Canada

il devra trancher entre trois tracés possibles pour le gazoduc du Grand Nord

...ORE AU DEFI QUÉBÉCOIS

...fédéral crée un « groupe ... sur l'unité canadienne »

Italie

La Chambre discute l'accord des six partis

(Suite de la première page.)

Au sein de la démocratie chrétienne, un phénomène analogue s'est produit. L'équipe Zaccagnini - Moro (secrétaire général et président) a su, sans éclats, reprendre le parti en main, briser les courants, reconstituer le fichier des militants en éliminant les morts et les fausses cartes, remettre en état de marche les réseaux d'organisations collatérales contrôlant les femmes et les jeunes. Aux partisans d'une coalition avec la droite, il n'est resté aucune carte en mains, sinon celles de l'attente d'une circonstance — éventuellement des élections anticipées — qui leur permettrait d'utiliser l'instrument ainsi reforgé.

Dans le domaine syndical, l'évolution a été inverse : au rapprochement des partis de masse a correspondu un retour marqué à l'autonomie des centrales et la paralysie définitive du mouvement vers l'unité, dans la mesure où il était géré par les appareils. Avec l'accession de M. Bruno Trentin au secrétariat de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne), qui précède, semble-t-il, son intronisation au poste de secrétaire général, lorsque M. Luciano Lama prendra sa retraite, c'est en effet une autre stratégie unitaire qui s'impose. Pendant de longues années de lutte à la fédération des métallurgistes, M. Bruno Trentin a toujours animé l'unité à la base, dans l'entreprise même, ordonnant un mouvement spontanément jailli après les grèves de l'automne 1969. Les nouvelles structures que met en place la C.G.I.L. en tiennent largement compte.

Les appareils dirigeants des deux autres centrales, U.I.L. (social-démocrate et républicaine), et C.I.S.L. (démo-chrétienne), appréhendent cette évolution, qui marque indirectement un choix du parti communiste : leurs propres adhérents ne restent pas insensibles à ce genre de relance unitaire.

C'est en l'évoquant, en la stimulant, que M. Bruno Trentin est parvenu, au cours du printemps, à colmater la brèche profonde qui s'était ouverte entre la C.G.I.L., trop bureaucratique, trop liée apparemment aux différents pouvoirs, et les milieux de jeunes étudiants et ouvriers. Il a parcouru toute l'Italie, multiplié les meetings et les séances d'explication, et finalement réussi sur deux terrains : emporter l'adhésion à la politique d'austérité et de mesures économiques d'urgence, défendue par la C.G.I.L. et le P.C.I., reprendre en main une masse de manœuvre ouvrière que les démocrates-chrétiens ou les groupuscules d'extrême gauche disputaient à la gauche articulée. C'est, là encore, moins question d'homme que de stratégie.

Les briseurs du système

Absence d'alternance parlementaire, absence de solution de rechange politique ; la situation italienne apparaît donc totalement bloquée. Pourtant, quelque chose intervient pour casser le jeu, pour briser le système, sans offrir pour autant une autre idéologie, une autre façon de gouverner. Il s'agit du pouvoir qu'ont acquis, hors du Parlement, les deux formations qui siègent au dernier rang de la gauche : la démocratie prolétarienne et le parti radical.

Ce dernier a animé la campagne de récolte de signatures pour obtenir huit référendums abrogatifs des lois suivantes : traité du Latran et Concordat avec le Saint-Siège ; code de justice militaire pour le temps de paix ; organisation de la justice militaire ; loi sur les commissions d'enquête parlementaire ; articles répressifs du code pénal ; financement public des partis ; textes sur l'ordre public ; textes sur les institutions psychiatriques

Plus de 700 000 signatures (soit 200 000 de plus que nécessaire) ont été recueillies. La campagne a coûté 600 millions de lires. Il est vraisemblable que la Cour de cassation constatera à l'automne que ces référendums sont demandés dans les conditions légales. Le président de la République sera donc tenu de convoquer les électeurs pour le printemps de 1978, sauf si les Chambres sont dissoutes, ou si le Parlement promulgue de nouveaux textes sur ces sujets.

La discussion sur le haut degré de « démocratie directe » dont témoigne cette procédure référendaire est un subterfuge en l'affaire. Car, indépendamment de la justification intrinsèque de l'abrogation de ces textes, l'opération politique vise à faire sauter les structures de l'Etat autant qu'à empêcher l'alliance entre communistes et catholiques.

Un homme la mène depuis des années avec une imagination sans cesse mise en éveil : M. Marco Pannella, leader du parti radical. Il a indubitablement contribué au succès de la législation sur le divorce et à la bataille pour les droits civils. Dans la classe politique italienne, il est le seul animal de combat, condottiere des Abruzzes, éduqué par Louis Lecoin en 1960 aux méthodes de la non-violence. Un Chirac libertaire qui laisse encore moins trêve à ses amis qu'à ses ennemis.

Mais l'inspiration d'une grande partie des signataires des référendums ne procède pas d'une idéologie ni d'une visée politique cohérente. Au plus, une réaction de lassitude, de dégoût, de colère contre toutes les forces organisées qui, en trente ans, ne sont pas parvenues à liquider tout ce quil y avait de répressif dans la législation fasciste. Pour être de gauche, cette motivation n'en rejoint pas le mouvement de l' « homme quelconque » des années d'après la guerre, ou la tendance qui, en France, fut le « poujadisme ». Le tout ou rien, l'anarchisme au service de la démagogie, même non violente, commencent à forger un instrument de rupture tel que la véhémence, pour ne pas dire la haine, des dirigeants communistes envers le parti radical, s'expliquent très bien. De fait, son influence est tout à fait hors de proportion avec le nombre de ses militants et de ses députés.

Autres perturbateurs du jeu des partis et de la vie politique normale : les groupes de terroristes des Brigades rouges et des Noyaux armés prolétariens. Leur activité présente rejette dans l'ombre les comptes rendus des différents procès de province où apparaît la responsabilité directe des services de sécurité militaires ou civils dans la vague de terrorisme de 1969 à 1973. Il ne fait plus guère de doute que, alors en effet, le climat de « déstabilisation » fut créé et développé par certains officiers ou hauts fonctionnaires assez maladroits pour ne pas réussir.

Sur les terroristes d'extrême gauche, une explication court de bouche à oreille, lancée aussi bien par les communistes que par les démocrates-chrétiens : ils sont instruits, équipés, financés par la Tchécoslovaquie, agissant pour l'Union soviétique. Tout est possible, certes, mais lorsque les sources les plus autorisées des deux partis garantissent la véracité d'une telle imputation, on ne peut s'interdire de penser qu'elle relève de l'intoxication

Il reste que les Brigades rouges n'agissent pas au hasard comme leurs prédécesseurs, qu'elles semblent s'appuyer sur un réseau de sympathisants solide et ne manquent pas d'argent. Quant aux visées politiques qui les guident, à l'Ouest comme à l'Est, on trouve autant de motifs pour les inspirer, que ce soit pour susciter une réaction de force de l'extrême droite ou pour contraindre le P.C.I. à revenir sur la voie révolutionnaire. Est-ce très convaincant ?

JACQUES NOBÉCOURT.

(Mercredi 13 juillet.)

La composition de l'Assemblée

	Majorité « constitutionnelle »	Majorité « laïque »	Majorité de droite
D.C.	262	—	262
P.C.I.	222	222	—
P.S.I.	57	57	—
P.S.D.I.	15	15	15
P.R.I.	14	14	14
P.L.I.	5	5	5
Non-inscrits	11	7	4
M.S.I	—	—	34
P. rad.	—	4	—
Dém. prol.	—	6	—
	586	330	334

D.C. : démocratie chrétienne. P.C.I. : parti communiste. P.S.I. : parti socialiste. P.S.D.I. : parti social-démocrate. P.R.I. : parti républicain. P.L.I : parti libéral Non-inscrits : sept élus sur des listes communistes, trois partis populaires sud-tyroliens (proches de la D.C.), un transfuge du M.S.I. M.S.I.-D.N. : mouvement social italien-droite nationale. P. rad. : parti radical. Dém. prol. : démocratie prolétarienne.

Albanie

Tirana dénonce la stratégie de Pékin

Zeri i Popullit, organe officiel du parti du travail communiste albanais, a publié le jeudi 7 juillet, un long éditorial qui constitue, en fait, un réquisitoire contre la politique chinoise.

Les héritiers de Mao ne sont pas cités une seule fois dans le long éditorial que vient de publier à Tirana « Zeri i Popullit », organe du Parti du travail (communiste). Mais c'est à eux manifestement qu'est administrée avec rudesse une leçon sur « la théorie et la pratique de la révolution ». Les attaques contre l'impérialisme capitaliste sont mentionnées pour mémoire dans ce document. La condamnation sans appel du « social-impérialisme » est rappelée, sans que l'on cherche à étayer davantage le dossier : les dirigeants albanais estiment inutile de s'appesantir sur ce qui, pour un « révolutionnaire authentique », va de soi.

L'attaque vise les partisans de la « théorie des trois mondes ». Naturellement, elle frappe d'abord les titistes et les révisionnistes soviétiques, puisque les Yougoslaves se disent liés au tiers-monde et que les Russes cherchent à constituer un front commun avec les Etats en voie de développement. Pour les Albanais, la cause de ces révisionnistes est entendue, leur trahison enregistrée : ils sont dans l'autre camp. Mais où se trouvent maintenant les Chinois ? La thèse de « Zeri i Popullit » peut se résumer par cette formule du journal : « Le principe « les ennemis de nos ennemis sont nos amis » ne peut s'appliquer quand il s'agit des deux super-puissances impérialistes, l'Union soviétique et les Etats-Unis. » C'est la politique chinoise inaugurée par Mao lui-même dans les dernières années de son règne qui est ainsi rejetée. En doctrine, l'ancien président chinois condamnait également les deux super-puissances, mais en pratique il cherchait au moins à neutraliser les Etats-Unis pour faire face au danger principal.

Les exemples que cite le journal de Tirana ne sont pas pris au hasard : « On a même justifié... la présence militaire américaine dans divers pays comme l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et le Japon... » Qui est ce « on », si ce n'est les Chinois qui, à chaque occasion, recommandent aux hommes d'Etat européens de rester vigilants et de choisir les moyens les plus efficaces pour se garantir contre la menace russe ?

D'ailleurs, si l'autorité de Lénine et de Staline est maintes fois évoquée dans ce document, jamais il n'est fait état de la pensée du président Mao. Sera-t-il désormais indigne de prendre place dans la catégorie des grands ancêtres ? Et pourquoi ? Depuis le début des années 70, plus précisément depuis que Mao avait rencontré le président Nixon, un froid était perceptible entre Pékin et Tirana.

Le journal s'en tient au schéma le plus simple et le plus intransigeant : avant de parler « du monde et des divers pays », avant de leur donner des appellations, les marxistes-léninistes doivent juger, « en premier lieu, sur l'ordre socio-économique qui règne dans ces pays et selon les critères de classe prolétariens ». Conséquence : il ne peut y avoir trois mondes, mais seulement deux. Et entre ces deux mondes-là, c'est « la lutte à mort ».

L'analyse est limpide. Mais que reste-t-il de la réalité ? Si on suit les canaux que rappellent les Albanais, le monde socialiste est bien restreint, puisqu'il faut en exclure tous les pays d'Europe orientale, et naturellement la Yougoslavie. Il est vrai que Tirana fait confiance aux militants qui préparent la révolution dans les pays placés sous la coupe des deux pouvoirs impérialistes. La Chine, elle, n'est pas dans l'autre camp, mais, par « opportunisme », elle déserte le combat. A ceux qui ont marqué de l'intérêt pour M. Strauss, il est rappelé que l'Europe aussi doit arriver à la révolution prolétarienne, et que c'est cette révolution qui est fondamentale pour un léniniste.

Dans la bataille qu'elle entend continuer à mener, l'Albanie de M. Hodja paraît bien isolée.

(Lundi 11 juillet.)

Le P.S. et le P.C. en désaccord sur le sort des filiales des entreprises « nationalisables »

Le groupe de travail chargé d'actualiser le programme commun a tenu une nouvelle réunion jeudi 7 juillet. Les représentants des trois partis de gauche ont poursuivi leurs échanges de vues sur les nationalisations. Ils ont demandé à trois experts d'étudier plus en détail certaines des conséquences des mesures prises, notamment en ce qui concerne le sort des filiales des entreprises qui doivent être nationalisées.

Le groupe de travail devait siéger à nouveau lundi 11 juillet et mardi 12 juillet. A cette occasion chaque parti doit déposer l'ensemble des propositions de modifications qu'il avance pour les derniers chapitres du programme commun.

A l'issue de la réunion du groupe de travail, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F. a indiqué jeudi que « l'ensemble du dossier des nationalisations reste à trancher ». Les discussions permettent malgré tout de mieux cerner les positions des uns et des autres et laissent présager un compromis.

Au sujet de l'extension du champ des nationalisations, outre le différend entre communistes d'une part, socialistes et radicaux de gauche d'autre part, relatif au nombre des secteurs concernés, une nouvelle difficulté est apparue à propos des filiales des entreprises qui doivent être nationalisées.

Le P.C.F. propose que toutes les filiales dont plus de 51 % des actions appartiennent à des entreprises touchées par la nationalisation fassent également retour à la nation. Selon leurs pointages, cette mesure concernerait 1 450 entreprises. Les communistes additionnent en effet l'ensemble des actions qui, par un biais ou un autre, sont en possession de l'Etat. Si une entreprise nationalisée détient 30 % des actions d'une filiale, mais si 21 % de ces actions sont en possession d'une banque d'affaires qui doit être, selon le programme commun, nationalisée, le seuil des 51 % est, selon le P.C.F., atteint.

Les socialistes refusent de suivre leurs alliés sur ce terrain. Ils n'admettent la nationalisation des filiales que si elles appartiennent à 100 % aux entreprises touchées par les projets de la gauche. Le P.S. souhaite que le programme commun se limite en fait à la nationalisation du capital des holdings. Cette formule s'appliquerait déjà, selon eux, à environ 400 entreprises.

Le P.S. est d'autant plus décidé à ne pas céder sur ce point qu'il s'inquiète de l'appétit manifesté par le P.C.F. en matière de nationalisations. Les négociateurs communistes ont en effet suggéré qu'une telle mesure soit prise pour toutes les entreprises jugées « stratégiques » tant sur le plan technologique que sur le plan extérieur.

Si le P.S. refuse dans son ensemble le champ des nationalisations proposé par le P.C.F., il semble prêt en revanche à faire des concessions marginales. En premier lieu, il pourrait accepter de transformer en prise de participation de l'Etat l'emprunt d'un milliard de francs consenti au groupe Peugeot-Citroën. La valeur boursière des actions de Peugeot-Citroën étant actuellement de 2 201,8 millions de francs, la transformation éventuelle en participation au capital de la totalité du prêt consenti par l'Etat à ce groupe conférerait à la puissance publique quelque 31,2 % du capital qui aurait été ainsi majoré (1 milliard sur 3,2).

En fait, la proportion serait inférieure à ce taux, du fait de l'existence actuelle de 1 674 000 obligations convertibles en actions, d'une valeur boursière globale de 519 millions de francs. Si ces obligations étaient simultanément converties en actions, la part de la puissance publique serait seulement de 26,9 %.

Le parti communiste, pour sa part, a demandé la nationalisation pure et simple de Peugeot-Citroën.

En second lieu, le P.S. pourrait accepter la nationalisation d'Alsthom. Cette mesure a été réclamée avec insistance par M. Jean-Pierre Chevènement, qui, en tant que député de Belfort, est intéressé au premier chef par le sort d'un groupe dont les usines se trouvent dans son secteur géographique. Les socialistes font valoir que se pose pour cette société un problème analogue à celui de la « période suspecte ». Le P.S., en effet, entend se réserver le droit, une fois arrivé au pouvoir, de vérifier si les entreprises n'ont pas dans les mois précédents pratiqué une fuite systématique des capitaux ou adopté des mesures visant à se soustraire à une éventuelle nationalisation.

Or entre juin 1972, date de la signature du programme commun, et aujourd'hui, la composition du capital d'Alsthom s'est trouvée modifiée. Filiale du groupe C.G.E., cette société a connu ces dernières années des difficultés financières. Ses exercices 1973, 1974 et 1975 se sont soldés par des pertes. Elle a fusionné en 1976 avec des Chantiers de l'Atlantique, pour donner naissance à Alsthom-Atlantique, société qui détient notamment le monopole de la construction des turbines équipant les centrales nucléaires françaises. Le capital d'Alsthom-Atlantique est actuellement détenu par la C.G.E. (31,1 %), la Compagnie industrielle et financière de participation Penhoët (25 %), la Compagnie industrielle et financière des ateliers et chantiers de la Loire (11,5 %), la Compagnie financière de Suez (2,04 %) et OPFI-Paribas (1,9 %). Le programme commun prévoyant depuis l'origine la nationalisation du groupe C.G.E. et celle des établissements financiers, la puissance publique récupérerait automatiquement les 71,6 % du capital d'Alsthom-Atlantique que détiennent ces divers actionnaires

La nationalisation totale d'Alsthom-Atlantique, si elle était retenue par les partis de gauche à l'occasion de l'actualisation du programme commun, consisterait simplement à transférer à la puissance publique autorité sur les 28,4 % restants du capital.

S'ils refusent donc un élargissement sensible du champ des nationalisations, les socialistes sont disposés à admettre que les salariés des entreprises à participation d'Etat bénéficient des mêmes avantages que ceux des sociétés nationalisées. Ils pourraient proposer de faire adopter, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, une loi spécifiant que ces sociétés à participation d'Etat devraient se doter de structures permettant, comme dans les entreprises nationalisées, une représentation des salariés et des usagers.

Le désaccord entre communistes et socialistes à propos des modalités d'indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisables pourrait conduire à maintenir pour l'essentiel le libellé actuel du programme commun. Un libellé qui ne précise pas les modalités techniques de cette indemnisation et qui se contente d'établir une distinction entre les petits et moyens porteurs et les gros.

Ces indemnisations seraient donc négociées cas par cas et des contacts exploratoires ont déjà été engagés entre les dirigeants de la gauche et certaines firmes.

Les radicaux de gauche ont réclamé avec insistance la suppression de la phrase permettant aux salariés de demander la nationalisation de leur entreprise, mesure qui, bien sûr, devrait être négociateurs socialistes ne se sont pas montrés hostiles à une modification sur ce point du libellé du programme commun. S'ils ne peuvent déclarer expressément qu'ils sont partisans de la suppression d'une clause qui figure dans leur propre programme, ils ne seraient pas trop mécontents de voir le M.R.G. limer cette aspérité. Les représentants du parti communiste en revanche se sont nettement prononcés pour le maintien de la clause. Celle-ci avait alimenté, lors de la campagne électorale de 1973, la propagande de la majorité qui tendait à présenter le projet politique de la gauche comme relevant de l'étatisation. A ce niveau électoral, la sensibilité des socialistes et des radicaux de gauche est plus exacerbée que celle des communistes, qui pensent que, sur un tel sujet, ils ne courent guère de risque vis-à-vis de leurs partisans.

La dissuasion nucléaire

C'est peut-être aussi par souci de ménager l'électorat du P.S. que M. François Mitterrand se refuse à laisser modifier la partie du programme commun consacrée à la force de dissuasion nucléaire. La position personnelle du premier secrétaire à l'égard de ce type d'armement n'est pas claire. S'il laisse une partie des responsables de son parti faire campagne en faveur de la dissuasion nucléaire lui-même ne semble pas convaincu. Le choix lui semble être limité entre l'isolement et l'alliance atlantique et il craint les dangers de la tentation autarcique qui habite la gauche.

En outre, les dirigeants du P.S. sont très sensibles aux manifestations antinucléaires qui se produisent sur les sites d'implantation des centrales. Ils craignent de devenir la cible de la critique écologiste et cherchent donc à être présents dans ce courant sans en cautionner tous les thèmes et sans paraître renoncer au sens des responsabilités. La gauche au pouvoir construira en effet des centrales nucléaires : socialistes et communistes en sont d'accord.

Ces précautions se manifesteront lors des futures négociations d'actualisation. Au cours de leur séance de jeudi, les négociateurs des trois partis de gauche ont également évoqué le taux de croissance économique, la planification, l'aménagement du territoire et la politique industrielle et agricole. Si l'actualisation se poursuit donc activement et prend même parfois l'allure d'une véritable renégociation (bien que les partis de gauche récusent ce mot), il ne semble pas que les conversations puissent aboutir dans les prochains jours.

Le P.S. ne maintient pas la date limite du 14 juillet qu'il avait avancée pour la clôture de la négociation. Décidé pourtant à « marquer le coup », il a obtenu que, mardi 12 juillet, chaque parti dépose de manière précise l'ensemble de ses propositions d'actualisation concernant les chapitres du programme commun qui restent à étudier. Les socialistes ont ainsi voulu fixer une date limite au dépôt des propositions des uns et des autres, car ils avaient le sentiment que l'actualisation prenait, au fil des séances, de plus en plus d'ampleur.

Si l'on peut penser que la toilette du texte de 1972 sera achevée à la fin du mois, il restera encore aux négociateurs à aborder deux sujets particulièrement importants et ardus : la mise au point d'un calendrier d'application du programme commun et une discussion précise sur les méthodes et les moyens de l'action gouvernementale. On comprend en conséquence que le « sommet » des dirigeants de l'union de la gauche, qui doit clore la négociation, soit parfois envisagé pour le mois de septembre, à moins que M. Mitterrand ne soit décidé à précipiter coûte que coûte le mouvement.

Le premier secrétaire a le sentiment que la pression exercée par le P.C.F. sur les socialistes ne peut être maintenue très longtemps, car les communistes apparaîtraient alors comme faisant délibérément traîner les discussions, ce qui n'est pas bien reçu dans l'opinion. Il estime que le P.C.F. se trouve pris à ce niveau dans une contradiction qui résulte de la double démarche qu'il mène. En premier lieu, la démarche unitaire, dans le cadre de l'alliance nouée autour du programme commun, l'oblige à adopter des positions fermes pour résister à la concurrence socialiste et pour s'affirmer plus à gauche que lui. En second lieu, son aspiration au « compromis historique » se heurte au fait, qu'à l'inverse de ce qui se passe en Italie, les communistes n'ont pas, à ce niveau, d'interlocuteurs politiques. Il manifestent donc leur préoccupation d'élargir l'« union du peuple de France » en s'adressant aussi bien aux milieux militaires que chrétiens.

THIERRY PFISTER.

(Samedi 9 juillet.)

Le conflit du « Parisien libéré »

RETOUR A LA RAISON

(Suite de la première page.)

L'accord d'aujourd'hui intéresse de multiples parties. *Le Parisien libéré* tout d'abord, qui y trouvera les conditions de sa survie, la fin des entraves apportées à sa diffusion, et pourra retrouver les circuits normaux de sa distribution. Lorsque les historiens de la presse décriront l'opiniâtre aventure d'Emilien Amaury, ils jugeront qu'on pouvait, dans la région parisienne, puis au-delà grâce au fac-similé, fabriquer un journal sans les ouvriers du Livre parisien. Mais il était difficile, voire impossible, de résoudre le problème de la distribution isolée d'un titre.

Les ouvriers, eux, trouvent dans cette issue le bénéfice d'une longue lutte. Sans doute le monopole d'embauche — illégal — a-t-il vécu, puisque coexisteront dans l'imprimerie du *Parisien libéré* les ouvriers de la C.G.T., d'autres de F.O. et les non-syndiqués. Depuis longtemps, le secrétaire général de la C.G.T. avait indiqué par une « petite phrase » que le monopole n'était plus une condition préalable.

La presse parisienne va donc poursuivre sa difficile mutation. Le changement de procédé d'impression d'un grand nombre de titres dès aujourd'hui et de tous les autres dans les prochaines années n'implique pas seulement une nouvelle technologie, mais une importante modification des normes de travail, des qualifications, du nombre d'emplois. La révision maintenant possible — puisque tout était subordonné au dénouement du conflit — des conditions de fabrication pour aujourd'hui et pour demain implique la participation des pouvoirs publics. Cette aide, déjà prévue malgré quelques zones d'ombre dans le rapport Mottin, doit être acquise au *Parisien libéré*, malgré quelques hésitations de dernière heure.

Une même sollicitude doit être accordée à la presse parisienne dans son ensemble. D'autres professions sinistrées se reconvertissent avec l'aide de l'Etat. Si la presse n'a pas le « poids » de la sidérurgie, sa survie est l'affaire de tous. L'homme ne vit pas seulement d'acier.

JACQUES SAUVAGEOT.

(Mercredi 13 juillet.)

« Je veillerai, en toutes circonstances à ce que la Constitution de la France soit respectée »

De notre envoyé spécial

Carpentras. — Le président de la République a jugé le moment venu, vendredi 8 juillet, d'indiquer, comme il l'avait annoncé, le « bon choix » auquel les Français devraient se rallier lors des prochaines élections législatives. Il l'a fait devant une foule rassemblée sur la plus grande place de Carpentras et évaluée à quarante mille personnes par les organisateurs, alors que le chiffre de quinze à vingt mille paraissait plus raisonnable à la plupart des observateurs. En appelant à « l'entente » tous ceux qui, quel que soit leur parti d'origine, « sont attachés à la défense des libertés » contre les partisans du programme commun de la gauche, M. Giscard d'Estaing a suscité une longue ovation, de même lorsqu'il a dénoncé, dans la critique des institutions faites par le parti communiste, une intention de coup d'Etat. A l'évidence, le public a mieux apprécié l'homme seul et résolu qui s'avançait dans le champ politique après en avoir par le verbe expulsé les « intérêts partisans » que le chef de l'exécutif qui, pendant les vingt-cinq premières minutes, avait dressé le bilan de son action économique et sociale.

L'énumération des mesures catégorielles adoptées depuis trois ans semblait lasser des auditeurs venus pour autre chose. Le chef de l'Etat fut cependant applaudi lorsqu'il annonça que la France demanderait une réforme de la politique agricole européenne et que le gouvernement élaborerait, pour l'automne, une nouvelle loi d'indemnisation des rapatriés d'Afrique du Nord. Agriculteurs et rapatriés étaient ceux dont les autorités locales craignaient le plus les manifestations de mécontentement. On n'en vit aucune. La voie était libre pour proclamer que les « bonnes élections » comme les bonnes finances supposent une bonne politique.

Après un bref hommage aux « efforts obstinés et éclairés du premier ministre », M. Giscard d'Estaing définissait les conditions dans lesquelles la majorité pourrait demeurer majoritaire dans la France prestigieuse et laborieuse qu'il venait de peindre à ses auditeurs : large union sur un programme de législature caractérisé par le « progressisme ». On vérifiait une fois de plus la popularité du thème de l'union, surtout lorsqu'il est présenté en termes simples par un homme qui s'affirme libre de toute contrainte partisane. Le paysage imaginaire dessiné par M. Giscard d'Estaing était dominé par un ciel « éclairci ». L'orateur prenait garde toutefois d'y montrer du doigt, à l'arrière-plan, le nuage menaçant de la subversion. Prenant parti sans ambages pour la majorité, le chef de l'Etat rassurait un public qui lui en savait gré et s'abandonnait au vertige de l'acclamation, que toute la première partie de la visite avait laissé attendre.

Quatre cent mille invitations avaient été répandues dans la région, sous la forme de cartes du « comité d'accueil », donnant accès, place de Verdun, à un espace fermé par des barrières et dont le dernier était strictement contrôlé. Sur la scène, l'animatrice Danièle Gilbert, entre un groupe folklorique provençal et une troupe de majorettes, donnait ses instructions : « Vous vous lèverez et vous entonnerez « le Chant du départ » lorsque le président arrivera. » Beaucoup se levèrent, mais ils demeurèrent silencieux. Des ministres arrivés avant le chef de l'Etat, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, fut le plus applaudi.

Le président de la République a passé en revue le 1er régiment étranger de cavalerie, qui rendait les honneurs, et a gagné à pied l'hôtel de ville, autour duquel avait été disposé un marché présentant les productions de la région. M. Giscard d'Estaing en fit le tour avant d'entrer dans le bâtiment où le conseil municipal lui fut présenté par le maire, M. Charretier (républicain). Les conseillers socialistes étaient absents, mais l'un des deux communistes était là, l'autre s'étant fait excuser. Dans les petites rues qui le ramenaient à la place de Verdun, le chef de l'Etat serra les mains que lui tendait une foule de plus en plus nombreuse, retenue par des barrières et surveillée attentivement par les C.R.S. et les policiers. L'enthousiasme grandissait à mesure que l'on approchait de la place, et le verrouillage sévère imposé par les mille cinq cents membres des forces de l'ordre qui avaient été déplacées pour la circonstance paraissait absurde. M. Giscard d'Estaing s'en aperçut et demanda que les barrières fussent enlevées.

Après le discours, une réception d'un autre genre réunit au centre nautique, situé hors de la ville, la bourgeoisie locale endimanchée et ravie. Les buffets étaient somptueux. Le temps, qui avait inquiété les organisateurs dans l'après-midi, était serein. Le chef de l'Etat serra d'autres mains, distribua des autographes et eut de la peine à gagner un enclos où il se restaura avant de reprendre l'hélicoptère.

La fête était réussie. Les syndicats et les partis de gauche n'avaient pu réunir, en fin d'après-midi, que trois cents personnes environ dans un stade de la périphérie. Les autorités attribuaient à la période choisie l'absence d'une opposition pourtant majoritaire dans la région. Les responsables du parti républicain, qui avaient organisé le rassemblement et fait venir, en particulier, un millier de militants de Marseille, étaient satisfaits. Pour eux, il ne faisait pas de doute que, aux prochaines élections, le siège détenu par M. Leenhardt (P.S.) reviendrait à M. Charretier.

PATRICK JARREAU.

Voici le texte intégral du discours prononcé le 8 juillet 1977 à Carpentras par M. Giscard d'Estaing :

Monsieur le maire, chers amis de Carpentras et de Provence, Françaises et Français, je suis venu vous parler de la France. Certains ont annoncé que je vous parlerais d'abord de politique. Ce n'est pas mon premier sujet. Le président de la République n'est pas un homme politique parmi les autres, mêlé à leurs rivalités ou à leurs ambitions. Il est responsable de la France. C'est d'elle que je vais vous parler. Le lieu et le moment m'y invitent. Ce lieu, monsieur le maire, Carpentras, le Vaucluse, la Provence, est comme peuplé d'Histoire. La rencontre des Romains et des barbares, celle des peuples du Nord et du Midi, celle des montagnes, des collines et de la mer. C'est la France latine, remplie de parfums et d'accent. C'est aussi une France sensible, enthousiaste, tolérante, dont Carpentras nous donne la parfaite image avec ses hommes d'Etat républicains, sa minorité religieuse et la sage entente de cette population.

Quant au moment, c'est celui que déterminent les saisons. Beaucoup de Français sont partis se reposer du travail de l'hiver, d'autres les suivront bientôt, d'autres aussi, plus proches de la terre, poursuivent leur labeur. Pour tous l'année aborde son tournant. C'est le moment de la réflexion et du bilan. Je vais donc vous parler de la France telle qu'elle est. La France parmi les autres nations et la France conduisant son redressement économique et son amélioration sociale. Puis je vous parlerai de son avenir, du grand choix qu'elle va bientôt prononcer et aussi de son unité, objectif final de mon action

D'abord la place de la France dans le monde. La France tient dignement sa place dans le monde, sans inutile vanité. Nous pouvons, dans le monde actuel, être fiers d'être Français. C'est un monde difficile, tourmenté, où l'on voit naître de nouvelles puissances et d'autres s'effacer. Un monde dont on dirait qu'il est tiraillé des douleurs de l'enfantement. J'ai eu ces derniers mois à vous représenter dans de nombreuses réunions internationales. J'ai rencontré beaucoup de chefs d'Etat et notamment ceux dirigeant les plus grandes nations dans le monde. Je peux vous dire que la France occupe la place qui lui revient. Elle est respectée et écoutée. Elle doit apparaître pour ce qu'elle est, une nation fière mais pacifique, indépendante mais prête à la coopération. La France dit ce qu'elle pense, sans ambiguïté. Quand il le faut, elle agit, mais elle le fait sans agressivité, avec la volonté de résoudre les problèmes et non de les aggraver. Nous voulons apporter à un monde incertain et divisé l'esprit du dialogue. La France est bien placée pour le faire. C'est elle qui a lancé le dialogue Nord-Sud, le dialogue entre les riches et les moins riches, les forts et les faibles. Qui ne voit aujourd'hui que ce dialogue est économiquement, politiquement et moralement nécessaire, et que ses résultats devront se prolonger ?

La France milite pour la détente entre l'Est et l'Ouest. Elle le fait en parlant le langage de la bonne volonté mais aussi, quand il le faut, celui de la franchise. La France vient de quitter l'Afrique dans la paix et dans la dignité, après une longue présence. Comme dans tous les départs, son cœur s'est serré, mais elle demeurera présente sur ce continent si proche de nous par la coopération et l'amitié. Elle a su agir, comme au Zaïre, quand la sécurité y était menacée.

Une réforme de la politique agricole européenne

Enfin, la France s'emploie à l'union de l'Europe. Le problème des institutions européennes, un moment obscurci par les passions, est maintenant déblayé. Les initiatives françaises y ont puissamment contribué : création du conseil des chefs de gouvernement et élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne. Il faut maintenant faire vivre l'Europe concrète, celle de l'agriculture, de l'énergie, des industries, du commerce. Maintenant qu'ils sont revenus à la démocratie, certains pays vont demander à rejoindre l'Europe. La France, fidèle à son rôle, est prête à les y aider mais elle n'entend pas y sacrifier ses agriculteurs. Le gouvernement aura l'occasion de préciser le détail de sa position. Mais, puisque ceci vous touche directement, je vous confirme qu'il est résolu à obtenir une réforme de la politique agricole commune, dans un sens favorable aux productions méditerranéennes. Hier même, lors de la conférence agricole annuelle, qui réunissait, vous le savez, le premier ministre, le ministre de l'agriculture et les représentants des organisations professionnelles, il a été décidé d'adresser un mémorandum à Bruxelles pour demander cette réforme. Les règlements concernant les vins, les fruits, les légumes et l'horticulture devront être refondus. Les règles nécessaires concernant les prix minima devront être fixées et les positions assurées, pour que le rapprochement entre pays à niveaux de vie et de charges différents ne ruine pas l'effort de nos producteurs méditerranéens et assure les garanties indispensables au développement de la production. La France unie dans une Europe confédérale, tel est, vous le savez, notre objectif

Pourquoi vous avoir parlé si longtemps du monde extérieur, alors que, pour beaucoup, vos préoccupations sont immédiates ? C'est que nous devons nous défendre de cette tentation, cultivée par les démagogues, de tout ramener à l'immédiat et à nous-mêmes. Le monde extérieur existe et il compte. Nous ne sommes pas seuls sur cette planète. La France n'est pas un paquebot qui se conduit tous hublots fermés. Nous ne devons pas nous désintéresser de la place de notre pays dans le monde. J'appelle le peuple français à se préoccuper du sort de la France.

Et maintenant parlons de nous. D'abord de nos problèmes. Le printemps avait mal commencé. La confiance était accordée au gouvernement du bout des lèvres. Les spécialistes, ravis de l'aubaine, répandaient des rumeurs de crise. On pouvait se demander si les vieux démons n'allaient pas renaître et si les querelles des partis n'organiseraient pas à nouveau l'impuissance de l'Etat. Pour faire face à cette situation, j'ai fait fonctionner les institutions de la Ve République et j'ai utilisé les ressources qu'elles comportent. J'ai prévenu l'Assemblée qu'elle serait dissoute si elle renversait le gouvernement. La question de confiance a été posée sur l'élection de l'Assemblée européenne. Et il n'y a pas eu de crise. Aujourd'hui le ciel paraît s'éclaircir. Salutaire, éloquente leçon. Ce qui protège la France du retour au régime des partis, ce qui l'empêche de se dissoudre dans l'impuissance, ce ne sont pas les déclarations des hommes, ce sont les institutions que nous nous sommes données. Je les mettrai en œuvre chaque fois que cela sera nécessaire.

Le printemps de 1977 a apporté la preuve de l'utilité et de l'efficacité de la Ve République pour maintenir l'autorité de l'Etat et la continuité de l'action gouvernementale. Ce sentiment de malaise venait aussi de la durée de la crise économique. Oui, une longue, une trop longue crise qui use les nerfs et lasse les efforts. Il est vrai que le monde n'est pas encore remis du bouleversement qu'il a subi il y a trois ans et demi et que nous en supportons, comme les autres pays, quel que soit leur régime politique, les contrecoups qui s'appellent hausse des prix et aussi chômage. Ce qui a été fait, ce qui est fait, ce qui sera fait doit vous donner confiance et courage. Depuis un an, grâce aux efforts obstinés et éclairés du premier ministre et du gouvernement, dont notamment les membres issus de votre région m'entourent, grâce à ces efforts notre pays retrouve son équilibre : le commerce extérieur redressé, le franc stabilisé et aujourd'hui apprécié, nos réserves en devises sensiblement augmentées, les finances publiques assainies ; si la hausse des prix reste encore trop forte, elle se ralentit et ce ralentissement se poursuivra au second semestre. C'est tout cela confusément que les Français perçoivent. Il faut qu'ils sachent que le redressement va se poursuivre.

Dans le même temps, un effort exceptionnel a été décidé en faveur de l'emploi des jeunes. Tout l'été, sans relâche, le gouvernement veillera à sa mise en place sur le terrain et partout. L'objectif est qu'à la rentrée au couple emploi ou chômage soit substitué le couple emploi ou formation. Notre société doit adopter les mesures nécessaires pour que tout jeune soit assuré d'être soit au travail, soit en formation. La consommation rapide, à l'heure actuelle, des crédits à l'investissement, l'augmentation récente des prestations sociales viendront soutenir l'activité. Le budget de 1978 s'inscrira dans la ligne de cette politique de soutien équilibré à l'économie. Ainsi, à la fin de cette année, la France sortira à la fois de la crise et de l'inflation, sans drame, sans affrontement, par ses propres forces et en ayant gardé, à tout moment, la maîtrise de son sort.

Ce redressement s'accompagne d'un effort délibéré de justice sociale. Qu'on en juge : les personnes âgées disposant du minimum de ressources savent que jamais ces ressources n'auront autant progressé que cette année. En même temps, le gouvernement s'attache à éliminer, à effacer, d'innombrables injustices qui blessent le corps social de la France. Les règles du cumul de pensions pour les veuves ont été assouplies. Les retraites de ceux qu'on appelle les « avant-loi Boulin » ont été mises à égalité avec les autres. L'autonomie financière a été assurée à nos frères handicapés par une législation qui est, sans doute, la plus avancée du monde.

Dans le même esprit de justice, les retraites des anciens combattants de 1939-1945 seront alignées sur celles de 1914-1918. Le fameux contrat de progrès conclu avec les familles est respecté et appliqué par anticipation au 1er juillet. A partir du 1er janvier, le complément familial va s'ajouter aux ressources des mères de jeunes enfants ou encore des mères de familles nombreuses sans distinguer selon qu'elles travaillent ou se consacrent à leurs enfants, pour les laisser libres de leur choix.

Jamais sans doute, jamais dans une période de crise, un pareil effort de progrès social n'a été accompli. Sans beaucoup de bruit, sans recherche d'effets spectaculaires. Mais la justice n'avance pas précédée d'une fanfare. Elle est faite de mille améliorations patiemment recherchées et aussi d'une règle d'or, celle des promesses tenues.

Il y a une catégorie de Français auxquels j'ai fait une promesse. Il s'agit des rapatriés. Venant en Provence, je sais qu'ils y sont nombreux, comme aussi dans le Languedoc-Roussillon, et d'ailleurs dans le reste de notre pays. Je me souviens de nos rencontres, pendant la campagne électorale, à Montpellier, à Nice, à Toulouse, à Perpignan, à Toulon. Pour moi, ces entretiens étaient émouvants. Je savais que c'était des Français qui avaient perdu ces choses qui sont pour chacun de nous irremplaçables : sa maison, sa terre, ses souvenirs de famille, ses voisins dispersés. Je savais que, pour eux, rentrant meurtris d'une terre de soleil, la Provence, malgré ses efforts, leur était apparue comme distante et indifférente. J'ai pris alors des engagements précis. Ils ont été tenus. La solidarité nationale a joué. Les crédits ont été doublés. L'application de la loi de 1970 a été accélérée en donnant la priorité aux plus âgés d'entre les bénéficiaires. Mais j'avais dit aussi que cette loi n'éteindrait pas le droit des rapatriés et que l'effort serait poursuivi au-delà de 1981. Le moment est venu d'en confirmer l'engagement.

C'est pourquoi, comme président de la République, j'invite le gouvernement à préparer une loi d'indemnisation complétant de façon équitable la contribution décidée en 1970. Bien entendu, comme chacun le sait, le versement de cette indemnisation devra être étalé dans le temps. Mais deux dispositions devront être prévues : l'une est de veiller à ce que le versement soit plus rapide pour les personnes âgées, l'autre est de remettre des titres aux rapatriés indemnisés représentant leur créance. Seul le gouvernement peut préparer ce projet pour éviter les surenchères. Mais je souhaite qu'il puisse être approuvé par toute la communauté nationale afin que soit refermée une plaie que l'Histoire a ouverte et que les Français, qui ont laissé au loin leurs souvenirs, les sentent remplacer ici par la fraternité.

La majorité de 1974 gagnera en 1978

Je vais maintenant vous parler de l'avenir. Que voulons-nous pour la France ? On dit souvent que la France est devant une échéance décisive, celle des élections de mars 1978. C'est vrai, mais c'est incomplet. La France doit faire face en réalité à deux problèmes : le choix décisif que constitueront les élections législatives de 1978, mais aussi la situation de division excessive de notre pays, qui l'aigrit à l'intérieur et l'affaiblit à l'extérieur, et qui transforme toute échéance démocratique en drame national. Je traiterai ces deux problèmes.

D'abord les élections. Par leur nature, les élections législatives sont le deuxième événement le plus important de notre vie politique après l'élection présidentielle. L'année prochaine, l'enjeu sera considérable. Ses conséquences risquent d'atteindre tous les aspects de notre vie politique et sociale. C'est un choix qui ne doit pas se faire dans l'ombre, mais dans la clarté. Il faut d'abord dépasser les petits arguments qui pèsent trop souvent sur nos décisions : l'impatience, le goût du changement pour le changement, la déception à propos d'un détail, la rancune. On ne joue pas avec la France sur de petits sentiments. Si je me suis refusé à participer aux inquiétudes et à l'agitation du milieu politique au cours des derniers mois, c'est d'abord en raison de ma fonction. C'est aussi parce que je n'ai jamais cessé de croire que la majorité qui m'a élu en 1974 gagnerait les élections de 1978.

Il y faut trois conditions : une bonne politique, une bonne organisation et une ambition de progrès pour la France. D'abord et avant tout une bonne politique. Il serait vain de demander aux électeurs de se prononcer pour la poursuite d'une politique qu'ils rejetteraient comme mauvaise. En parodiant le mot célèbre, les Français disent à leur gouvernement : « Faites-nous une bonne politique, nous vous ferons de bonnes élections. » C'est pourquoi la politique du gouvernement sera nécessairement au centre du débat. Et c'est pourquoi, pendant tout l'automne et l'hiver, le gouvernement devra poursuivre et accentuer sa politique de redressement et de progrès.

Ensuite, une bonne organisation. Cela veut dire l'entente de la majorité. Tout le monde propose cette entente, eh bien ! qu'on la fasse. Une entente claire, sans exclusive ni domination, qui rassemble toutes les tendances, y compris l'aile gauche de la majorité dont l'importance sera décisive dans le choix final. Et je vais même plus loin. J'appelle à l'entente tous ceux qui, en France, sont attachés, sans origine de parti, à la défense des libertés.

Un programme de législature contre le programme commun

Pourquoi l'entente de la majorité a-t-elle piétiné jusqu'ici ? Parce que, faute de coordination, les partis sont conduits à multiplier entre eux les finesses tactiques. Cette situation a trop duré, et les partis eux-mêmes l'ont compris. Des initiatives venant des différentes formations de la majorité ont été prises. Elles témoignent d'un désir d'union. Elles répondent aux aspirations évidentes de l'opinion. L'affaire est d'une telle importance que les formations de la majorité n'ont pas le droit d'échouer.

Que les prochaines semaines soient donc utilisées pour une préparation sérieuse et sereine d'un accord entre représentants des formations de la majorité. Et ce travail préparatoire réalisé, il appartiendra au premier ministre, dont c'est le rôle naturel, de déterminer avec les chefs de ces formations les conditions dans lesquelles la majorité présentera ses candidats ainsi que les objectifs d'action qui seront présentés au pays en mars 1978. Car il faut proposer une ambition à la France. L'accord auquel je convie l'ensemble des formations de la majorité devra manifester clairement devant le pays leur ambition et leur volonté de faire progresser la France sur les voies de la liberté et de la justice. La majorité doit opposer au programme commun de l'opposition un programme d'action pour la législature, non un catalogue emprunté à la triste littérature électorale dont les promesses rancissent sur les rayonnages du temps, mais l'engagement de ce qu'un gouvernement peut faire de précis pour améliorer le sort des Françaises et des Français. J'invite la majorité à être une majorité de progrès composée d'hommes et de femmes de progrès. Qui ne ressent que la France aspire à un progrès pacifique, ordonné, juste et libéral ?

Dès que nous en réunissons les conditions, aussitôt la France respire. Ce qu'elle souhaite, ce n'est pas une majorité de combat mais une majorité combattant pour le progrès. Quel est, à cet égard, le rôle du président de la République ?

Le président de la République n'est pas un chef de parti. Mais il a la première responsabilité politique de la France : cette responsabilité, je l'exercerai. D'abord, aujourd'hui, par une solennelle mise en garde. On a pu lire, dans une publication récente du parti communiste, ce que devraient devenir nos institutions dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition. La Constitution de la France a été ratifiée par le peuple français : elle ne sera pas modifiée par des rédacteurs de brochures. Je veillerai, en toutes circonstances, à ce que la Constitution de la France soit respectée. Je ferai, s'il le faut, appel à tous les démocrates, et on verra s'il existe, dans notre pays républicain, des amateurs de coups d'Etat.

Et puis, comme je l'ai annoncé, j'indiquerai le bon choix pour la France. Je m'exprimerai dans le cadre de mes fonctions et sous une forme qu'il m'appartient seul de déterminer, mais j'entends placer les Françaises et les Français devant toutes les conséquences de leur choix. Mon rôle sera de veiller à la hauteur du débat. Ce sera aussi de faire connaître, sans équivoque, l'intérêt national de la France.

Au-delà des élections, au-delà des élections comme on voit au-delà des arbres, il y a l'unité de la France. Qui ne souffre en effet de l'excès de nos divisions, soit qu'il se sente exclu des responsabilités, soit qu'il regrette de ne pas voir la politique de la France ardemment soutenue par une plus large majorité de son peuple. Depuis mon élection, je me suis fixé, vous le savez, l'objectif de refaire l'unité de la France.

Aujourd'hui la vie politique la divise à l'excès. Les partis politiques sont porteurs de division, comme la nuée porte l'orage, car ils n'existent qu'en s'opposant. La lutte est stimulante lorsqu'elle ne tombe pas dans l'excès. Or nous vivons aujourd'hui dans l'excès. Il est utile que les partis politiques proposent des solutions différentes aux problèmes de notre temps. Il est nécessaire que les citoyens s'expriment dans des élections démocratiques et que des oppositions se manifestent, mais que ce soit dans le respect de l'unité de la nation. Qu'on cesse donc de parler en termes de combat, de guerre totale, d'anéantissement de l'adversaire.

Pourquoi avoir chassé la guerre de nos frontières pour la reprendre sur notre territoire ? Mon premier devoir aujourd'hui, celui qui l'emporte sur tous les autres, c'est de garder l'unité nationale et de tout faire pour la maintenir.

Or, je constate que l'application du programme commun, en raison même de son objectif, qui est d'imposer à l'autre moitié de la France, qui n'en veut pas, un changement brutal de société, approfondirait la coupure de la France en deux. Sans doute, le balancier changerait de côté mais le fossé s'agrandirait encore. Aussi, après le succès de ceux qui me soutiennent, succès dont chacun voit que c'est une condition nécessaire, je prendrai les initiatives propres à atténuer cette coupure et à débrider enfin cette plaie de la division où s'épuise la vigueur de la France. Carpentrassiens, Carpentrassiennes, monsieur le maire : long discours sous les platanes : les ombres commencent déjà à s'allonger. N'en voulez pas à celui qui porte dans son cœur, à l'image d'un de nos lointains responsables, un violent amour des Français, de vous avoir parlé si complètement des affaires de la France. Même si nous sommes divisés, nous sommes une communauté nationale ; même si nous croyons assurer notre progrès les uns au détriment des autres, les mouvements de l'histoire nous réservent un sort commun. Même si nous nous querellons, même si nous nous invectivons, le même soleil nous éclaire et la même terre nous recueillera. C'est pourquoi je souhaite que nous soyons capables, nous, les Françaises et les Français de ce temps, d'organiser notre pays et de le faire progresser pour qu'il apporte à tous l'image d'une France libre, juste et unie.

(Lundi 11 juillet.)



...du président de la République

...irconstances

...ance soit respectée

Un programme du ... contre le programme commun

Les évêques français mettent les croyants en garde contre le marxisme

Le Conseil permanent de l'épiscopat français publie conjointement un document sur « Le marxisme, l'homme et la foi chrétienne ». et une note de la commission épiscopale du monde ouvrier sur « Foi et marxisme en monde ouvrier ».

L'épiscopat s'y étend avec une longueur inhabituelle sur la conjoncture politico-religieuse. La cohabitation des croyants et des marxistes athées, leurs activités communes, les efforts déployés de part et d'autre pour déplacer ou annuler si possible les frictions et les incompatibilités, le « glissement » des votes d'une partie des catholiques en faveur de l'union de la gauche, autant d'éléments qui donnent à ce document un relief particulier.

Si les évêques demeurent très fermes sur l'impossibilité de concilier la foi et le matérialisme de Marx, ils concèdent à nouveau, et peut-être plus volontiers qu'auparavant, que le dialogue et la collaboration, pour risqués qu'ils soient, peuvent continuer à être envisagés sous certaines conditions.

Cependant, ils mettent en garde les chrétiens qui « collaborent sans réserve avec les communistes ». A quoi M. Maxime Grémetz, membre du bureau politique du P.C.F., a répliqué, le jeudi 7 juillet, que son parti continuait, lui, « de faire confiance à la foi » des chrétiens communistes.

Il est des sujets qui ne se démodent pas. Une fois encore, l'épiscopat français revient sur les rapports entre le marxisme, le communisme et la foi chrétienne. Avec une certaine solennité, puisque le document qui vient d'être publié à l'issue du conseil permanent, « Le marxisme, l'homme et la foi chrétienne », se présente comme « un texte fondamental de *référence* ». Il est évident que Mgr Matagrin, vice-président de la conférence épiscopale, aujourd'hui *rétabli d'une longue* maladie, a été l'un des principaux *auteurs de ce texte collectif*.

Naturellement, *les évêques affirment* ne pas vouloir s'immiscer dans *le domaine politique et a fortiori vouloir* peser sur les élections. Si respectable que soit cette réserve, elle ne tient pas devant les faits. Toute une frange de l'électorat catholique, même dans la région de l'Ouest, a été et sera tentée de voter pour les communistes. Un texte comme celui-ci, si nuancé qu'il soit, est de nature à les faire réfléchir au moment de voter, comme l'a clairement dit le porte-parole de l'épiscopat.

Il coupe court aux allégations des milieux intégristes selon lesquels la hiérarchie se ferait plus ou moins complice d'un socialisme marxiste.

Le débat entre les chrétiens et les marxistes est vraisemblablement un des plus importants de notre temps. Il n'est guère d'idéologie plus vivace que celle qui découle plus ou moins directement de l'Evangile *et* celle qui est proposée par les disciples de Karl Marx. L'une et l'autre sont, par essence, historiques, et par vocation au service de l'épanouissement de l'humanité.

Si la première est surtout — mais sans exclusive — attentive à la vie spirituelle et donc à la personne (qui dit « personne » ne dit pas individu), la seconde privilégie la collectivité et son devenir jusqu'à faire miroiter une maquette de l'humanité délivrée des contraintes de l'Etat.

Suivre les avatars du dialogue

Église et politique

entre les croyants et les communistes est fort instructif. Les marxistes se font de moins en moins agressifs — surtout en France — à l'égard de la foi religieuse, tandis que les chrétiens, hiérarchie comprise, se gardent désormais de déprécier et, *a fortiori*, de vilipender, comme jadis, le matérialisme dialectique.

A vues humaines, aucune réconciliation ne semble possible à moins d'altérer la foi ou d'altérer le *marxisme. En effet, si* le christianisme n'est pas ou ne devrait jamais être une idéologie, il n'en sécrète pas moins une vision du monde totalisante. Il est par voie de conséquence, ce que le marxisme est par nature.

C'est pourquoi les évêques ont raison de rappeler l'incompatibilité théorique entre la foi *et* le marxisme. Ce qui ne les empêche pas — et cela est relativement nouveau — de laisser les chrétiens libres de leur choix politique. L'Action catholique ouvrière vit ces tensions et s'accommode parfaitement de la présence de communistes en son sein. Si cette situation les inquiète, les évêques se gardent de désavouer leur mouvement d'action catholique le plus précieux et le plus actif.

Le parti communiste français s'enferme, semble-t-il, dans une contradiction vraisemblablement pour des raisons tactiques : ses porte-parole prétendent qu'un croyant peut être inscrit au P.C., sans risquer pour autant sa foi. Ce qui est doublement contestable. D'abord parce que l'étude du marxisme est évidemment séduisante, donc contagieuse. Ensuite parce que si l'on suivait le parti communiste, il faudrait admettre qu'il ne saurait donner des consignes en contradiction avec les convictions d'un chrétien. Tel n'est pas le cas.

Le propre du marxisme est, en effet, d'avoir réfuté l'idéalisme qui impliquait une certaine distance entre la théorie et la pratique. La philosophie marxiste, qui se veut scientifique (elle ne l'est qu'en partie), imbrique viscéralement théorie et pratique jusqu'à les confondre dans une même dialectique. En conséquence, le matérialisme athée imprègne tout acte politique du P.C. Pour un communiste, la fin justifie les moyens ; pour un chrétien, la fin discerne ou, si l'on veut, suscite les moyens. La différence est de taille.

Dans son état actuel, le marxisme reste une machine à détruire la foi. On peut imaginer que cela changera. Des hommes (Roger Garaudy, par exemple) se disent marxistes et chrétiens, et appellent de leurs vœux un nouveau marxisme qui ne s'appuierait pas sur une philosophie athée. Cet espoir, légitime, demeure une vue de l'esprit.

En fait, la foi cohabite chez certains avec le marxisme et la collaboration habituelle entre chrétiens et communistes est une réalité. *Existentiellement* se trouve donc tant bien que mal en harmonie, ce qui, *essentiellement*, est antinomique.

Ainsi progressent les idées : au travers des réalités vécues. Il faut se garder à la fois d'affirmer que toute réconciliation est à jamais impossible entre le christianisme et les héritiers de Marx, comme il faut se garder de majorer la valeur des « articulations » présentes qui tiendraient plutôt de l'acrobatie.

Mais, dans l'histoire des idées comme dans celle des hommes, c'est toujours l'imprévu qui arrive. On court un risque à enfermer l'avenir dans le présent. La vie est souvent plus têtue que les idées.

HENRI FESQUET.

(Samedi 9 juillet.)

LA DÉCLARATION DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT

Nous ne saurions aligner notre espérance chrétienne sur le matérialisme historique et dialectique du parti communiste

Voici de larges extraits de la note de huit pages qui s'intitule : « Le marxisme, l'homme et la foi chrétienne » :

La déclaration part d'un constat :

« Le marxisme dépasse largement les partis politiques ; il influence de multiples réalisations sociales et culturelles, telles que des associations de parents, des facultés ou des maisons de la culture. Les gauchistes, les freudo-marxistes tentent aussi, à leur manière, de rendre compte des contradictions de la société libérale de cette fin de vingtième siècle. Ils proposent des actions concrètes pour modifier le fonctionnement de l'Etat, de l'école ou de l'entreprise.

» Pour sa part, le parti communiste français fait état publiquement de changements théoriques et pratiques du marxisme : la prise en compte des réalités actuelles l'a amené récemment à rejeter la notion de dictature du prolétariat, à prendre des positions nouvelles sur les libertés publiques, les enjeux de la défense nationale, les structures de l'industrie. Au nom d'un réalisme politique, les communistes appellent à « l'union du peuple de France ».

Des chrétiens, souligne-t-on, utilisent éventuellement les instruments d'analyse marxiste sans partager la conception du monde et les moyens d'action du marxisme. D'autres, par contre, se disent chrétiens et marxistes ; ils veulent être pleinement marxistes et pleinement chrétiens. Certains entendent même renouveler ainsi l'expression de leur foi.

» Enfin, l'actualité internationale — qu'il s'agisse des débats autour de l'eurocommunisme, de la situation dans les pays de l'Est, de l'expansion du marxisme en Afrique noire, des informations qui nous parviennent du Cambodge ou du Vietnam, du silence des chrétiens de Chine — ne peut que susciter interrogations et inquiétudes lorsqu'on voit les théories marxistes traduites en pouvoir politique. A l'opposé, on sait aussi ce que donne en Amérique du Sud, sinon en France, un anticommunisme systématique lorsqu'il se transforme en idéologie de « sécurité nationale » ou lorsqu'il se réclame d'une civilisation dite chrétienne. A chaque fois, la liberté de l'homme et, du même coup, la liberté du croyant sont gravement compromises.

Après avoir affirmé leur « refus d'être une force d'appoint électoral » *et* « de céder aux influences de l'actualité électorale », *les évêques notent la révolte de certains chrétiens en face des injustices de l'heure et le* « mérite » *de Marx* « d'avoir traduit cette protestation en analyse et en pouvoir d'action ». « On comprend l'attraction de cette vision utopique d'une société », *son exploitation.*

Mais la vision marxiste « tend à réduire l'homme à n'être que le reflet des rapports de production économique et le soumet à un nouveau groupe social dominant. Prendre parti pour le prolétariat comme point de départ exclusif de toute compréhension de la société et de l'histoire, c'est ouvrir la porte à bien des entreprises totalitaires, légitimées au nom de l'efficacité »

En particulier, la religion n'est, pour les marxistes, « que le reflet d'un état social donné, la « *protestation de la concience aliénée* », condamnée à disparaître avec la transformation à venir des rapports sociaux et la suppression des formes d'aliénation avec lesquelles elle aurait partie liée.

» Logiquement alors, le croyant qui collabore sans réserve avec les communistes travaille à sa propre disparition. La pratique et la théorie étant en dépendance l'une de l'autre, le matérialisme entraîne « naturellement » l'athéisme. L'incompatibilité de la foi et du marxisme est d'ailleurs fréquemment affirmée par les responsables officiels du parti communiste. Le processus est tel que les convictions des chrétiens, tant sur la foi que sur l'homme, ne sauraient qu'être vidées de leur contenu. L'athéisme n'est pas, ici, un simple ajout dû aux conditions historiques de la naissance du marxisme ; plus radicalement, l'athéisme est constitutif d'une pratique matérialiste. Les communistes se disent athées parce que matérialistes, et non le contraire. »

L'épiscopat refuse de « conférer au parti ou au prolétariat le monopole de la science de l'histoire ».

La foi n'est pas une « opinion »...

« C'est pour cela qu'ils ne peuvent prendre ces mains tendues, dans l'indifférence à ce qui est, pour eux, le plus fondamental. C'est pourquoi aussi, lorsque l'Eglise intervient, elle met l'accent sur les différences des points de vue à propos de l'homme, de la société et de l'avenir de l'humanité.

» Pour le chrétien, il n'y a pas une histoire religieuse et une histoire profane. Il n'y a qu'une histoire...

» La conception chrétienne de l'histoire ne saurait être une philosophie idéaliste surplombant les rapports concrets de l'homme avec la nature ou la société ; elle est une prise de responsabilité personnelle sur les mécanismes de la matière ou des masses pour construire et retrouver la vocation religieuse de tout homme. Si le marxisme conçoit l'histoire à partir de la « production de la vie matérielle », comme condition de la production de la vie sociale, politique et culturelle, le christianisme ne refuse pas cette action sur les déterminations concrètes de l'existence. Il sait toutefois que ces déterminations de la production ne sauraient rendre compte de tout l'homme, responsable personnellement de sa destinée et de l'histoire commune. »

« Le refus de ce qui détruit l'homme »

» Alors, la société politique se fonde sur la reconnaissance mutuelle des personnes et des groupes, en les invitant à participer à un projet commun de liberté et d'humanisation de la vie collective. Il y a là des conséquences politiques d'un vivre ensemble évangélique dont le chrétien ne peut faire l'économie, sous peine de se renier.

» On peut se demander si, en définitive, le marxisme ne méconnaît pas ces responsabilités personnelles dans l'action politique. Dans la mesure où il y a un pouvoir absolu du parti sur l'Etat, et de celui-ci sur les citoyens — et les expériences historiques sont là pour illustrer cette remarque, — les lois et les institutions sont réduites aux intérêts idéologiques et stratégiques d'une partie des citoyens. Si les chrétiens aujourd'hui proclament la nécessité du pluralisme et de la démocratie, c'est pour contester les violences d'un libéralisme sans contrôle, mais aussi d'un totalitarisme qui impose la soumission. Dans l'un et l'autre cas, la dignité des personnes, élément fondamental de l'existence de l'homme comme tel, n'est pas respectée. Il y a là, pour nous, l'enjeu d'un débat et d'une action au sein de la société.

La déclaration fait état du refus de l'Eglise de « ce qui détruit l'homme et le réduit à n'être qu'un instrument de production, un consommateur de biens ou un moyen stratégique dans une action politique. Que Marx ait eu naguère à centrer sa réflexion sur le poids de l'économique et des rapports de production dans l'histoire des hommes de la société industrielle ne peut nous amener à soumettre tout le devenir de l'homme à cette dépendance historiquement déterminée. D'autant que l'économique ne peut rendre compte de tout ce qui habite une vie d'homme, dans la souffrance et la mort, dans l'amour et la fragilité, dans le péché et la grâce. Toutefois, le marxisme a une part de vérité que nous n'ignorons pas, et nous ne voulons pas nous contenter d'en dénoncer les limites et les dangers. Né en terre chrétienne, il nous amène à nous interroger sur les images de Dieu et de l'Eglise que nous donnons. Pour autant, nous ne saurions, sous peine de renier l'humanisme de la foi et la trace du Créateur en chacun de nous, aligner notre espérance chrétienne sur le matérialisme historique et dialectique du parti communiste ».

En conclusion, les évêques déclarent « prendre très au sérieux ce que vivent des chrétiens et des marxistes combattant côte à côte au service de la justice. Si nous affirmons — avec les communistes eux-mêmes — des incompatibilités théoriques et pratiques entre la foi des chrétiens et le marxisme, nous acceptons le risque d'un dialogue et d'une confrontation ; mais il nous faut en préciser les limites, car les chrétiens entendent bien rester eux-mêmes. »

Trois catégories d'hommes sont distinguées : ceux qui sont proches du marxisme ; ceux qui se veulent « pleinement marxistes et pleinement chrétiens » ; ceux qui adhèrent au parti communiste.

Nous n'avons pas, disent les évêques, « à donner des consignes dans un domaine qui relève de la responsabilité propre des chrétiens dans leur choix de société. Mais il est nécessaire de dissiper des malentendus : les mêmes mots de justice ou de libération, repris politiquement, n'ont pas toujours le même sens pour les chrétiens et les marxistes ».

Sur des « objectifs ponctuels » *et seulement là, il est possible aux chrétiens et aux marxistes de travailler ensemble.*

Enfin, les évêques signalent l'échec autant d'un capitalisme générateur d'injustices que d'un collectivisme destructeur des libertés, et reconnaissent l'urgence « d'inventer des voies nouvelles et des nouveaux styles démocratiques »

(Vendredi 8 juillet.)

★ Documents - Episcopat, C. C. P. 33 239 34 J, centre La Source, 106, rue du Bac, 75341 Paris cedex 07. (4 F.)

LA NOTE DE LA COMMISSION ÉPISCOPALE DU MONDE OUVRIER

Accueillir la philosophie marxiste pour la « questionner »

Un document : « Foi et marxisme en monde ouvrier », accompagne la déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat français sur le marxisme (*le Monde* du 8 juillet). Il a été rédigé par la Commission épiscopale du monde ouvrier, que préside Mgr Michel Vial, évêque de Nantes (membres : NN SS Frossard, Herbulot, Kervennic, Riobé, Maziers, Bourrat, Cadillac, Lecronnier). Son intérêt est d'avoir été réalisé par des hommes qui sont en contact direct et permanent avec des représentants chrétiens du monde ouvrier et de présenter en conséquence l'aspect pratique des choses.

Ce document, en préparation depuis deux ans, prend la suite d'une réflexion analogue parue en juin 1972. Le thème du présent texte est « *le dialogue avec des militants chrétiens qui ont fait l'option socialiste* ». On ne saurait y déceler d'opposition à la déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat sur « le marxisme, l'homme et la foi chrétienne ». Les auteurs ont tenu à le préciser dès le préambule.

C'est dans la conjoncture de 1977 que se sont placés les rédacteurs : chômage, licenciements, baisse du pouvoir d'achat, etc.

On constate l'évolution des rapports entre les militants chrétiens et le marxisme. Ceux-ci estiment souvent qu'« *aucune transformation véritable de la société n'est possible sans le concours des communistes* ». Le marxisme tient « *une place prépondérante* » dans l'ensemble du milieu ouvrier. Inversement, « *les communistes prennent de plus en plus au sérieux les militants chrétiens* ». La présence active des prêtres ouvriers et des religieuses au travail conduit certains marxistes à s'interroger sur la vraie nature de la foi.

« *Les chrétiens refusent nettement d'identifier mouvement ouvrier ou projet socialiste avec le royaume de Dieu. Ce qu'ils veulent c'est vivre Jésus-Christ dans toute leur vie ouvrière (...) L'incompatibilité entre la philosophie marxiste et la foi ne nous dispense pas de les accueillir, mais elle requiert de notre part un questionnement vigoureux et lucide.* »

Le document remarque que la tension apparemment insurmontable entre la foi et certains courants philosophiques a été, de fait, progressivement dépassée (...) « *Même si les philosophes d'aujourd'hui portent la critique de la religion et de la foi à un degré jamais atteint dans le passé, est-ce une raison suffisante pour désespérer de l'accès à la foi de tous ceux qui sont influencés par elle ? Nous ne pouvons le penser.* »

Une vision globale de l'homme et de l'humanité

La note attire, d'autre part, l'attention sur le fait qu'il ne faut pas « *faire jouer à la foi un rôle qui n'est pas le sien : celui d'inspiratrice immédiate de l'action* ».

D'ailleurs, « *l'expression de la foi chrétienne est restée historiquement liée à un certain type d'humanisme qui n'est pas celui des travailleurs* ».

On ne se cache pas que, « *dans un passé récent, des militants chrétiens attirés par le marxisme ont pris leurs distances par rapport à la foi. Aujourd'hui, il s'en trouve qui pensent pouvoir militer dans une organisation marxiste sans pour autant adhérer au matérialisme marxiste et à l'athéisme qui lui est lié* ».

Après avoir rappelé que « *le Christ est l'avenir absolu de l'histoire* » et que l'Evangile interdit de prendre de quelque façon son parti des inégalités et des injustices, les auteurs de la note estiment avec Paul VI que « *le christianisme porte en lui-même une vision globale de l'homme et de l'humanité* ».

« *Nous savons, par ailleurs, les difficultés du dialogue entre chrétiens et marxistes. C'est pourquoi une intelligence de la foi est plus que jamais nécessaire* » pour répondre à la critique de la religion par les marxistes.

« *Bien des points restent à clarifier quant à l'articulation de la foi avec les analyses politiques. La foi n'est pas une idéologie (...) c'est une tâche difficile, exigeante (...). Faire de la foi quelque chose de purement irrationnel est une solution que militants, prêtres et évêques doivent dépasser par un effort rigoureux de réexpression de la foi.* »

On remarquera la qualité spirituelle de ce document qui affirme que « *la prière empêche la coupure entre la pratique et la foi ; une telle coupure risquerait de détruire la foi en la stérilisant. Notre ministère d'évêque nous rend particulièrement responsables, avec les prêtres, de veiller à ce que les communautés de croyants rencontrent Dieu dans la prière et les sacrements.* »

En conclusion, on lit : « *La bonne nouvelle de la présence actuelle du Christ vivant au cœur de l'humanité n'est pas une opinion parmi d'autres. Elle est la révélation même de la véritable vocation des hommes et du monde. Nous ne pouvons nous lasser de l'annoncer, en lien avec ce que les hommes de notre temps bâtissent et espèrent, car elle ouvre à l'histoire humaine des perspectives insoupçonnées de libération et de communion.* »

★ On peut se procurer cette note en écrivant au secrétariat de la Commission épiscopale du monde ouvrier, 29, place du Marché-Saint-Honoré - 75001 Paris.

(Samedi 9 juillet.)

SOCIÉTÉ

Les prisons, première entreprise française de sous-traitance

« L'ébarbage, c'est bien parce que cela ne prend pas trop de place dans la cellule Une petite caisse contient plusieurs milliers de pièces de serrure Tandis que les dossiers en carton, c'est plutôt envahissant. » Dans leur cellule de la maison d'arrêt de Melun, où la lumière du jour a du mal à se glisser et doit être renforcée en permanence par une ampoule électrique, où une tinette tient lieu de sanitaire, et où des piles de caisses de dossiers encombrent une bonne partie des 10 mètres carrés (prévus pour un seul détenu), François et Jacques, vingt-six et vingt-huit ans, expliquent ce que signifie pour eux travailler en prison.

« L'ennui, c'est qu'on ne peut pas pratiquer l'ébarbage de ces pièces de serrure très longtemps, car on a vite mal aux doigts En une heure, on arrive au maximum à deux mille pièces, payées 8,50 F Glisser vingt chemises en carton dans une pochette en plastique est rémunéré 18 F le mille Au total, on atteint 1 000 F par mois si l'on travaille sans arrêt Mais, avec toutes les retenues, on n'en reçoit que la moitié Je voudrais passer au service général, m'occuper des repas ou du nettoyage C'est moins payé, mais on peut bouger Quand je sortirai, je voudrais devenir routier, justement parce que j'ai besoin de me balader. »

Dans une autre cellule, Patrick s'occupe de la manutention de pochettes de crayons-feutre multicolores. Ses codétenus ont gagné en sept heures 35 F brut pour confectionner mille pochettes, lui recevra 7 F pour les empaqueter. Sa feuille de paie du mois dernier se décompose ainsi : rémunération brute de 930 F, soit, après prélèvement des cotisations de la Sécurité sociale dont bénéficient maintenant les détenus, 873 F, sur lesquels l'administration retient 210 F pour frais d'entretien (30 % du salaire, avec un maximum de 7 F par jour) ; 174 F (20 %) sont versés sur un livret de caisse d'épargne, moitié pour constituer un pécule de sortie, moitié pour les condamnations pécuniaires. Il reste 488 F pour « cantiner », c'est-à-dire pour acheter papier hygiénique, dentifrice, lessive, papier à lettres, nourriture, café, cigarettes, etc.

« Je répartis les travaux entre détenus en alternant ceux qui sont plus ou moins bien payés », explique le « contremaître », détenu de vingt-huit ans. *« Avant, j'étais bibliothécaire à la maison d'arrêt de Dijon Dehors, je n'ai jamais eu de métier En apprendre un ici ? Dans une maison centrale ou un centre de détention, on peut organiser la formation. Pas dans une maison d'arrêt, où il n'y a que des prévenus de passage et des condamnés à moins de dix-huit mois, comme le sont 80 % des détenus en France. Et puis, de toute façon, quand je sortirai, ce sera foutu d'avance pour moi : je ne pourrai pas cacher que depuis l'âge de seize ans je suis « tombé » plusieurs fois. L'employeur préférera toujours quelqu'un d'autre, et c'est logique. »*

A l'imprimerie de la régie du centre de détention voisin, André, quarante-quatre ans, semble plus optimiste : *« Le gars qui était sur cette linotype avant moi a reçu à sa libération trois offres d'emploi. Depuis cinq ans que je suis ici, j'ai déjà obtenu mes C.A.P de typographe et de linotypiste. Lors de ma libération conditionnelle, dans trois ans, j'aurai ainsi un emploi sans rapport avec celui que j'exerçais avant. Cela m'aidera à oublier le jour où j'ai tué ma maîtresse Pour l'instant, j'essaie de mettre un peu d'argent de côté : je gagne 9,50 F de l'heure, soit 1 650 F brut par mois et 950 F net. »*

A la Maison d'arrêt de Bourges, François s'indigne : *« Le façonnage, opération qui consiste à munir d'une attache des étiquettes, est rémunéré à un taux qui ne permet pas de gagner plus de 3 F de l'heure. Aussi certains détenus se bornent à produire de quoi s'assurer le strict nécessaire à leurs besoins immédiats, ou même, dégoûtés par cette honteuse exploitation, s'abstiennent de travailler. »*

Cette diversité de rémunérations et de qualité formatrice est une des principales caractéristiques du travail pénal. En bas de l'échelle, les services généraux, où cinq mille cinq cents détenus travaillent comme auxiliaires de l'administration pénitentiaire, en servant les repas, par exemple, pour 6 F à 18 F par jour. Chaque prison disposant d'un budget déterminé pour le service général, son partage entre un nombre de détenus supérieur à celui prévu fait baisser leur rémunération.

Où l'on retrouve le chômage

Les entreprises du secteur privé utilisent, par le système de la concession de main-d'œuvre, et le plus souvent dans leurs cellules, huit mille cinq cents personnes pour un peu moins de 500 F par mois en moyenne, avant retenues. La Régie industrielle des établissements pénitentiaires emploie dans ses ateliers près d'un millier de détenus, rémunérés en moyenne 850 F par mois, pour effectuer divers travaux, souvent qualifiés (imprimerie, menuiserie, tôlerie, confection, etc.), pour les besoins des administrations et services publics, et depuis peu en sous-traitance pour le secteur privé. Alors que cette formule, dépendant directement de l'administration, devrait, selon les recommandations des Nations unies, être la règle, elle ne touche en France que moins de 6 % de la main-d'œuvre pénale.

Enfin, cinq cents détenus environ sont en formation professionnelle et reçoivent, à ce titre, environ 400 F par mois et près de six cents travaillent à l'extérieur, en semi-liberté, pour des salaires égaux ou supérieurs au SMIC.

Pour l'ensemble de ces différentes formules, le problème le plus préoccupant actuellement est celui du chômage, qui touche près de la moitié des détenus Bien souvent le prisonnier désireux de travailler, pour se procurer ne serait-ce que quelques produits d'hygiène ou du papier à lettres, ou pour tenter d'oublier le climat d'oppression et sa misère sexuelle, doit attendre de longs mois avant d'obtenir satisfaction Le travail devient ainsi une carotte permettant de faire régner l'ordre

Au sein de l'Association pour la création d'emplois dans les prisons, au ministère de la justice une jeune équipe s'efforce de convaincre les entreprises de l'intérêt d'employer de la main-d'œuvre pénale : faible coût et souplesse d'adaptation des effectifs à la quantité de travail (pas d'indemnités de licenciement) sont notamment mis en avant. Dans le même temps, on essaie d'obtenir des réajustements des rémunérations pour atteindre au minimum le SMIC horaire. Ce qui ne signifie pas automatiquement le SMIC mensuel, le nombre d'heures de travail étant souvent inférieur à six heures par jour, par suite du manque de surveillants entre autres. Cela ne va pas sans difficultés, certaines entreprises préférant alors s'expatrier dans un pays en voie de développement ou investir dans des équipements économisant de la main-d'œuvre

Le manque de formation professionnelle (9 % des détenus sont illettrés et 60 % sans qualification) ; le grand nombre de mouvements (plus de cent mille personnes passent chaque année en prison, alors que l'effectif actuel des détenus est de trente-trois mille cinq cents) ; la surpopulation et la vétusté des établissements (sur cent quatre-vingt-deux, une vingtaine seulement permettent l'installation d'ateliers) sont autant d'obstacles à la réduction du chômage.

Dans ces conditions, souhaiter que le travail fourni constitue, comme le prévoit l'article 720 du code de procédure pénale, *« une garantie de la réadaptation du condamné »* semble un luxe inabordable L'éventail de choix des activités est très restreint, et les rythmes de travail préparent bien peu à ceux de l'extérieur.

Accorder la liberté de se syndiquer aux détenus, comme le réclame le Comité d'action des prisonniers, serait peut-être un moyen d'y remédier Pour éviter que cette syndicalisation n'accroisse les rackets et règlements de comptes auxquels donne parfois lieu le travail en prison, il faudrait qu'elle se fonde au sein des grandes confédérations existantes Ce qui ne dispenserait pas d'efforts budgétaires pour adapter les locaux et les effectifs de surveillance aux nécessités de la première entreprise française de sous-traitance

MICHEL SIDHOM.
(Mercredi 6 juillet.)

SCIENCES

La France et l'Allemagne fédérale vont développer ensemble la technique des surrégénérateurs

Le 5 juillet, a été signé, au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), un important accord de coopération franco-allemand dans le secteur des surrégénérateurs nucléaires. Cet accord comporte deux volets. Le premier concerne la recherche et le développement et prévoit une collaboration étroite et de longue durée entre le C.E.A., Interatom (filiale de Siemens) et le Centre de recherches nucléaires de Karlsruhe (G.F.K.). Le second concerne la commercialisation de la technique utilisée, dont l'exclusivité est confiée à une société franco-allemande nouvellement constituée, la SERENA, dont le capital de départ sera contrôlé à 65 % par des capitaux français.

Cet accord, qui devrait déboucher sur un renforcement de la coopération entre les deux constructeurs de réacteurs surrégénérateurs : Novatome (France) et I.N.B. (R.F.A.), associe à l'aventure industrielle des réacteurs à neutron rapide trois autres pays européens, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie, par le jeu des alliances précédemment conclues. Trois mois après que M. Carter eut décidé de suspendre le programme de développement des surrégénérateurs américains, l'Europe marque ainsi sa volonté de suivre sa propre voie.

Il aura fallu plus d'un an aux négociateurs français et allemands pour signer l'accord de coopération qui devrait permettre aux deux pays de développer industriellement la technique des surrégénérateurs. C'est au mois de mai 1976 que les grandes lignes de cette coopération avaient été tracées, lors d'une rencontre à Bonn de MM. Mentré, délégué général à l'énergie, Giraud, administrateur délégué du Commissariat à l'énergie atomique, et Haunschild, secrétaire d'Etat au ministère fédéral de la recherche et de technologie.

Pareil délai ne peut surprendre, le dossier étant complexe. Les atouts dont disposent les deux pays sont de nature différente. La France a acquis, grâce au C.E.A., une avance technologique non négligeable dans le domaine des surrégénérateurs : encore faut-il réunir un certain nombre de conditions pour que l'exploitation de ce procédé se fasse dans les meilleures conditions économiques possible. Affaire de technique ; affaire de marché aussi... D'où l'idée d'une coopération avec l'Allemagne fédérale, qui a également entamé des recherches sur les réacteurs à neutron rapide Comme le C.E.A. n'entendait pas « brader » ses connaissances sur l'autel de la coopération et que les Allemands, de leur côté, ne pouvaient ni ne voulaient accepter un accord léonin, les discussions ont été sévères.

Les deux volets de l'accord

L'accord signé le 5 juillet définit avec précision les modalités de la coopération. Point important, il concerne, par le jeu des alliances précédemment conclues, trois autres pays européens : l'Italie, qui a passé des accords avec le C.E.A., les Pays-Bas et la Belgique, qui ont fait de même avec les Allemands. Ce sont donc, en fait, les bases d'une large coopération européenne qui sont jetées.

Le protocole comprend deux volets :

● Le premier concerne la recherche et le développement. Signé pour une durée de vingt ans par le C.E.A. d'une part, Interatom et le Centre de recherches de Karlsruhe d'autre part, il prévoit que toutes les activités en France et en R.F.A. dans le domaine des surrégénérateurs, feront l'objet d'un échange d'informations. Les programmes de recherche et de développement menés dans les deux pays seront coordonnés, afin d'éviter les doubles emplois, sous l'égide d'un comité de liaison restreint. Les deux pays, qui se sont engagés à consacrer des moyens financiers équivalents à la recherche, n'entendent pas aboutir par ce biais à une réduction de l'effort entrepris depuis plusieurs années. Tout laisse supposer qu'il restera du même ordre qu'actuellement (400 à 500 millions de francs par an dans chacun des pays) : mais les signataires espèrent aboutir à une meilleure utilisation des sommes consacrées ;

● Le second volet de l'accord concerne l'utilisation commerciale des connaissances Une société est créée : la SERENA (Société européenne pour la promotion des systèmes de réacteurs rapides au sodium), qui détiendra l'exclusivité de la commercialisation de la technique. Son capital initial sera détenu à hauteur de 65 % par des capitaux français, représentés par une filiale commune au C.E.A. et à Novatome la société qui construira les surrégénérateurs français, le C.E.A. étant majoritaire. Les 35 % restant seront détenus par la société allemande KUG, contrôlée par Siemens et à laquelle participent la G.F.K. de Karlsruhe, le Belgonucléaire et Neratom (Pays-Bas).

La SERENA aura, dans un premier temps, trois licenciés : Novatome, I.N.B. (société germano-belgo-néerlandaise largement contrôlée par des industriels allemands) et la NIRA italienne. La répartition des droits payés à la SERENA au titre de l'utilisation de la licence reflètera les apports technologiques respectifs faits par les Français et les Allemands Les droits payés par la I.N.B devrait se développer C'est là un point essentiel Siemens, qui contrôle I.N.B par l'intermédiaire société allemande seront encaissés à raison de 65 % par le C.E.A. et ce jusqu'à ce qu'une somme — dont le montant n'a pas été révélé, mais qui correspondra, semble-t-il, à la vente de sept centrales par I.N.B — soit atteinte. Lorsqu'elle le sera, les droits seront répartis à égalité entre les partenaires, et la participation du C.E.A. dans SERENA sera ramenée de 65 % à 51 %. Il faut encore noter que tant qu'I.N.B. n'aura pas enregistré sa troisième commande la totalité des redevances ira aux intérêts français, en l'occurrence le C.E.A.

Parallèlement, la collaboration entre les deux constructeurs Novatome et d'interatome, est un partenaire aussi prestigieux que... dangereux. Le groupe allemand, fort de ses moyens financiers, de son réseau de vente et de sa puissance, pourrait, si l'on n'y prenait garde, tirer la couverture à lui. Conscients de ce danger, les initiateurs de la coopération franco-allemande ont donc demandé aux deux constructeurs de collaborer, afin de parvenir à terme à la constitution d'une filiale commune.

Que penser de cet accord ? Poser cette question, c'est s'interroger sur la manière dont le C.E.A. a négocié l'utilisation industrielle de son avance technologique dans les surrégénérateurs. Certains dénonceront sans doute la collusion entre le Commissariat et un groupe privé étranger. Mais le C.E.A. pouvait-il faire cavalier seul ? N'aurait-il pas pris ainsi le risque de voir se développer une technique concurrente ?

Pour autant que l'on puisse en juger — certaines clauses de l'accord restent secrètes, — le C.E.A. n'a pas fait de cadeau à Siemens. Pour les tenants d'une étroite coopération industrielle européenne, qui ont vu maints projets rester dans les cartons, la signature de ce document est une date Survenant trois mois après que M Carter eut décidé de suspendre le développement des surrégénérateurs aux Etats-Unis, elle sonne comme une réponse claire, sinon comme un défi

PHILIPPE LABARDE.
(Mercredi 6 juillet.)

MÉDECINE

AU COLLOQUE DE L'INSTITUT PASTEUR

Les défenses contre le cancer

« LA recherche est la forme la plus vivante et la plus fructueuse de l'épargne », a dit M. Sourdille, secrétaire d'Etat à la recherche, lors de la matinée qu'il a passée, le 30 juin, à l'Institut Pasteur de Paris : « Les Français accepteront plus facilement de ne pas consommer la totalité des moyens dont ils disposent s'ils comprennent l'importance pour leur avenir et pour leur bien-être des recherches biomédicales, et la nécessité d'investir pour leur soutien. »

Rappelant que la part de l'Etat dans le financement des travaux pasteuriens atteignait à présent 50 %, M. Sourdille a confirmé que cette participation ne postulait aucune « prise de tutelle » mais impliquait, de la part des chercheurs, un « devoir d'information », tant à l'égard des pouvoirs publics qu'envers les citoyens qui assument ce financement.

L'organisation d'un colloque sur le thème « Immunologie et cancer » et la visite par le secrétaire d'Etat de trois unités de recherche, dont celle du génie génétique, répondaient très précisément à ce désir d'information.

LA stimulation des défenses naturelles de l'organisme contre l'invasion des cellules cancéreuses, voire contre la transformation de cellules normales en cellules malignes, fait l'objet depuis un certain temps déjà des recherches et des tentatives thérapeutiques les plus actives.

Les laboratoires pasteuriens jouent en ce domaine un rôle de tout premier plan ; celui du professeur Chedid se préoccupe d'identifier des substances permettant de stimuler artificiellement ces défenses.

L'isolement, en 1974, à partir de mycobactéries de l'une de ces substances (ou M.D.P. : muramyl dipeptide) dont la synthèse a pu être réussie, a constitué une étape essentielle de cette entreprise. Le M.D.P. s'est révélé très actif, même administré par voie orale, et l'étude chimique de ses dérivés ou de ses analogues ouvre des voies d'une exceptionnelle richesse.

Certains de ces dérivés se sont révélés capables d'inhiber les réponses immunitaires, ce qui pourrait offrir un intérêt considérable tant pour les équipes œuvrant aux transplantations d'organes que pour celles qui étudient les affections relevant d'une « *auto-immunité* » ou réaction excessive du système immunitaire de l'organisme qui se retourne contre ses propres cellules.

D'autres dérivés du M.D.P. sont capables de stimuler la résistance des souris aux infections, y compris à celles dues à des bactéries résistantes aux antibiotiques. Les perspectives qu'ouvrent les possibilités de faire varier à volonté les capacités de réactions des défenses organiques sont vastes et les « *immunomodulateurs* » devraient faire l'objet dans les années à venir de multiples applications tant pour la lutte contre les maladies infectieuses que dans le domaine de la cancérologie. (*Le Monde* du 8 avril.)

Les boucliers des cancers

Les travaux des professeurs R. Fauve et F. Jacob (*le Monde* du 7 décembre 1974) ont permis d'isoler une substance étrange, spécifiquement produite par les tumeurs malignes et qui inhibe les défenses naturelles que devrait normalement opposer l'organisme à cet envahissement malin.

Les travaux visant à l'isolement et à l'identification de cette substance se poursuivent, et il se confirme qu'elle « *protège* » la tumeur maligne, tel un bouclier, en inhibant les réactions inflammatoires et les déplacements de macrophages (cellules participant aux défenses naturelles) qui permettraient la mise en œuvre du processus d'élimination.

Les recherches actuelles du professeur Fauve concernent l'effet protecteur des réactions inflammatoires qui, se produisant en un point quelconque de l'organisme, même strictement limité, déterminent une résistance accrue d'ordre général envers de multiples agressions tant bactériennes que parasitaires ou malignes. Une telle constatation montre qu'il existe de véritables « *médiateurs* » capables de stimuler les résistances contre les agresseurs les plus divers (y compris le cancer) et dont l'identification permettra de mieux comprendre le déterminisme de la cancérisation et sans doute les moyens de l'entraver.

A l'échelon des molécules

Ces recherches, qui concernent des fragments infimes de constituants cellulaires, membranaires ou humoraux, ne peuvent s'appuyer que sur des techniques très particulières d'identification et de dosage de l'infinitésimal.

L'équipe du professeur Avrameas a, tout récemment, mis au point de telles techniques, basées sur l'emploi d'anticorps ou d'antigènes marqués non plus par la radioactivité mais par une enzyme. Grâce à cette méthode, dite immuno-enzymatique, la mise en évidence, la localisation et le dosage des plus minimes constituants cellulaires ou humoraux sont devenus possibles. Et l'on peut doser ainsi la substance que sécréterait une cellule unique...

Les avantages de cette technique sont considérables tant par sa précision remarquable que par sa sécurité et son faible coût.

Les premières images obtenues dans l'unité de biologie moléculaire grâce à une technique, elle aussi nouvelle, l'électrofocalisation bidimensionnelle sur plaque, complètent à merveille la plongée dans l'invisible, dans le moléculaire, qu'autorisent à présent les moyens de développement.

Une véritable carte de visite de tout le phénotype d'une cellule par la visualisation de toutes les protéines qu'elle contient et de leur emplacement dans l'espace peut être obtenue par ce moyen, qui peut se conjuguer ainsi et sur le plan de cartographie moléculaire aux informations fonctionnelles, quantitatives que donne l'immuno-enzymatique.

Les moyens de la médecine moléculaire sont à présent disponibles : le cancer, maladie de la cellule devrait en tout premier bénéficier de leur mise en œuvre.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.
(Mercredi 6 juillet.)

UN REDRESSEMENT SPECTACULAIRE

M. SOURDILLE a évoqué « l'extraordinaire symbiose, unique en France, entre recherche, enseignement et production qu'offrent les Instituts Pasteur ».

Le bilan de l'exercice 1976 confirme pour l'Institut Pasteur-Production un redressement très remarquable.

De 1972 à 1976, le chiffre d'affaires est passé de 63,6 millions de francs à 158,6 millions de francs, soit près de deux fois et demie le montant initial, et une progression annuelle de 25 %. Pour la première fois depuis de très longues années, Pasteur-Production a un bénéfice d'exploitation de 7 millions de francs (à comparer aux déficits de 6,5 millions, de 4,9 millions et et de 1,6 million de francs des années 1973, 1974 et 1975). Ce redressement rapide a été réalisé tout en apportant aux centres de recherche de Pasteur une part importante de leurs ressources financières

Les ventes se sont accrues de 15,8 % cette année et le directoire de Pasteur-Production, que préside M. Jean Hardy, entend poursuivre l'effort considérable de réorganisation qui a permis, grâce à l'action inlassable du professeur Jacques Monod, un redressement aussi spectaculaire, redressement que ne laissaient plus espérer, il y a deux ans seulement, les difficultés à première vue insurmontables qui compromettaient la survie du plus illustre des instituts français de recherche

M Sourdille a également évoqué l'étude qu'il entendait entreprendre avec Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, à propos des regroupements éventuels dans l'industrie pharmaceutique Il faisait ainsi allusion essentiellement à l'hypothèse d'une coopération entre Pasteur-Production et Mérieux ; un tel regroupement (peut-être sous forme de prise de participation par l'Institut Pasteur d'une part du groupe Mérieux) ferait de cet ensemble le premier groupe européen de fabrication de produits biologiques.

ne fédérale vont développer
ne des surrégénérateurs

NE

LOQUE DE L'INSTITUT PASTEUR

fenses contre le cancer

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 4 AU 8 JUILLET

A L'ÉCOUTE DE « CARPENTRAS »

Qu'on le veuille ou non, le bruit de la politique trouve toujours un écho sous les verrières du palais Brongniart. La Bourse de Paris en a administré une nouvelle preuve tout au long d'une semaine marquée par un repli de 2 % en moyenne des valeurs françaises.

Dès lundi, après deux séances consécutives de hausse, les observateurs laissaient entendre que le ressort dont le marché faisait preuve depuis trois semaines avait tendance à se détendre. De fait, la progression des cours se ralentissait et faisait place, le lendemain, à un repli d'une envergure un peu surprenante (1,2 %) en l'absence d'éléments vraiment négatifs. Sans doute, les opérateurs en prirent-ils conscience, puisque, au cours des trois séances suivantes, le marché parvenait à défendre un peu mieux ses positions et n'enregistrait qu'un léger effritement, qui, pour être lent, n'en fut pas moins continu.

Deux facteurs semblent directement à l'origine de ce mouvement.

D'une part, il n'est pas douteux que les remous enregistrés sur les marchés des changes, avec la forte baisse du dollar, aient quelque peu « refroidi » les investisseurs étrangers, qui, jusqu'ici, procédaient quotidiennement à des acquisitions de valeurs françaises. Au surplus, personne autour de la corbeille n'avait la faiblesse d'imaginer que ces achats allaient se poursuivre sans discontinuer. Les étrangers, comme les Français, appliquent des méthodes de gestion qui excluent la politique du « *tout-dans-le-même-panier* ».

Mais, ce qui est plus préoccupant et constitue le second élément d'explication, les opérateurs français ne paraissent pas avoir pris le relais d'une demande extérieure faiblissante.

Certes, une partie de la clientèle et des gestionnaires des charges d'agent de change est en vacances. Bien sûr, les déclarations peu réjouissantes de M. Ceyrac à sa sortie de l'Elysée, où il fut reçu lundi par le président de la République, n'étaient pas de nature à déclencher un nouvel élan d'optimisme autour de la corbeille. Quand le « patron des patrons » se dit « préoccupé par la détérioration de la situation dans des secteurs industriels aussi importants que le bâtiment ou le textile », les boursiers dressent l'oreille. Mais cela n'explique pas tout. Les habitués du palais Brongniart avaient aussi la possibilité de prêter une attention particulière à la perspective, évoquée par M. Cavaillé, de mesures fiscales favorables aux augmentations de capital. Ou — pourquoi pas ? — de se réjouir des propos de M. Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, selon lequel « la Bourse est une institution essentielle pour l'économie du pays ». Ils ne l'ont pas fait. Pourquoi ? Tout simplement parce que les jours qui précèdent un discours, qualifié d' « historique » par le chef de l'Etat lui-même, ne sont jamais, dans les milieux financiers comme ailleurs, propres à susciter les initiatives.

Cette perspective a, au contraire, un effet stérilisant certain. Sauf, peut-être, pour quelques spéculateurs habiles qui n'hésitent pas à jouer le succès ou l'insuccès d'une telle démarche.

Si l'on en croit l'orientation des cours, il apparaît que ces opérateurs, d'une catégorie un peu spéciale, auraient parié sur la seconde hypothèse. Les prochaines séances nous diront s'ils ont fait le bon choix. En tout cas, à la veille du week-end et à quelques heures de l' « événement de Carpentras », l'atmosphère était plutôt sereine dans les allées « officielles » du marché financier. De là à engager les paris, il y avait un pas que bien peu ont franchi...

PATRICE CLAUDE.

Nouveau et vif recul du dollar sensible avance des monnaies fortes

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..	—	1,7200	8,3789	4,1796	3,9680	61,6276	4,2312	1519,44
	—	1,7202	8,4625	4,2377	4,0252	61,9788	4,2574	1521,94
New-York.	1,7200	—	20,5275	41,1522	43,3463	2,7909	40,6504	0,1131
	1,7202	—	20,3272	40,5926	42,7350	2,7754	40,4040	0,1130
Paris.....	8,3789	4,8715	—	200,47	211,16	13,5961	198,02	5,5144
	8,4625	4,9195	—	199,69	210,23	13,6538	198,76	5,5603
Zurich....	4,1796	2,4300	49,8819	—	105,3315	6,7820	98,7804	2,7507
	4,2377	2,4635	50,0762	—	105,2777	6,8373	99,5353	2,7844
Francfort.	3,9680	2,3070	47,3570	94,9382	—	6,4387	93,7804	2,6115
	4,0252	2,3400	47,5658	94,9868	—	6,4945	94,5454	2,6448
Bruxelles	61,6276	35,8300	7,3550	14,7448	15,5309	—	14,5650	4,0559
	61,9788	36,0300	7,3239	14,6255	15,3974	—	14,5575	4,0723
Amsterdam	4,2312	2,4600	50,4977	101,234	106,6319	6,8657	—	2,7846
	4,2574	2,4750	50,3099	100,4668	105,7692	6,8692	—	2,7974
Milan.....	1519,44	883,40	181,34	363,53	382,92	24,6553	359,10	—
	1521,94	884,75	179,84	359,14	378,09	24,5559	357,47	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

Le DOLLAR a connu cette semaine un nouvel accès de faiblesse, fléchissant très sensiblement par rapport aux monnaies fortes (deutschemark, franc suisse et yen), qui ont été vivement recherchées dans des marchés nerveux. Comme précédemment, la LIVRE et la LIRE l'ont suivi dans sa baisse, tandis que le FRANC FRANÇAIS, le FRANC BELGE et le FLORIN, évoluant de conserve, prenaient un peu de retard par rapport aux monnaies fortes, tout en se revalorisant par rapport au dollar.

Dès le début de la semaine, la chute de la monnaie américaine reprenait, et s'accélérait le 5 juillet à une cadence que les cambistes n'avaient pas observée depuis des mois. A Paris, le DOLLAR, qui valait encore 4,92 francs le vendredi précédent, revenait en dessous de 4,90 francs le 4 juillet, pour, le lendemain, tomber littéralement de 4,89 francs à 4,8650 francs, au plus bas depuis dix mois. A Francfort, le même DOLLAR passait de 2,34 deutschemarks à la veille du week-end à 2,31 deutschemarks ; le 5 à Zurich, il s'effondrait littéralement (de 2,4630 francs suisses à 2,4280 francs suisses) et, à Tokyo, il glissait de 266 yens à moins de 264 yens. Le 6 néanmoins, une discrète action des banques centrales stabilisait quelque peu les cours, mais le 7, et surtout le 8, la baisse du dollar reprenait, et la semaine s'achevait au plus bas, c'est-à-dire 4,8715 francs à Paris, 2,3070 deutschemarks à Francfort et 2,43 francs suisses à Zurich. Seule exception, la place de Tokyo.

Vif repli du DOLLAR certes, mais aussi ruée sur les monnaies fortes, à tel point que le FRANC FRANÇAIS, le FRANC BELGE et le FLORIN ont quelque peu « décroché » par rapport à ces monnaies, comme le prouve le cours supérieur à 2,11 francs affiché le 8 pour le deutschemark à Paris.

Quant à la LIVRE STERLING et à la LIRE, elles ont, comme la semaine précédente, suivi le dollar, les banques centrales britannique et italienne ayant veillé au maintien des parités. Leurs cours ont donc sensiblement fléchi par rapport aux monnaies fortes, le franc français y compris.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a fléchi de 142,55 dollars à 140 dollars dans l'attente des résultats de la vente mensuelle du Fonds monétaire, qui s'est effectuée au cours de 140,26 dollars, puis est remonté à 142 dollars.

FRANÇOIS RENARD.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Merckx marque des points... Zoetemelk en perd

De notre envoyé spécial

Rennes. — Une chute collective survenant presque au terme de l'étape Lorient-Rennes, dimanche 10 juillet, a brusquement modifié la physionomie du Tour de France. Provoquant une importante cassure dans le peloton, elle a en effet coûté 1 minute 30 secondes à Joop Zoetemelk, Raymond Delisle et Michel Laurent, qui figuraient parmi les favoris.

Jusqu'à Iffendic, à 29 kilomètres de l'arrivée, la moyenne n'avait pas dépassé 32 kilomètres à l'heure : un piètre spectacle offert aux foules bretonnes qui envahissaient le parcours et manifestaient leur enthousiasme malgré la médiocre qualité de la course. L'incident eut pour conséquence immédiate de libérer les hommes qui s'observaient depuis le départ en roulant à un train de sénateur. On vit Thurau collaborer avec Merckx, Thévenet, et Van Impe, pour mieux distancer l'adversaire commun, en attendant de s'expliquer entre eux. 25 kilomètres furent couverts durant la dernière demi-heure.

Zoetemelk a peut-être perdu le Tour au cours de ces trente minutes. Mais s'il a porté un coup sensible à un rival jugé redoutable, Bernard Thévenet a condamné par voie de conséquence l'un de ses meilleurs équipiers, Michel Laurent, tombé lui aussi dans l'embuscade d'Iffendic. Il a fait hier le jeu de ceux qui seront demain ses concurrents directs. Nous n'affirmerons pas que son groupe ait réalisé une bonne opération. En revanche, Thurau, Van Impe et Kuiper ont consolidé leur position ainsi que Merckx, dont la menace s'accentue de jour en jour.

Nous écrivions récemment que les sprints de peloton se ressemblent rarement étant donnés les innombrables éléments qui les conditionnent. A Rennes, l'Allemand Thaler, vainqueur inattendu, a devancé plus de trente coureurs, parmi lesquels Santambrogio (premier la veille à Lorient), Sercu, Karstens, Van Linden, Esclassan et... Villemiane.

« *J'ai gagné grâce à mon adresse plus qu'à ma vélocité*, a-t-il déclaré. *Je dois cette victoire à la pratique du cyclo-cross.* » Preuve supplémentaire que le cyclisme tout terrain, comme la piste, loin de ne constituer qu'une activité marginale, contribue à développer le bagage technique des athlètes qui se destinent à la route.

JACQUES A[illegible]NDRE.

ÉQUITATION

LE C.S.I.O. DE LA BAULE

Les chevaux français à bout de souffle

De notre envoyé spécial

La Baule. — Disputé le samedi 9 juillet au stade François-André sous un ciel maussade et en présence d'un public plus balnéaire que cavalier, le Prix des Nations a consacré, au terme des deux manches, la victoire de l'équipe de la République fédérale d'Allemagne devant les Irlandais, les Français, les Belges, les Britanniques, les Italiens, cités ici dans l'ordre du classement.

Ce demi-échec des cavaliers français, venant après ceux de Rome, Barcelone et Vienne, n'est nullement imputable à la malédiction du ciel, comme certains le prétendent, mais au fait que les chevaux, exploités à outrance, sont à bout de souffle et ne sautent plus que par habitude.

Un ancien cavalier de concours, qui a lâché les chevaux pour les fruits et prend plaisir aux fleurs de ses pêchers, nous disait : « *Les chevaux sont comme les vieux soldats, non seulement héroïques mais absolument increvables au combat. Voyez* Danoso, *la monture de Daniel Constant, après les deux manches de la Coupe. Frais comme l'œil et prêt à remettre ça.* »

Notre interlocuteur se trompait. *Danoso* boitait bas en regagnant sous le coup de minuit son box, donnant ainsi raison à la sagesse des censeurs. Quant à *Varin*, le cheval fédéral confié au jeune champion de France Christophe Cuyer, il laissait sous le feu des projecteurs le peu de cœur qu'il a à trotter, ruant non de joie après chaque effort mais visiblement de lassitude à force d'avoir remué sa croupe plus que rebondie.

Cet animal à l'œil stupide, taillé dirait-on pour tirer des tombereaux de sable, des grelots accrochés à ses tempes, n'a, en temps normal, d'autre mérite que celui de « *faire le tour* » de bout en bout, en cassant juste ce qu'il faut de bois pour ne pas se voir exclu sans recours, du droit à paraître en public. Tel est le brillant sujet mis entre les mains de l'espoir numéro un du sport équestre, traité en potache abonné aux consignes pour un oui ou un non. Drôle de préparation psychologique aux grands exploits.

Cela dit, le tracé du Prix des Nations était superbe, difficile et compétitif en diable. Après une verticale de barre de 1,60 m. positionnée en numéro sept, le triple qualifié de « *terrific* » par le Britannique Michaël Saywell, allait servir de juge de paix et provoquer notamment la perte des Italiens et des cavaliers d'outre-Manche. Passons rapidement sur leur échec. Ces deux pays n'avaient pas envoyé à La Baule le pur gratin de leur équitation. Il y avait bien le colonel Piero d'Inzeo, mais, plutôt que de fatiguer son merveilleux Easter Light, laissé au repos en la circonstance, le campionissimo avait enfourché un épais carrossier à profil de mouton dont les services s'arrêtèrent à mi-chemin du parcours.

Chez les Anglais, toutefois, un grand nom : celui du capitaine Mark Philips, mari de la princesse Anne. Jugé d'après ce parcours au stade François-André, on peut sans risque lui prêter dans sa nouvelle carrière un avenir superbe : assiette profonde, jambe fixe, surenchérissant sur le fin du fin. Ce bel officier en tunique noire, bardé de décorations et d'or, a régalé les afficionados.

Dans le camp français, comme prévu, ce sont les deux piliers de l'équipe qui ont réalisé le meilleur score : Hubert Parot avec le pur-sang *Rivage*, finissant avec 1 point 1/4 de pénalisation pour les deux parcours. Marc Roguet et la jument *Belle de Mars* avec 12 points.

Peu de chose à dire sur les Irlandais, sinon pour souligner qu'ils opèrent sur des chevaux dotés de tous les attributs de la force. Bref, des chevaux incassables. Les Belges, quant à eux, ont laissé pour une fois leur furia de vaincre au vestiaire.

Le succès des cavaliers allemands, entraînés par les vieux routiers que sont Hauke Schmidt et Souke Sönksen, inspire des sentiments mitigés. Au clair, il n'est, hélas, pas net de toute critique. Peu avant le premier tour du Prix des nations, nous avons vu au terrain de détente l'un des membres de l'équipe victorieuse occupé à enduire abondamment d'essence de térébenthine les membres de sa monture. Après quoi, l'animal dansant au paddock d'un pied sur l'autre, accomplit en piste un double sans faute, des pétards sous les sabots. La chose a été consignée. Un joli rapport fignolé. Il finira sans doute, comme tous les rapports, au panier.

ROLAND MERLIN.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

Sept records de France ont été améliorés à l'occasion des championnats de France cadets et juniors disputés les 9 et 10 juillet à Colombes. Trois chez les juniors féminines par Larue Capogna (Grenoble U.C.) sur 200 mètres (23 sec. 97), par Laurence Sins (Thionville) au saut en hauteur (1,82 mètres) et sur 4 X 100 mètres par le Grenoble U.C. (47 sec. 21). Un chez les cadettes par le Saint-Maur A.C., sur 4 X 100 mètres (48 sec. 19), et trois chez les cadets, par Dufour (Bourgoin) au lancer du marteau (65,52 mètres), par Lafleur au 5 kilomètres marche (22 min. 25 sec. 3) et par Morinière (Saint-Raphaël) au saut en longueur (7,57 mètres). La révélation de ces championnats restera pourtant le junior Herman Panzo, vainqueur du 100 mètres en 10 sec. 36, soit à 4/100 de seconde du record d'Europe de l'Allemand de l'Est Dietr Kurrat. Sa performance ne sera toutefois pas homologuée à cause du vent, trop favorable (3,20 mètres-seconde).

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FORMULE 2, A NOGARO

1. Arnoux (Martini - Renault) ; 2. Patrese (Chevron-B.M.W.), à 28 sec. ; 3. Hoffmann (Ralt-B.M.W.), à 40 sec. ; 4. Giacomelli (March-B.M.W.), à 1 min. 4 sec. ; 5. Cheever (Ralt-B.M.W.), à 1 min. 11 sec., etc.

Cyclisme

TOUR DE FRANCE
Huitième étape
Angers-Lorient (246,5 km)

1. Giacinto Santambrogio (It.), 6 h. 32 min. 41 sec. ; 2. Bourreau (Fr.), 3. Bruyère (Bel.), 4. Bossis (Fr.), 5. Lubberding (P.-B.), 6. Le Guilloux (Fr.), 7. Guttierez (Fr.), 8. Quilfen (Fr.), tous même temps ; 10. Eugène Plet (Fr.), 6 h. 32 min. 44 sec., etc.

Neuvième étape
Lorient-Rennes (187 km)

1. Klaus-Peter Thaler (R.F.A.), 5 h. 7 min. 36 sec. ; 2. Santambrogio (It.), 3. Villemiane (Fr.), 4. Beon (Fr.), 5. Sercu (Bel.), 6. Karstens (P.-B.), 7. Van Linden (Bel.), 8. Esclassan (Fr.), 9. Smit (P.-B.), tous même temps, etc.

Classement général. — 1. Dietrich Thurau (R.F.A.), 56 h. 21 min. 8 sec. ; 2. Merckx (Bel.), à 51 sec. ; 3. Thévenet (Fr.), à 1 min. 22 sec. ; 4. Kuiper (P.-B.), à 1 min. 40 sec. ; 5. Meslet (Fr.), à 2 min. 9 sec. ; 6. Van Impe (Bel.), à 2 min. 15 sec. ; 7. Galdos (Esp.), à 2 min. 47 sec. ; 8. Laurent (Fr.), à 2 min. 52 sec. ; 9. Villemiane (Fr.), à 2 min. 53 sec. ; 10. Zoetemelk (P.-B.), à 3 min. 40 sec., etc.

Football

L'Union soviétique a gagné le premier tournoi mondial des juniors, organisé en Tunisie, en battant en finale le Mexique.

Sports équestres

C.S.I.O. DE LA BAULE
COUPE DES NATIONS

1. R.F.A. : Weinberg (8 et 0), Schmidt (15 3/4 et 16), Huck (0 et 0), Sonksen (8 et 4), total : 20 ; 2. Irlande : Kiely (8 et 12), Campion (3 1/4 et 4 14), Conpower (4 et 4), Macken (0 et 8), total : 28 1/4 ; 3. France : Parot (*Rivage*) (1 1/2 et 2), Cuyer (*Varin*) (8 1/4 et 16), Constant (*Danosol*) (12 et 8), Roquet (*Belle de Mars*) (8 et 4), total : 31 3/4, etc.

Résultat de l'épreuve « contre la montre ». — 1. Pessoa (Brésil), sur *Chopin*, 30 points, en 77 sec. 5 ; 2. Godignon (Fr.), sur *Electre II*, 30 points, 77 sec. 9 ; 3. Malta da Costa (Port.) et Bacon (Aust.), sur *Jet*, 30 points, en 80 sec. 5, etc.

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 5 JUILLET

PARIS. — *Le chef de l'Etat confirme que le budget de la défense pour 1978 devrait progresser plus rapidement que l'ensemble des dépenses de l'Etat. Cette assurance, donnée au cours d'un déjeuner de sous-officiers à l'Elysée, laisse à penser que M. Valéry Giscard d'Estaing a arbitré, en faveur du ministre de la défense, les discussions qui opposent actuellement cette administration aux services du premier ministre et à ceux du ministre des finances.*

La loi de programmation militaire 1977-1982 prévoit, en effet, un accroissement annuel des dépenses militaires supérieur à la hausse moyenne du budget de l'Etat. Le projet de budget de la défense pour 1978 se situe entre 67 et 68 milliards de francs, soit une augmentation de l'ordre de 15 à 16 % par rapport à 1977, alors que le gouvernement entend limiter à 12 % environ la hausse moyenne des dépenses publiques.

DUBLIN. — *M. Jack Lynch, leader du parti Fianna Fail, qui a obtenu, aux élections du 16 juin dernier, 84 sièges au Dail (Parlement) contre 64 pour les autres partis, est élu premier ministre.*

Tous les membres de son gouvernement, sauf un, appartenaient au cabinet fantôme dans le Parlement précédent. M. Lynch a fait appel à son ancien conseiller économique, le professeur Martin O'Donoghue, qui, pour la première fois, vient d'être élu au Parlement.

MERCREDI 6 JUILLET

KINSHASA. — *M. Kasenda Mpinga a été nommé premier commissaire d'Etat (premier ministre) du conseil exécutif (gouvernement) zaïrois, par une ordonnance signée du général Mobutu.*

Le chef de l'Etat avait laissé prévoir la nomination prochaine d'un premier commissaire d'Etat, lorsqu'il avait annoncé une série de réformes et l'organisation de consultations électorales.

TOKYO. — *Franchissant un nouveau seuil dans la controverse qui l'oppose à Moscou, le P.C. japonais publie, dans son organe « Akahata » (le Drapeau rouge), une réfutation en termes très vifs de l'article paru dans la « Pravda » le 12 juin, qui rejetait sans ménagement la « lettre ouverte » des communistes japonais demandant la restitution des quatre îles du sud des Kouriles revendiquées par Tokyo. Dans ce long document, le P.C. nippon manifeste son indépendance à l'égard du Kremlin en dénonçant sans détour « la logique de l'interventionnisme de grande puissance » de l'U.R.S.S.*

PARIS. — *M. Ahmed Ould Ghanahallah, ambassadeur de la République de Mauritanie en France, est victime d'un attentat, alors qu'il venait de quitter son domicile, avenue Malakoff, à Paris. Deux jeunes gens ont tiré sur lui trois coups de feu par la vitre arrière de la DS 21, où il venait de prendre place, puis se sont enfuis. Le diplomate a été admis à l'hôpital américain de Neuilly, où l'on confirme qu'il est grièvement blessé mais que ses jours ne sont pas en danger. Le Front Polisario dément toute responsabilité dans cet attentat.*

JEUDI 7 JUILLET

PARIS. — *Le Conseil des impôts, que préside M. Désiré Arnaud, premier président de la Cour des comptes, et qui est composé de neuf autres hauts fonctionnaires, publie son troisième rapport.*

Avec ce volumineux document (près de 400 pages), le Conseil a choisi d'élargir le champ de ses investigations. Après avoir pour l'essentiel étudié, en 1972 et 1974, l'évolution de la fiscalité des particuliers et critiqué sévèrement certaines catégories de régimes préférentiels, le Conseil s'attaque cette fois en profondeur à la fiscalité des entreprises industrielles et commerciales.

Pour constater d'abord que les firmes françaises voient leurs taxes augmenter moins vite que l'imposition des particuliers. Pour souligner ensuite que les entreprises collectent en France 75 % environ des prélèvements obligatoires acquittés par la nation (impôts et cotisations sociales). Deux raisons de s'interroger sur l'ampleur des fuites auxquelles cela peut donner lieu et sur les causes de l'évasion fiscale constatée. La « matière fiscale » concernée par ce rapport est d'importance : quelque 60 milliards d'impôts chaque année (deux tiers d'impôt sur les sociétés, un tiers d'impôt sur le revenu acquitté par les entrepreneurs individuels). Les informations — souvent inédites — qu'apporte le Conseil sont de grand intérêt.

BAGDAD. — *Après le voyage du premier ministre français à Bagdad, les 25 et 26 juin dernier, le gouvernement irakien vient de confirmer à la France la conclusion d'une série d'accords sur des ventes de matériels militaires comprenant, principalement, des avions Mirage F-1, des hélicoptères et des armements terrestres (blindés et missiles tactiques). Selon des informations de bonne source à Paris, le montant de ces transactions est de 7 milliards de francs.*

LILONGWE. — *Le gouvernement du Malawi est dissous sur ordre du président Banda, annonce-t-on officiellement, à Lilongwe, nouvelle capitale du pays. Le chef de l'Etat a dissous également le Comité national exécutif du parti du congrès du Malawi (M.C.P.), parti unique, et pris tous les pouvoirs. Aucune explication n'est donnée à ces décisions, qui interviennent huit jours après le retour du chef de l'Etat à Lilongwe, après une visite en Grande-Bretagne.*

LUANDA. — *M. Nito Alves, ancien ministre de l'intérieur, que le gouvernement angolais accuse d'avoir été l'un des responsables du coup d'Etat manqué du 27 mai, est arrêté. Selon Radio-Luanda, M. Alves était le dernier des « conspirateurs » en fuite.*

NEW-YORK. — *Le conseil d'administration du Port de New-York et du New-Jersey se prononce pour la prorogation de l'interdiction d'atterrissage de Concorde à l'aéroport Kennedy. Les membres du conseil font valoir qu'ils ont besoin d'informations complémentaires sur les nuisances du supersonique dans le domaine du bruit. Le président du conseil indique que le rapport complet sur les opérations du Concorde à l'aéroport Dulles de Washington ne serait pas disponible avant la fin septembre.*

ROME. — *Sept ans après les émeutes qui avaient secoué Reggio-de-Calabre, le mécontentement populaire s'est manifesté par une grève générale dans cette province, durement touchée par la crise de l'emploi.*

Quatre millions d'ouvriers du Mezzogiorno cessent le travail pour la journée et participent à une manifestation unitaire organisée par les trois confédérations (C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L.) à Reggio. Le problème du Mezzogiorno, considéré comme problème national, est devenu prioritaire pour l'ensemble des organisations syndicales, qui veulent notamment éviter que le mécontentement dans le sud de la péninsule ne provoque une explosion populaire récupérée, comme ce fut le cas en 1971-1972, par des éléments d'extrême droite.

SAMEDI 9 JUILLET

PARIS. — *Le bilan des violents orages qui se sont abattus sur le sud-ouest de la France dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 juillet est lourd en vies humaines et catastrophiques du point de vue matériel.*

Selon certaines sources, on compte dans les trois départements les plus touchés (Haute-Garonne, Gers et Lot-et-Garonne) dix-neuf morts et onze disparus. Les dégâts matériels s'élèveraient à plusieurs dizaines de millions.

ADDIS-ABEBA. — *D'intenses combats se poursuivent entre l'armée éthiopienne et les mouvements de guérilla dans plusieurs provinces du pays. Un porte-parole du Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) annonce, à Rome, que les rebelles se sont emparés de la ville de Keren, à 90 kilomètres au nord d'Asmara, la capitale provinciale.*

LUNDI 11 JUILLET

PARIS. — *M. Luchino Revelli-Beaumont, directeur général de Fiat-France, a été libéré par ses ravisseurs après une détention de quatre-vingt-neuf jours. Il est retrouvé par la police judiciaire, sur la place Alexandre-Ier, à Versailles, après qu'un coup de téléphone anonyme eut alerté la direction de la police judiciaire de sa libération.*

Roger-la-peste

par Bertrand Poirot-Delpech

NOUS aurions juré que Marcel Jouhandeau et Roger Peyrefitte, férus qu'ils sont de prose polie et repolie, seraient les derniers écrivains à suivre la mode des propos recueillis au magnétophone. Voici pourtant qui est fait. Pour Jouhandeau, passe encore : le grand âge, malgré sa verdeur, lui donne l'excuse de l'urgence. Mais Peyrefitte, si rose et rosse qu'on ne le dirait jamais au bord des soixante-dix ans, et si fier de ses imparfaits du subjonctif ! Fallait-il que les ragots, son cher péché, le démangeassent !

Propos secrets prolonge, en effet, le chapelet, si l'on peut dire, des indiscrétions croustillantes qui ont jalonné sa vingtaine de livres. L'auteur pense acquérir le droit à ce déballage en livrant quelques-uns de ses propres secrets. Mais on verra qu'il paie en monnaie de singe : quelques péchés véniels de collège, accrocs de police et ennuis de santé. Son sujet reste les autres, surpris systématiquement dans leurs bassesses par le trou de serrure.

CETTE manie ne s'explique pas seulement par un fond de voyeurisme. Peyrefitte avoue ne lire aucun de ses contemporains et leur préférer Restif ou Voltaire, ce qui est son droit et sans doute la sagesse. Du coup, les gens ne l'intéressent et ne lui sont connus que par leur biographie *officielle* ou les potins qui courent sur eux. Au lieu de leurs œuvres, il consulte et cite à longueur de page... Les divers *Who's Who*, complétés par ce qui se chuchote dans les dîners en ville. La notoriété mondaine, le physique et ce que les gens cachent sont ses critères à peu près exclusifs.

Homme d'ordre affiché, il exècre le parti communiste mais reproche surtout à Georges Marchais de ressembler à Frankenstein ou à Georges Séguy d'être « gras à lard ». De Valéry Giscard d'Estaing, pour qui il vote et dont il goûte la distinction, il retient principalement qu'il ne l'a pas remercié pour l'envol d'un de ses livres. A l'inverse, Duclos est pardonné de ses opinions pour avoir confié qu'il admirait l'auteur. La haine pour de Gaulle se cherche moins des motifs que des occasions de trépignement. L'indulgence pour Pompidou n'exclut pas l'évocation de scènes triviales avec le général dans les toilettes de la rue de Solférino. Sitôt que s'offre un racontar qu'il espère savoureux, il n'y a plus d'estime ni d'amitié qui tienne. Question de vérité, jure-t-il ; plaisir de salir serait plus juste

MEME les intimes qu'il dit aimer, il ne peut s'empêcher d'en dire pis que pendre. Les femmes, en particulier, comme Marie-Laure de Noailles, Lise Deharme, Leonor Fini ou Josette Day. Sa tendresse pour Denise Bourdet ne le retient pas d'étaler en propriétaire les confidences qu'elle a pu lui faire. Sans le moindre scrupule, il détaille les milliards de l'une, les malheurs physiques de l'autre, ses expériences de sodomie avec telle ou telle nommément désignée. Le tabou de la vie privée et le droit à la dissimulation, voilà pour lui la seule impudeur.

L'homosexualité inavouée l'exaspère plus que tout. Il n'a de cesse de la démasquer. Pour mieux briser, dit-il, le cercle d'infamie où vivent encore, et meurent, les hommes de son espèce ; mais aussi par un vieux plaisir de confondre les honteux et de les attirer de force dans son camp, quitte à « convertir » après coup et sans preuves, sinon de piètre police, n'importe qui.

La liste des pédérastes clandestins, malgré eux ou qui s'ignorent, s'est encore allongée. Toute la haute administration française, du Quai d'Orsay à la police, serait acquise la nuit aux tendances que, pour donner le change, elle persécute le jour. Quant aux écrivains, qui tous l'ont été, le sont ou le seront, comme on l'a dit pour les Français et le gaullisme, l'auteur les juge en grande partie à l'aide qu'ils ont apportée à la « cause ». Genet, par exemple, est taxé de l'avoir négligée, outre sa présence, jugée pendable dans le *Who's Who* américain !

CETTE frivolité de « gendelettre » et de mondain, Peyrefitte a au moins l'avantage de l'assumer pleinement. De Thomas Mann, aperçu dans un palace de Taormine — car presque tous ses témoignages sont de rencontres à dîner ou en villégiature, — il retient qu'il a pris du Franz Lehar pour du Wagner. Faute d'avoir croisé l'auteur d'*Au-dessous du volcan* dans un hôtel ou d'avoir recueilli sur lui quelque bobard, il déclare ne pas connaître Malcolm Lowry.

S'il apprécie Sartre, curieusement, c'est moins pour le *Mur* que pour son refus persistant des honneurs, mérite qu'en effet ils partagent, à défaut de tout autre point commun.

Cocteau ne s'est pas montré aussi intraitable, et Peyrefitte ne lui pardonne pas. Malgré les goûts et l'amitié qui les liaient, l'auteur des *Enfants terribles* se voit soupçonné du pire : non pas d'avoir hanté à vingt ans les bouges de Marseille, ce qui figure dans toutes les biographies et n'a rien d'une révélation, mais d'avoir « détruit » Radiguet jusqu'à causer sa mort par dépit que *le Diable au corps* ait éclipsé *le Potomak* et *le Grand Ecart*. Cet acharnement à dénoncer la vanité et l'imposture chez les autres est, à lui seul, une manière d'aveu que l'auteur ne se sent pas blanc à cet égard.

AVEC Malraux, l'excès dans le mépris devient insignifiant et... méprisable. Tout en notant que l'ancien ministre de de Gaulle a subventionné et sélectionné pour Cannes le film tiré des *Amitiés particulières*, Peyrefitte accumule contre lui les accusations gratuites de bluff et d'imposture, lui reprochant pêle-mêle de porter une « mèche vulgaire » et d'avoir écrit, avec *l'Espoir*, un livre « illisible »

Le sort réservé à Montherlant choque davantage encore. Le dernier des Grecs avait en effet une amitié évidente pour le dernier des Romains. On les appelait Castor et Pollux. Les mêmes chasses nocturnes les rapprochaient, un même opprobre. Rien n'y fait, pas même la mort choisie par le disparu, et qualifiée de théâtrale.

Peyrefitte révèle les détails les plus intimes sur la personne et les habitudes de son ancien complice, tout ce que ce dernier tremblait qu'on n'apprît un jour. Ce faisant, il pense le rendre plus « proche et plus captivant ». Mais c'est, une fois de plus, un alibi. Par un raisonnement contraire à la liberté, dont il se dit le champion, l'auteur ne supporte pas que l'autre redoute une publicité qui, lui, l'amuse, et cultive un secret qui l'horripile. « Exhibez-vous comme il me plaît de le faire, sinon je raconte n'importe quoi sur ce que vous cachez ! » La tolérance proclamée rejoint, par ce chantage, la pire intolérance, et l'horreur des polices, la pire « flicaille ».

LES confidences personnelles dont il prétend payer son droit à la goujaterie n'en sont pas, on l'a dit. En quoi l'aveu du plaisir pris à la lecture de *la Garçonne* ou sur les pentes du Lycabette, des coups reçus à Saint-Malo, en 1938, de la plainte subie pour attentat à la pudeur au Luxembourg, ou d'une maladie vénérienne soignée pendant l'exode, permettrait-il de fouiller de face les secrets d'autrui ? En quoi tout cela, de surcroît, peut-il nous intéresser et ajouter aux beautés incontestables des *Amitiés particulières* ou de *la Mort d'une mère* ?

La logique et la morale voudraient donc qu'on laisse Peyrefitte à sa joie de jouer les pestes et les pestiférés. Ne confesse-t-il pas qu'au collège il prenait un « plaisir salace à dénoncer les actes impurs » qu'il voyait ? N'admet-il pas son besoin tenace, sans doute hérité de son éducation religieuse, de fouiller les tiroirs et de surprendre les autres sur le vif, par vengeance ou volupté d'agacer ? Comment croire, après cela, que l'amour de la vérité l'emporte chez lui sur la passion du scandale, comme il l'affirme, et qu'il accomplisse une véritable « mission » ?

MAIS son cas ne peut se ramener à celui d'une médisance jubilante. Dénoncer les hypocrisies relève, pour les minorités sexuelles, de la légitime défense. Du moins est-ce de bonne guerre, après ce qu'elles ont subi et qu'elles subissent encore.

On ne saurait nier, d'autre part, la curiosité que le public éprouve pour ce genre d'indiscrétions, et pas seulement les lecteurs jugés malsains. Après tout, beaucoup d'universitaires passent leur temps à fouiller les vies privées pour y trouver le secret des grands destins et des créations. La petite Béjart a permis de mieux comprendre Molière : les escapades de Montherlant aideront peut-être à mieux apprécier l'auteur de *la Reine morte*.

Si on peut regretter la publication de *Propos secrets*, c'est pour d'autres raisons, plus directement littéraires. Un écrivain que le « beau langage » obsède, qui se plaît à relire Bouhours et à corriger *Candide*, dont la joie et l'honneur sont de perfectionner sans cesse sa langue, aurait dû résister à la tentation du livre dicté. Quoi qu'il en dise, les imperfections abondent. Jamais, raturant comme à l'habitude, il n'aurait laissé subsister un « Robespierre dont Ivry a baptisé une de ses rues » (page 22) ou « hésiter de » (page 29). Plus gravement, ce qui donnait sa marque aux *Amitiés particulières* et à d'autres textes, le mystère du style, est absent. Tout cela, pour le petit plaisir de cancaner ! Voilà Peyrefitte bien puni.

(Vendredi 8 juillet.)

★ PROPOS SECRETS, de Roger Peyrefitte. Albin Michel, 348 p., 49 F.

enquête

Les nègres en littérature

● ***Qualifiés co-auteurs par la loi, « collaborateurs d'auteur » par ceux qui les emploient, les « nègres » littéraires.***

IL n'a plus grand-chose à voir, le nègre en littérature de 1977, avec celui qui reste associé au nom d'Alexandre Dumas père, et qui s'appelait Auguste Maquet. Ce jeune professeur au lycée Charlemagne avait commis un manuscrit sur la conspiration de Cellamare

L'éditeur à qui il le proposa jugea l'idée interessante, mais fut moins enthousiaste du résultat. Il demanda à Dumas, connu pour son savoir-faire, de s'occuper de ce récit. Pour parler clair : d'en faire un livre vendable.

Comme on le voit, dans cette aventure célèbre, le vrai « nègre » ne fut pas Maquet mais Dumas. La justice devait, en la circonstance, dire son mot, puisque celui dont le nom resta fut celui qui avait du talent, autrement dit : le « nègre », alors n'était pas l'écrivain. C'est qu'à l'époque la célébrité était consentie sur d'autres critères qu'elle l'est aujourd'hui, où l'information suffit à la fabriquer et non point obligatoirement la valeur. Il semble aussi qu'en ces temps déjà lointains il était difficile d'être célèbre sans savoir aussi écrire, maitriser sa langue, comme le montrent les correspondances, pour ne parler que d'elles. Il ne serait pas venu à quiconque l'idée de demaander à la Champmeslé, à Mlle Mars ou à Rachel de raconter leur vie, moins encore à une lavandière ou à une vivandière.

Ce qui, depuis trente ans, a rendu la « négritude » littéraire de plus en plus florissante, c'est précisément la part prise par les documents, les souvenirs, les témoignages, les Mémoires de toutes sortes, dans la production éditoriale internationale. Des vedettes en tous genres sont sollicitées, venant de tous les domaines. Et pour être « vedette », il suffit d'avoir à un moment ou un autre joué un rôle que l'actualité a retenu et qu'elle peut à l'occasion amplifier. Mais, pour un avocat capable d'écrire lui-même et de façon satisfaisante, pour un homme politique, pour une comédienne, pour un chanteur ou un diseur, un médecin ou un psychiatre, un explorateur ou un truand, combien d'autres ou bien n'ont pas ce talent, ou bien n'ont pas le temps de l'exprimer.

Le magnétophone a donc remplacé la plume. Grâce à lui, on est assuré d'un « premier jet », d'un brouillon au mieux, et au pire d'une documentation, dont on ne tirera pas les *Mémoires d'outre-tombe* ni même *l'Histoire de ma vie*, mais les 250 ou 300 pages, pas trop mal troussées, qui tiendront bien leur place en librairie un trimestre durant.

Ainsi s'explique la prospérité de la « négritude ». Cependant, il y a nègre et nègre. La corporation, comme celle des sportifs, a ses professionnels et ses amateurs, ses habituels et ses occasionnels. Il y a là aussi des renommées établies, des cotes et des coteries, des heureux et des malheureux, des résignés aussi. Un certain nombre, entrés dans le système, en vivent souvent bien, s'assurant des revenus mensuels de 5 000 et même 6 000 ou 7 000 F. Ils ont accepté leur condition, se déclarent « écrivains publics » ou « porte-plume », puisqu'il en faut. Ni génies, ni O.S., mais simplement bons faiseurs, connaissant leur métier, ses usages et ses recettes. Ils se trouvent essentiellement soit au bureau de production littéraire, soit dans la grande réserve où puisent Opera Mundi et quelques autres, et, d'une façon générale, les chercheurs de « best-sellers » hypothétiques.

A l'autre bord, certains, qui ont essayé le genre, le plus souvent par nécessité, s'en sont mal accommodés ou point du tout. Ils y ont alors durement mis à l'épreuve leur fierté, ont regimbé quelquefois, mais, en général, sans succès et surtout sans écho.

A quoi se flaire la présence du « nègre », c'est-à-dire sa participation à l'écriture d'un livre portant une signature encore brillante des lumières de la télévision ?

Il fut longtemps rare que la page de couverture permette de déceler quoi que ce soit. Ni Roger Borniche ni Alex Joffo n'ont fait savoir de qui ils avaient reçu le talent que leur prêtent toujours généreusement les « prières d'insérer ». De Jean Noli, de Frantz-André Burguet, de Claude Klotz ? Et Gédéon Hausner, magistrat israélien, n'a pas raconté seul non plus l'affaire Eichmann, sous le titre : *Justice à Jérusalem.*

Il peut y avoir des exceptions éclatantes. Comme elles viennent des Etats-Unis, elles sont peut-être annonciatrices d'un changement. Une toute récente *Affaire Manson* est présentée comme étant l'œuvre commune, à égalité de mention d'auteurs, du procureur américain qui l'instruisit et du journaliste qui se chargea de construire le récit avec une autre plume que celle des procès-verbaux d'un dossier.

Sans aller jusqu'à cette égalité dans la présentation du volume au public, la couverture peut faire comprendre, et c'est ce qui se passe de plus en plus, la vérité. *Mon village sur la banquise*, production Laffont-Opera Mundi, est un récit signé majusculement Jean Leroy-Guyo, homme de mer et de glace, mais il est précisé en caractères plus discrets, et dès la couverture, qu'il a travaillé *« avec la collaboration de Nadine Lefébure »*. Libre au lecteur de se souvenir alors que Nadine Lefébure, romancière et poète-auteur Gallimard, ce qui reste une « carte de visite », a figuré en 1976 dans une sélection Goncourt pour son roman *le Chemin de Lato*.

Auteur et collaborateur d'auteur

Si ce n'est pas une règle, le nom du « nègre » n'apparaît clairement sur une couverture que lorsqu'il s'agit de livres dont les « auteurs » ne sont pas tenus pour des vedettes universellement connues. Nul n'a su que Mᵉ Jean-Louis Tixier-Vignancour a reçu l'aide de Pierre Canavaggio pour *Des Républiques, des justices, des hommes*. Ni que *la Cause des femmes*, signée de la seule Gisèle Halimi, n'aurait peut-être pas vu le jour sans Marie Cardinal, ni que, sans la même, les souvenirs de la duchesse de Bedford, *Nicole Nobody*, n'auraient pas été ce qu'ils furent.

En revanche, c'est entendu : Simone Signoret est bien l'auteur à part entière de *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était*. Maurice Pons lui-même, dont la ville et la cour avaient murmuré qu'il aurait été le « nègre » de la comédienne, s'est époumoné à démentir pareille infamie. Et, pour avoir tenu la rumeur pour vérité, Mme Anne Gaillard a reçu du papier bleu, ce qui devrait valoir, sur ce sujet des « nègres », un débat judiciaire à suivre.

A Opera Mundi, gros employeur, Charles Ronsac ne connaît pas de pareilles affres. Cet homme affable et tranquille, animateur de la collection « Vécu », annonce franchement la couleur.

« On se plaît à employer ce mot de « nègre ». C'est bien péjoratif. Il y a en vérité, pour nous, un auteur — la personne qui a des souvenirs, une expérience, une histoire à raconter, — et un collaborateur de cet auteur. L'auteur c'est la bande magnétique, c'est vrai, et son collaborateur, c'est l'écriture. Et pour ce travail il touchera une part de droits d'auteur variable. Longtemps il ne toucha qu'un forfait. »

La part des droits est en effet variable. Elle peut être égale à celle accordée à l'« auteur ». C'est d'ailleurs la règle telle que l'a fixée la loi du 11 mars 1957, quand il s'agit de collaborateurs participant à la « création » d'une même œuvre. En ce cas, si les droits d'auteur sont fixés à 10 % du prix de vente, l'« auteur » touchera 5 % et le « nègre » 5 %. De tels cas sont rares, car la loi a prévu et admis l'éventualité de « conventions contraires ». Si bien que la part du « nègre » peut n'être que de 40 % des droits, quand ce n'est pas 30 % ou même seulement 25 %, rarement, mais cela arrive, moins.

Charles Ronsac ne voit pas là injustice. « *Nos « Vécu »*, dit-il *en raison des « auteurs » choisis connaissent à peu près toujours de gros tirages, et cela à cause de leur nom, c'est évident. Alors la part du collaborateur n'est pas injuste, même ramenée au quart des droits. Il faut voir le résultat en fonction de 50 000 exemplaires et plus. »*

Tous les « nègres » ne partagent pas ce point de vue et n'acceptent pas que leur participation soit tenue pour secondaire ou minoritaire.

C'est peut-être bien ce qui pousse quelques-uns à sortir de l'anonymat pour dire à la fois leur présence et leur rôle. Là est aujourd'hui la nouveauté,

Le plus fâché serait-il alors l'« auteur » à qui, malgré tout, on retirerait, peu ou prou, l'auréole usurpée d'écrivain ? Car tous les « nègres » l'ont constaté : que leur nom soit mentionné, en couverture ou ailleurs, qu'il ne le soit pas, dès que le livre est en librairie, celui qui en est pour les bulletins d'éditeurs, pour les libraires, pour la critique aussi, l'auteur et surtout le seul auteur, se comporte tout à fait comme tel. Sans gêne ni honte, sans trouble ni scrupule, il dédicace, il parle à la radio, paraît à la télévision, sans jamais songer à dire à qui il doit, pour partie au moins, ce droit aux trompettes de la renommée.

A ce jeu, devenu industrie, du « prête-moi ta plume », comment joue-t-on ? Charles Ronsac, passé expert, le dit. Et d'abord il livre quelques indications qui, depuis longtemps, ne sont plus, pour lui du moins, ni pour la plus grande partie de l'édition, des secrets.

« *Marcelle Routier* (un nom dans la « négritude » ès lettres) *a travaillé avec Simone Berteaut pour notre livre sur Piaf. Elle vient de travailler avec Michèle Morgan* (Avec ces yeux-là). *Entre les deux, on pourrait en citer dix autres. Aujourd'hui on dirait que certains éditeurs ont honte de ce genre ; alors qu'ils n'ont fait qu'imiter ce que nous avons commencé. »*

Faut-il aller jusqu'à placer dans la catégorie des collections comme celle de Claude Glaymann, chez Stock, qui ont déplacé le genre en faisant glisser vers l'interview totale et avouée, et en donnant forme de livre à des entretiens enregistrés plus qu'écrits avec de grands journalistes et de grands écrivains ? Et les *Traversées du siècle* du Seuil ?

Que sait-on de la « cuisine », de la manière de faire prendre des sauces si diverses ?

Première condition : le « nègre » et son « auteur » doivent se connaître. Ils pourront ainsi mieux s'entendre, ce qui est important. Il faut que « ça marche entre eux ». C'est le cheval et le cavalier. *« On peut d'ailleurs changer de cavalier en cours de route »*, dit à ce sujet l'entraîneur Ronsac.

Si Yves-Guy Berges a été pressenti — ce qui ensuite n'alla pas sans orages — pour écrire les souvenirs de Rolf Steiner, c'est parce que ce grand reporter avait connu le légionnaire au Biafra et avait aussi suivi son procès à Khartoum. Si Jean-Marie Fitère devient la plume de Gilberte Pierre-Brossolette, c'est qu'il s'est fait auparavant une spécialité de la Résistance de Pierre Brossolette. Si tel chroniqueur judiciaire prépare les souvenirs du docteur Yves Roumajon, c'est qu'en trente ans de carrière il a pu à la fois beaucoup écouter les dépositions de cet expert, l'a souvent interviewé et qu'ils se sentent mutuellement en confiance.

Après quoi, la recette, à quelques variantes près, est la même : entretien avec un magnétophone, le temps qu'il faut, ou — moins fréquemment — examen d'un manuscrit qui existait déjà ou de notes suffisantes, mais à compléter en général. Selon ce que ces « documents » apportent, le travail du « nègre » est différent. Selon l'humeur aussi de son « auteur », qui peut quand même avoir des idées, ses idées, et y tenir. C'est alors que peut surgir le conflit. Si le « nègre » possède à la fois bien le sujet traité et une bonne connaissance de son « auteur », il peut s'apercevoir que celui-ci triche ou escamote. Doit-il réagir ? Rectifier ? Y a-t-il une « clause de conscience » du porte-plume ? Ceux qui ont voulu l'invoquer, c'est-à-dire revendiquer le droit de faire savoir dans le livre, par une préface ou une post-face, qu'ils n'ont pas été dupes, se sont cassé les dents. Ils se sont vu opposer en général leur contrat ou une lettre-contrat qui, évidemment, n'avait pas prévu cette éventualité.

La personnalité

Voici d'ailleurs ce qui est attendu du « nègre », selon une lettre reçue par l'un d'eux, qui se plaignait d'avoir eu à faire la plus grande part du travail avec un « auteur », auquel il fallait tout arracher, incapable de se raconter et qui, de surcroît, embellissait trop les choses.

Le contrat était signé pour *« l'élaboration et la rédaction d'un livre de souvenirs »*.

« Cela veut dire, explique la lettre, *et selon de nombreux précédents, l'interrogation de l'auteur, le plus souvent à l'aide d'un magnétophone, sur les différents éléments pouvant servir de base à la rédaction de l'ouvrage dont il s'agit, la mise en ordre de ces éléments, la mise en forme du récit de l'auteur (en supprimant les tournures du langage parlé, mais en respectant au maximum le style de l'auteur, afin que le lecteur sente sa personnalité), accompagnée d'un certain travail de sélection pour que l'ouvrage soit aussi intéressant que possible et pour que le personnage de l'auteur ressorte sous une lumière sympathique ; son interrogation, par la suite, sur des lacunes qui apparaissent, par exemple pour planter le décor et pour bien rendre l'atmosphère de ce qu'il a vécu. »*

Tout n'est-il pas dit ici et en peu de mots ? Un bon « nègre », un professionnel, sait « coller » à ces orientations. Pour se permettre des variantes ou des écarts, il faut à la fois avoir une personnalité et une renommée. Ça existe.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

(Vendredi 8 juillet.)

[هكذا من الأصل]

LA MORT DE NABOKOV

Cosmopolitisme et nostalgie

Vladimir Nabokov est mort le 2 juillet à Montreux (Suisse) où il résidait depuis 1960. L'écrivain était âgé de soixante-dix-huit ans.

Revendiqué par tous, à l'exception des siens, Vladimir Nabokov n'appartient qu'à son siècle. « Je suis un Russe tricolore, un Américain qui fut *élevé* en Angleterre, un Saint-Pétersbourgeois qui a un grasseyment parisien en russe, mais n'en a pas en français... », disait ce* ancien élève du gymnase du prince Tenishev a Petrograd et du Trinity College de Cambridge.

Nabokov n'a jamais eu de maison à lui. Les tranches, tour à tour éclatées de sa vie (autant de miroirs réfléchissant la silhouette narcissique d'un dandy exilé) ont fait de son œuvre ce qu'elle est aujourd'hui : son foyer, sa géographie. Comme chez Proust, Kafka, Joyce, ses frères en marginalité et en génie. Entre sa propriété de famille en Russie — il y chassait les papillons, jouait avec son père aux échecs, au tennis et découvrait la frénésie poétique — et le palace désuet et somptueux de Montreux, où il vient de mourir, son existence ne fut qu'un jeu de cache-cache avec une fertile nostalgie.

Perte des terres, solitude et émigration ne signifient nullement perte d'un certain style d'écriture et de vie, au contraire : « La nostalgie que j'ai entretenue pendant toutes ces années n'est qu'un sentiment hypertrophié de la perte de l'enfance, en aucun cas quelque regret pour des billets de banque », disait encore Nabokov. Ce pays, cet amour, cette enfance, les voilà enfin retrouvés : « Ada ou l'Ardeur », un livre somptueux où les odeurs subtiles de la cerisaie russe se confondent avec les effluves des vastes prairies américaines.

Cosmopolite, sans être le prisonnier de ses *errances* — ses traductions en anglais de Tchekhov, de Pouchkine, de Gogol sont admirables, — Nabokov aimait pratiquer, en prenant ses distances, l'humour et le jeu, le jeu de l'humour. Comment ne pas admirer la savante construction de « Lolita », parodie tragique, faussement érotique, où Humbert Humbert, héros d'une histoire policière, tout aussi parodique, réussit, en poursuivant son fantasme délicieux de nymphette, à démolir le mythe puissant d'une Amérique sans défauts ?

Et, pourtant, pour l'écrivain, la littérature n'est qu'illusion, l'ombre d'une ombre, puisque la nature elle-même est tout aussi illusoire, infini jeu d'images où les formes et les couleurs se mélangent, se perdent, se retrouvent. Inutile donc de chercher un message dans cette œuvre élégante, achevée.

« Pourquoi expliquer, alors qu'il n'y a qu'à décrire ? » se demandait Nabokov. Cette interrogation est significative de son aversion pour tout ce qui relève de l'idéologie. Ni Freud ni Marx ne trouvaient grâce à ses yeux, Dostoïevski non plus : « Un journaliste qui écrit... une littérature sentimentale destinée aux jeunes filles », voilà ce qu'était pour lui l'auteur de « Crime et Châtiment ». Et quand Nabokov se définissait, il le faisait en ces termes : « *Je n'appartiens à aucun club, à aucun groupe. Je ne vais pas à la pêche, je ne danse pas. Je ne fais pas la cuisine et je ne signe pas de manifestes... Je ne m'enivre pas et ne participe pas aux manifestations. Je suis un vieux monsieur, doux et gentil.* »

Partagé entre le néant du passé et celui du futur, Nabokov avait choisi d'épingler, au bout de sa plume aisément polyglotte, comme ses chers papillons, les instants passagers en les fixant à jamais. N'aimait-il pas Alain Robbe-Grillet qui le considère comme un précurseur important du nouveau roman ?

Monstres, automates, objets maléfiques, ballets triangulaires, mécaniques, dans « Roi, Dame, Valet » ; accumulation hallucinante de détails cocasses, pathétiques dans « Pnine » ; fabuleux jeu d'intelligence (encore son amour pour les échecs) dans « la Défense Loujine » ; impitoyable critique de la bête suffisance des dictateurs dans « l'Extermination des tyrans » : l'œuvre entière de Nabokov, écrite comme on fait un jeu de cartes, est piégée de chausse-trapes, d'embûches, de savantes anagrammes. Longtemps subversive en Amérique, en France et en Angleterre, elle l'est restée encore en Russie.

Imaginons donc, avec Claude Roy, qui consacre cette semaine à Nabokov (et à Singer) un texte important dans « le Nouvel Observateur », imaginons donc un instant ce « voyageur de la mélancolie », cette personne perpétuellement déplacée, à la porte de son ancienne patrie : « Nabokov Vladimir..., vos papiers ? », demande à la frontière le fonctionnaire de la sécurité d'Etat. Le temps de vérifier le passeport, l'hôte incommode aura disparu, là où aucune interdiction ne pourra plus le frapper.

Perdu pour la mère Russie en raison des facéties de l'histoire, Vladimir Nabokov se trouve racheté, en exil, par l'orgueil insolent de son génie.

EDGAR REICHMANN.

(Mercredi 6 juillet.)

Le centenaire de Hermann Hesse

Au moment où l'on fête le centenaire de sa naissance, il n'est pas inutile de situer Hermann Hesse dans sa génération. Elle compte notamment, côté germanophone, Thomas Mann, Rilke, Robert Musil, Franz Kafka, et, côté français, André Gide, Paul Valéry, Marcel Proust, tous nés entre 1869 et 1883. Génération extraordinaire qui devait connaître la fin d'une certaine Europe, se mesurer avec l'œuvre et l'influence d'un grand aîné, Siegmund Freud (né en 1856), et qui semble n'être apparue au dix-neuvième siècle que pour mieux couvrir de son ombre et de sa lumière tout le vingtième siècle.

Dans la vie d'Hermann Hesse, le *Jeu des perles de verre* a entièrement rempli une période allant de 1931 à 1942. Dès 1935, Hermann Hesse définit cette œuvre comme la somme de sa vie et de sa création. Il la termine au plus noir de la guerre, le 29 avril 1942. Le livre paraît d'abord en Suisse et ne connaît jusqu'à la fin de la guerre qu'une diffusion forcément limitée. Thomas Mann en reçoit néanmoins un exemplaire en Californie où il vit en exil.

Le *Docteur Faustus* se situe principalement pendant les années maudites de l'Allemagne — nazisme et guerre de 1939-1945 — le *Jeu des perles de verre* se distancie de notre présent en le faisant entrer dans une période de l'histoire assez curieusement désignée et condamnée sous le nom de « feuilletonnisme ».

Il faut entendre sous ce mot de « feuilleton » un ensemble désordonné fait de polémiques, d'une littérature d'anecdotes, de libertés débridées et de violences consécutives à une dévalorisation du langage. Pendant cette période, une personnalité ne peut se distinguer et s'épanouir que dans l'anomalie, c'est-à-dire en opposition avec la société. Il y a en période feuilletonniste une affinité inéluctable entre le génie et la criminalité.

Puis une réaction à ce déclin de la civilisation occidentale s'est dessinée. Il y a eu d'abord une renaissance de la musicologie inaugurée par la découverte des onze manuscrits de Jean-Sébastien Bach perdus par son fils Friedemann. Il faut ensuite citer l'influence de l'Union des pèlerins de l'Orient qui devaient annoncer le jeu des perles de verre sous son aspect contemplatif. L'histoire de la vie de Josef Knecht, maître du *jeu* (Ludi Magister), se situe donc dans un avenir lointain et indéterminé. Le récit de Hesse paraît se dérouler en plein Moyen Age. Il mêle ainsi étroitement roman historique médiéval et science-fiction.

L'ère nouvelle se définit d'abord à la différence de notre temps (feuilletonniste) par l'harmonie non seulement possible mais nécessaire entre la norme et le génie. L'homme de génie ne saurait être ni un anormal ni moins encore un monstre. Au contraire, il se distingue du commun par une adaptation plus complète à la société de son temps. L'homme suradapté d'aujourd'hui en est diminué dans ses facultés novatrices et créatrices. Nous ne pouvons créer qu'en détruisant ou pour le moins en perturbant. Au contraire, la société décrite par Hermann Hesse est suffisamment souple, mobile, vivante, pour accueillir le créateur et même l'aider à s'épanouir. Ici la passion, qui est friction avec le milieu, se solde par une pure déperdition. De même aussi un grand homme disparaît d'autant plus qu'il est plus célèbre — à l'opposé de ce qui se passe à l'âge (feuilletonniste) de la publicité et des mass media. On pourrait même peut-être soupçonner la nouvelle société hessienne de faciliter excessivement les choses au créateur, au point de se charger de créer à sa place, ou tout au moins de lui mettre entre les mains, une machine — le jeu des perles de verre, justement — qui canalise et absorbe totalement ses forces créatrices, et ce dans des voies purement formelles.

Qu'est-ce donc que le jeu des perles de verre ? On peut le définir comme le plein épanouissement, la réussite utopique, d'un projet qui revient sans cesse dans l'œuvre et les lettres de Leibniz (1646-1716) sous le nom de « *caractéristique universelle* ». Il s'agit, en somme, de « *trouver un langage qui permette une extension des opérations mathématiques à tous les domaines du savoir et même de la création artistique* ».

Le jeu

Ce qui n'était qu'un projet limité pour Leibniz devient dans le *Jeu* une réalité qui assume le rôle fondamental de cerveau de la société. L'utopie de base imaginée par Hermann Hesse, c'est l'homogénéité complète non seulement de toutes les disciplines scientifiques — ce qui implique, par exemple, la dissolution sans reste de la spécificité chimique ou biologique dans la mathématique et la physique — mais de toutes les recherches théologiques, historiques, philologiques, etc., de toutes les créations littéraires ou artistiques. A la base du jeu, il place deux domaines, dont il supprime l'irréductibilité absolue : la musique et les mathématiques.

Le *Jeu* — qui est capable de mettre en rapport les métaphores et inversions d'un poème de Gongora et la trajectoire de la planète Vesta — place toutes les époques sur le même pied et ne considère aucune spéculation comme aberrante. La mythologie crétoise, la logique aristotélicienne, l'alchimie, la physique quantique sont équivalentes et s'éclairent mutuellement. C'est qu'il s'agit de systèmes clos communiquant entre eux, mais pas de « vérités » renvoyant à une réalité extérieure considérée comme l'ultime critère. Le jeu, nous dit-on, enveloppe le joueur comme la circonférence son centre, et lui donne la conscience d'un milieu où tout est harmonie et symétrie.

Ce paradis spirituel et intellectuel dans lequel la réalité n'entre que sous la forme d'un symbolisme exsangue appelle plusieurs observations.

On est d'abord frappé par son analogie *a contrario* avec l'univers d'un écrivain contemporain de Hermann Hesse, Franz Kafka (1883-1924), qu'il connaissait d'ailleurs bien et qu'il a appelé « le roi secret de la prose allemande ». La parenté est d'ailleurs littérale, puisque le héros du *Château*, de Kafka, s'appelle *K*, celui du *Procès*, Joseph *K*, celui du *Jeu des perles de verre*, Josef Knecht (1). Mais, bien entendu, la situation des *K* de Kafka se définit comme l'opposée de celle du *K* de Hermann Hesse. Les héros de Kafka se trouvent rejetés à l'extérieur de la circonférence dont nous parlions. Ils s'acharnent à y entrer, mais finalement elle les écrase. Josef Knecht, nourri dans le sérail, élu parmi les élus, ne connaîtra qu'un problème : sortir du monde clos et artificiel du *Jeu* dont il a épuisé les ressources et s'aventurer au dehors, où il ne sait sans doute pas que la mort le guette. S'il meurt noyé, c'est peut-être pour avoir déserté ce club très jaloux et fermé du jeu des perles de verre ?

L'un des thèmes principaux du roman de Hermann Hesse est l'assaut que, sous mainte et mainte forme, le monde extérieur fait subir à l'intégrité de la petite communauté du jeu, et les défenses que cette communauté lui oppose. Parmi les élèves qui auraient pu entrer dans le cénacle avec tous les avantages et tous les renoncements que cela implique, beaucoup s'en vont et se tournent vers des carrières de médecin, d'ingénieur, d'homme politique, devenant de surcroît amants, maris, pères de famille. Pour les autres, les fidèles, dont Josef Knecht fait partie, la question se pose douloureusement : qui a pris le parti du courage, de la générosité, de l'amour de la vie ? Les déserteurs ou ceux qui sont restés ?

Cette question majeure — l'alternative entre la vie retirée et le don de soi à la société — est l'une de celles qui tourmentent le plus Hermann Hesse et son héros Josef Knecht. Après avoir payé sa dette à ses éducateurs et à ses maîtres en ayant assumé avec un dévouement total la charge de maître du jeu *(ludi magister)*, Josef Knecht voudrait se dévouer à nouveau, mais désormais à un être humain unique, individuel, qui aurait besoin de lui. Cet être humain, ce sera le fils d'un de ses anciens condisciples, Plinio Designori. Le jeune Tito donne des soucis à ses parents. L'autorité tendre et intelligente d'un éducateur lui fera du bien. Knecht se consacre avec une abnégation totale à sa nouvelle tâche. Son but ultime : amener progressivement son élève à ce sommet auquel le jeu faisait accéder d'emblée ses tenants, ce mélange de sérénité et de gaieté que l'Allemand désigne d'un mot difficilement traduisible en français : la *heiterkeit*. Il perdra la vie à ce nouveau jeu, mais tout sera bien ainsi, car il convient qu'un maître du nom de Knecht (valet, serviteur) achève sa carrière par un don total.

Hermann Hesse, grâce à son rayonnement, disposait d'une autre réponse. Sa biographie est marquée par un mouvement progressif de lente retraite vers la Suisse, vers le sud, vers la solitude et la réclusion volontaire après des expériences qui le révèlent peu doué pour le rôle de mari et de père. N'y avait-il pas dans cette pente une part de stérilité, de paresse, de lâcheté, d'égoïsme ? La réponse à cette question, les lecteurs de ses livres la lui apportèrent avec une abondance et une chaleur qui paraissent croître à mesure que lui-même se retire du monde. Celui qui, par ses livres, apporte la paix, la joie et la richesse spirituelles à d'innombrables hommes et femmes, celui-là peut bien se claquemurer dans le Tessin ou ailleurs. Il reste le compagnon fraternel de tous.

MICHEL TOURNIER,
de l'Académie Goncourt.

(Mardi 5 juillet.)

(1) J. K. ce sont aussi les initiales de John Kennedy, ce président des U.S.A. dont on a dit que l'assassinat découlait fatalement d'une société américaine qui ne pouvait pas se reconnaître en lui.

vient de paraître

Roman

JEAN-PIERRE FAYE : *les Portes des villes du monde.* — Dans la collection qui a été inaugurée avec *le Pied* de Jean-Louis Bory, Jean-Pierre Faye se livre à son tour, à cette expérience de roman parlé... à deux : celle de je, celle de l'autre. (Belfond, coll. « Le désir fou », 180 p., 39 F.)

GUILLAUME HANOTEAU et CLAUDE HEYMANN : *le Producteur.* — Un homme de plume et un homme de pellicule se sont associés pour écrire ce roman d'un homme fou-fou-fou de cinéma. (Fayard, 360 p., 39 F.)

Voyages

JACQUES LACARRIERE : *Chemin faisant*, suivi de *la Mémoire des routes.* — Le journal d'un errant heureux, des Vosges jusqu'aux Corbières. Mille kilomètres à pied à travers la France. Par l'auteur de *l'Eté grec.* (Fayard, 300 p., 39 F.)

Histoire

GEORGES BORDONOVE : *la Vie quotidienne de Napoléon en route vers Saint-Hélène.* — L'ordinaire des jours d'une route vers l'exil et la déportation. (Hachette, 278 p., 38 F.)

MAX HEILBRONN : *la Princesse Troubetskoï.* — Une remise en mémoire par des textes choisis de la vie et du rôle d'une des figures de l'insurrection russe de 1825. (Editeurs français réunis, 235 p., 30 F.)

ROBERT LACEY : *Sa Majesté Elizabeth II et la Maison de Windsor.* — Un reporter du *London Sunday Times* a « vécu » avec la reine d'Angleterre. Pour tout bon républicain nostalgique de la monarchie des autres. Traduit par Sabine Delattre et Hervé-François d'Aulanoy (Elsevier - Sequoia, coll. « Documents - Témoins », 262 p., 58 F.)

Histoire

MICHEL ROQUEBERT : *l'Epopée cathare (1213-1216).* — Après *l'Invasion*, publiée en 1970 pour la période 1198-1212, l'auteur intitule son deuxième tome *Muret ou la dépossession.* (Privat, 482 p., 130 F.)

Politique

JILLIAN BECKER : *la Bande à Baader.* — La traduction de l'enquête d'un journaliste américain publiée aux Etats-Unis sous le titre *Hitler's Children.* (Fayard, 355 p., 58 F.)

Essai

JACQUES LEAUTE : *Notre violence.* — Le directeur de l'Institut de criminologie de Paris invite à une réflexion sur la criminalité, la délinquance, mais aussi les instincts de tous. (Denoël, coll. « Regards sur le monde », 185 p., 56 F.)

Récit

VINCENT BUGLIOSI et CURT GENTRY : *l'Affaire Manson.* — Le récit de ce « classique » du crime par le procureur qui dirigea l'instruction et soutint l'accusation. Traduit de l'américain par Dominique Piat. (Laffont, coll. « Vécu », 469 p., 54 F.)

« The little big man »

EN 1789, la France, privée de principe de légitimité monarchique, a perdu son équilibre politique. Elle ne l'a jamais entièrement retrouvé. Elle oscille depuis, sur longues périodes, entre régime d'Assemblée et pouvoir personnel d'un sauveur. Napoléon est le premier de ces sauveurs. L'attitude de la société française à un moment donné face au mythe napoléonien est un révélateur du climat politique. Comme un papier tournesol indique le caractère acide d'une solution, l'intensité du bonapartisme mesure la tendance à la personnalisation du système politique français. L'ombre de Napoléon est sur Boulanger, Pétain ou de Gaulle. Elle n'est pas sur Giscard, plus proche de Talleyrand, tombeur proche de l'Empereur, malgré la V[e] République qui institutionnalise le sauvetage, et nous habituera sans doute à être sauvés tous les sept ans.

Parce que le mythe napoléonien renseigne sur la France, on peut, on doit réécrire, à l'infini, la biographie de ce premier sauveur. En 1977, la France est peut-être dans le doute. Jean Tulard nous donne une biographie nuancée, presque fractionnée, de Napoléon, qui détaille l'homme mais le dissout dans son environnement historique. Fasciné par le personnage, il le réduit pourtant, par l'analyse historique. Souvent, il le dit grand et le montre petit. Cette synthèse très complète est plus qu'une biographie, un tableau général de la société napoléonienne, mêlant agréablement débats historiques de fond et anecdotes plaisantes. La petite histoire peut éclairer la grande. Ainsi, le « débat » sur les femmes de Napoléon révèle que les plus belles du temps — Mme Tallien, Mme Récamier, Alexandrine de Bleschamps — ont résisté à l'Empereur. « *Voilà qui fera rêver sur les limites de la dictature napoléonienne.* »

Tulard montre bien l'essence de la stabilisation napoléonienne, transfert des énergies révolutionnaires vers l'action extérieure — reconversion déjà largement opérée par le Directoire.

Sous le Consulat, puis l'Empire, s'organise une nation paisible et bourgeoise, plus rentière et administrative que commerçante — le règne des notables. C'est déjà la France de Balzac. Le modèle français de révolution bourgeoise — contrairement au modèle britannique — n'ouvre pas la voie à la révolution industrielle. Dans le prolongement de l'œuvre révolutionnaire, la modernisation administrative et légale va très vite : code civil, Conseil d'Etat, préfets. On sent le sauveur poussé par une bourgeoisie qui sait ce qu'elle veut.

Si l'on excepte un an de paix, après le traité d'Amiens de 1802, la France est en guerre. Mais quelle guerre de rêve ! L'armée française vit surtout à l'extérieur du pays, de pillages et des compensations obtenues de l'Autriche ou de la Prusse après chaque campagne victorieuse. Financièrement, la guerre nourrit la guerre. La conscription débarrasse les campagnes des bras inutiles accumulés par soixante ans d'expansion démographique, faisant ainsi monter légèrement les salaires ouvriers. Seul point noir : le Blocus continental prive les notables de sucre et de café.

L'Europe, bien sûr, est à feu et à sang. Les pays de langue allemande, l'Italie, l'Espagne, une partie de la Russie, sont dévastés. Des grands pays européens, seule la Grande-Bretagne échappe à l'occupation ou à l'invasion. Tulard nous donne tous les éléments pour juger, mais il ne dit peut-être pas assez nettement l'horreur très moderne de l'épopée napoléonienne. La France seule perd un million d'hommes, pour trente millions d'habitants. Une proportion presque égale à celle de 1914-1918 : un million cinq cent mille pour quarante millions d'habitants.

Cette coupure entre France paisible — apaisée par la saignée — et Europe transformée en champ de manœuvre est responsable de la double image de Napoléon.

A Paris, il est un despote aimable, pittoresque, légèrement ridicule dans sa vie sentimentale. A Berlin, à Vienne, à Londres ou à Moscou, il est l'Antéchrist.

Cette époque est cele de David peignant le charmant portrait de Mme Récamier. Elle est aussi celle de la cavalerie française réquisitionnant pour ses chevaux la récolte des paysans prussiens. Ceux-ci, après la famine, ne seront plus des spectateurs indifférents. A partir de 1808, en Espagne, en Allemagne, en Russie, Napoléon se heurte à la haine des peuples. Ce deuxième volet de l'aventure impériale est essentiel à la compréhension de l'Europe moderne, jusqu'à 1945.

Dans la deuxième moitié du règne, la guerre ne paye plus. Elle n'est plus ni fraîche ni joyeuse. On enrôle des conscrits de plus en plus jeunes. Napoléon devient l'Ogre. La bourgeoisie française se lasse de son sauveur. Mais il faudra que l'Europe coalisée prenne Paris pour que l'Empereur abdique et que le régime s'effondre. « *Le gouvernement impérial cessait après 1807 d'être celui d'une classe pour devenir le jouet des caprices d'un individu.* » Le système politique a pris quelque autonomie à l'égard de la société, il ne dépend plus d'une bourgeoisie en mal de stabilisation.

La France a inventé la levée en masse, et par conséquent la guerre totale. L'affrontement idéologique également, puisque les armées françaises s'employaient à liquider le féodalisme et à exporter le code civil. Napoléon n'est pourtant pas un idéologue ou un théoricien. Il ne sait pas qu'il forge l'Europe moderne et ses haines nationales. Plus tard, à Sainte-Hélène, il réfléchira sur son rôle historique. Empereur, il vit un rêve glorieux, plutôt rétro, accroché à Alexandre et à l'Antiquité. Napoléon Bonaparte est en fait le prototype de quelque chose de beaucoup plus inquiétant : celui du chef d'Etat qui peut tout, non parce qu'il est génial, mais parce qu'il a atteint ce que Bertrand de Jouvenel a appelé « *la chambre des machines* », ce centre de commandement d'un appareil d'Etat qui tient bien sa société.

Notre sauveur n'est pas un superman. Ses démêlés avec les clans corses, son hésitant 18 brumaire, montrent assez qu'il est un politique médiocre, ou plutôt, qu'il ne domine la politique que quand celle-ci se confond avec l'administration, quand elle se réduit à une technique du commandement. Sa spécialité doctrinale est le jugement sec et banal, la platitude à forme militaire.

Napoléon est un grand stratège, un tacticien remarquable — les plus farouches réducteurs de culte de la personnalité auront du mal à démontrer le contraire. Cependant, on ne dira jamais assez les raisons sociologiques des victoires françaises. La France est alors la *Grande Nation* : elle a l'une des populations les plus nombreuses du continent et probablement le meilleur appareil administratif centralisé d'Europe. Elle est unie par un sentiment national tout frais, unique au monde.

Tout-puissant, militaire, Napoléon choisit de faire la guerre.

Tulard sait tout de Napoléon, mais il ne cherche jamais à s'enfermer dans une interprétation linéaire du personnage. Il laisse le lecteur juger. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre. Mais toute biographie politique objective a tendance à tuer, comme à mettre à plat son héros. Le culte de la personnalité — des empires mésopotamiens et égyptiens aux systèmes totalitaires modernes — a pour fondement l'émerveillement d'une société devant sa propre puissance. La division du travail et l'organisation étatique font que l'individu se sent dépassé, automatiquement écrasé par sa société. Dans cet édifice social qui paraît, qui est, plus que la somme de ses parties, il cherche un centre pensant, un homme comprenant et dominant l'ensemble. Supérieur.

Sur la puissance de la France post-révolutionnaire, on a collé une étiquette : Napoléon.

EMMANUEL TODD.

(Vendredi 8 juillet.)

★ NAPOLEON OU LE MYTHE DU SAUVEUR, de Jean Tulard. Fayard.

ARTS ET SPECTACLES

RUBENS A ANVERS

La puissance et la gloire

LE génie de Rubens n'est pas de ceux qui se manifestent « *avec des allures d'insurrection* », pour parler comme Baudelaire à propos de Courbet. Rubens s'est, au contraire, lentement, sagement, formé, et tout ce qu'il y a en lui de feu, d'exécution foudroyante, de « *furia di pennello* », comme on disait, ne sera jamais que le fruit d'une longue patience, de savants calculs, d'un immense savoir méthodiquement acquis. En quelques mots et à peu près, voici comment les choses se sont passées.

Rubens n'est pas né à Anvers, mais en Westphalie, où son père, suspect d'hérésie, avait dû s'exiler. C'est pourtant à Anvers qu'il doit son éducation intellectuelle et son éducation mondaine (il fut quelque temps page chez une grande dame du lieu). Une éducation mondaine qui fit de lui, sa beauté aidant, un des hommes les plus aimables de son temps, rompu à tous les usages de cour, diplomate honoré de la confiance des souverains et capable de séduire n'importe qui, à l'exception de Richelieu, qui, voyant en lui un agent espagnol, le détestait et fit interrompre la série de la vie d'Henri IV.

Une éducation intellectuelle qui est le point de départ de son exceptionnelle culture, une culture qui, dans une époque inclinant plutôt vers la barbarie, est celle d'Erasme, de Montaigne, des humanistes du seizième siècle. Rubens savait parfaitement l'anglais, l'italien, le français, le latin. Ses collections étaient célèbres, « *on l'amusait avec Plutarque ou Sénèque pendant qu'il peignait* » (Fromentin), et, parlant de « *M. Rubens, qui est né pour plaire et délecter en tout ce qu'il fait et dit* », Peiresc ajoutait que « *sa conversation était la plus érudite* » qu'il ait « *jamais eue, surtout en matière d'antiquités, où ses connaissances* » étaient « *les plus exquises et universelles* ». C'est en particulier à son étonnante familiarité avec la mythologie que Rubens doit son sens de la surnature, l'élan épique de son imagination.

Quant à son éducation artistique, le milieu à la fois très flamand et très italien dans lequel il fit ses premiers pas est trop complexe pour qu'on puisse l'évoquer ici. Disons seulement que son principal maître fut cet Otto van Veen, qui latinisa son nom en Otto Venius, peintre un peu frigide et très conservateur qui sut pourtant le garder de la sophistication provinciale du maniérisme anversois, le forma aux disciplines classiques et surtout l'encouragea à partir pour l'Italie.

De grands corps blancs et nus

Il y reste de 1600 à 1608 comme attaché au service du duc de Mantoue, petit prince à peu près nul qui possédait cependant une des plus belles collections d'Europe et eut la bonne idée d'envoyer son protégé en mission à Madrid, où il découvrit Titien, son dieu. Pendant ses huit années italiennes, Rubens parcourt toute la péninsule, séjournant surtout à Rome, malgré les criailleries du duc, trouvant son chemin de Damas auprès des Vénitiens (cf. *l'Adoration*, de Fermo, hélas ! absente), travaillant pour les églises, copiant tout ce qu'il peut trouver de monnaies, de camées, de marbres antiques.

Quelques admirables dessins (*la Bataille d'Anghiari, le Baptême du Christ*) ainsi que les tableaux des premières salles de l'exposition montrent aussi avec quel soin il a regardé Michel-Ange, Raphaël, Léonard, les géants de Jules Romain au palais du Té. Et surtout peut-être Caravage, dont il reprend textuellement certains motifs dans des œuvres comme *la Mise au tombeau* ou le groupe splendide des *Quatre Evangélistes* conservé à Postdam. Rubens n'a jamais oublié ses Flandres et d'autres dessins nous montrent qu'il connaissait fort bien la peinture allemande. Mais son œuvre est, à bien des égards, le suprême épanouissement de la culture intellectuelle et figurative de l'Italie de la Renaissance et du premier âge classique.

Age classique, âge baroque ? Ces catégories n'ont pas tellement de sens dans le cas de Rubens, même si l'habitude s'est prise d'opposer l'un à l'autre en ces termes les deux grands triptyques des années 1610-1614, *l'Erection de la croix* et *la Descente de croix* qui, avec *le Coup de lance* et *la Montée au calvaire*, de Bruxelles, sont peut-être les sommets de la dramaturgie catholique et que l'on peut voir aujourd'hui à la cathédrale d'Anvers. L'alternance entre l'éclat oratoire et la rêverie apaisée, l'intimité lyrique et la fureur sacrée, est moins liée chez Rubens à des problèmes de style ou d'évolution qu'à la nature des sujets, que la commande inspire autant que le choix, et à la richesse de sa personnalité.

Brutal parfois jusqu'à d'incroyables violences (« *Un goujat habillé de satin* », disait Baudelaire à propos de certaines scènes de martyre), Rubens a parlé de l'enfance, du grand âge, de l'amour maternel, avec toute l'émotion, tout le respect dont l'être humain est capable, ainsi dans les trois merveilleuses *Sainte Famille* réunies à l'exposition ou dans la bouleversante *Vierge aux Saints*, de l'église Saint-Jacques. Et il est remarquable que le cheval fou de *l'Erection de la croix* soit à peu près contemporain des grandes compositions pondérées et silencieuses (*la Mort de Narcisse, Jupiter et Ixion, Sine Baccho et Venere friget Venus*), des grands corps blancs et nus (« *l'oreiller de chair fraîche* », de Baudelaire, pour le citer dans un de ses meilleurs jours) que rassemble la salle III de l'exposition. La meilleure, à notre sens, d'autant qu'on y verra un tableau peu connu (*Samson et Dalila*) qui est peut-être l'œuvre la plus étrange et, pour une fois, perverse, que Rubens ait peinte.

La fécondité de l'imagination, le métier indéfiniment heureux, ne sont pas tout : il faut qu'avec eux s'accordent le milieu et le moment. Dès son retour à Anvers, Rubens bénéficie de circonstances exceptionnellement favorable : la protection des gouverneurs des Pays-Bas méridionaux, l'archiduc Albert et l'infante Isabelle (on les aperçoit dans une belle esquisse du retable de Saint-Ildefonse, aujourd'hui à Vienne), l'esprit de la Contre-Réforme qui fait se multiplier les commandes d'église, rendues d'ailleurs nécessaires par les destructions survenues lors de la période des troubles. Et les missions diplomatiques que lui confient les archiducs feront de lui une sorte de vedette internationale, introduit dans toutes les cours européennes, chargé par les souverains de commandes fastueuses que l'organisation méthodique de son atelier lui permet d'exécuter sans défaillance.

Sa vie privée n'est pas moins heureuse que sa vie publique. En 1609, il épouse Isabelle Brandt, qui sera pour lui une compagne parfaite, achète une maison dont il fera un palais, puis un château aux environs d'Anvers. Travailleur infatigable, il se lève chaque jour à 4 heures, entend la messe, peint ou dessine jusqu'à 5 heures de l'après-midi, fait une promenade à cheval avant de recevoir ses amis et de préparer le travail du lendemain.

Devenu veuf il épouse en 1630 une jeune fille de seize ans, Hélène Fourment, qui lui donne de beaux enfants et dont il a laissé d'admirables portraits, celui en particulier qui est présenté ici, de la Fondation Gulbenkian, visage illuminé de joie, chair nacrée se détachant sur une symphonie frémissante de noirs que relèvent seuls quelques rubans violets. Les plus beaux portraits de Rubens sont ceux qu'il a peints de sa famille, mais l'exposition d'Anvers nous montre aussi quelques-uns des chefs-d'œuvre que lui ont inspirés l'amitié ou la vie officielle, celui du comte d'Arundel, de Michiel Ophovius, celui surtout de Marie de Médicis (Prado), autre symphonie de noirs magistrale d'autorité bienveillante et d'éclat.

Shakespeare et Rabelais

Le portrait de Marie de Médicis, ainsi que quelques esquisses venues de Munich et de Leningrad, évoquent le plus célèbre ensemble de Rubens, destiné au Luxembourg et aujourd'hui au Louvre. Nous avons dit que l'hostilité de Richelieu avait fait interrompre la série parallèle de la vie d'Henri IV (une catastrophe pour l'histoire de l'art, si l'on en juge par l'extraordinaire brio des deux tableaux qui sont conservés aux Offices). Il ne pouvait être question de transporter des œuvres de dimensions aussi imposantes. Mais les très nombreuses esquisses rassemblées à Anvers rappellent avec bonheur les prodigieux travaux de Rubens, les grandes commandes de religion, de mythologie et d'histoire qu'il exécuta à partir de 1617 : les plafonds de Saint-Charles-Borromée (détruits en 1718 par l'incendie) ; les cartons de l'*Histoire de Constantin*, commandés par Louis XIII ; l'*Histoire d'Achille* ; l'*Histoire de Decius Mus* ; la tenture du *Triomphe de l'Eucharistie*, destinée par l'infante Isabelle à un couvent madrilène ; le plafond de Whitehall (une des merveilles de Londres) ; le décor de la Torre de la Parada, exécuté à la demande de Philippe IV et inspiré des *Métamorphoses* d'Ovide.

Quelle que soit ici la part de l'atelier, on ne peut qu'être stupéfait par la fertilité d'invention de Rubens,



Etude pour l'« Adoration des bergers » (Fermo, Italie).

son aisance narrative, son inépuisable éloquence, la facilité avec laquelle il résout les plus difficiles problèmes d'éclairage et de perspective (ainsi, dans les plafonds de Saint-Charles). Et la gaieté, la gaillardise, la bonhomie épique, l'humour, tous ces faunes, ces soudards, ces gros Hectors à mollets rebondis, dont le casque trop grand retombe sur des moustaches de pêcheur de harengs ! Ici, on pense à Shakespeare ; là, c'est Rabelais et presque Offenbach. Quel peintre a jamais manifesté une aussi joyeuse familiarité avec la fable et l'histoire ? Quel artiste a jamais autant imaginé ? Lui-même disait : « *Chacun a son génie ; mon bonheur est tel que jamais entreprise, encore qu'elle fût démesurée en quantité et diversité de sujets, n'a surmonté mon courage.* »

Rubens n'a pas été seulement, avec Tintoret et Bernin, le plus fameux metteur en scène de l'opéra chrétien (ce qui ne l'a nullement empêché, heureuse époque, de chanter dans toute son œuvre un hymne à la volupté comme on n'en avait guère entendu depuis Lucrèce). Il a donné à son temps les mythes fondateurs de la confiance enfin retrouvée, après les crises et les désastres de la fin de la Renaissance. Ses grands cycles narratifs, ses allégories, ses tableaux d'histoire (*Mars et Vénus*, le splendide *Moïse et Abigaïl*, du musée de Detroit), annoncent l'apogée de la culture classique, qui est à la fois la culture des sages et la culture des princes, disent tout ce que la redécouverte de l'Antiquité apportait à l'imagination du monde moderne, signifient le sacre et le triomphe de l'Europe monarchique ; ainsi, dans les projets de décoration exécutés en 1635 pour la « *joyeuse entrée* » à Anvers du nouveau gouverneur général des Pays-Bas méridionaux, le cardinal-infant Ferdinand d'Autriche. La puissance et la gloire, mais aussi, à travers l'enchantement romanesque, la palpitation passionnée du *Jardin d'amour*, le triomphe de la vie.

Dernière remarque : le catalogue n'est pas ce qu'il devrait être.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Jeudi 7 juillet.)

★ Anvers, Musée royal des Beaux-Arts. Jusqu'au 30 septembre.

LES FEUX DE LA SAINT-JEAN A MONTBÉLIARD

Une population écrit son histoire

Depuis 1970, Jean Hurstel, directeur (avec Yves Deschamps) du Centre d'action culturelle de Montbéliard, mène avec la population ouvrière une politique d'animation exceptionnelle, et qui a été sujette à controverse. Commencé au porte-à-porte, palier par palier, par des veillées dans les F 4 de la Chiffogne, ce travail qui s'appuie sur les individus plus que sur les groupes, et sur la croyance dans les possibilités créatrices de tous, a abouti — entre autres — à la création de deux manifestations annuelles totalement prises en charge par les quartiers.

Le Carnaval (25 mars), les feux de la Saint-Jean (18-26 juin) sont devenus non seulement et déjà des traditions, mais des fêtes à certains titres exemplaires. Jean Hurstel quitte Montbéliard. Il sera à partir du mois d'octobre directeur de l'Action culturelle du bassin houiller lorrain, à Freyming-Merlebach. Les feux de la Saint-Jean étaient donc un peu cette année des « adieux ». L'occasion aussi de regarder de plus près cette démarche particulière.

« Prolétaires de tous les pays, descendez dans vos propres profondeurs, cherchez-y la vérité et créez-la : vous ne la trouverez nulle part ailleurs », disait Makhno, le paysan ukrainien révolutionnaire.

A Montbéliard, les prolétaires de chez Peugeot cherchent depuis sept ans leur (s) vérité (s). Chaque année, à la Chiffogne, à la ZUP de la Petite-Hollande, à la Batterie-du-Parc, à la Citadelle, les quartiers donnent à voir des petites pièces de théâtre qu'ils ne jouent qu'une fois (ou deux) et qui sont les morceaux d'un puzzle dont personne ne connaît le dessin final ; elles ne sont que l'aboutissement transitoire d'une recherche plus fondamentale, un jalon dans un travail de longue haleine, un point virgule dans un roman.

Montbéliard, c'est Peugeot, qui fait venir d'Alès et de Turquie, des Vosges et de Pologne, de Corse et d'Algérie, des déracinés de tous âges. Trente-six mille habitants, dont près de cinq mille immigrés : « Une ville schizophrène », dit Armand Gatti venu tourner, en 1975, sept films avec les étrangers (films qui ont été projetés au cours de la semaine), « terre de béton, tours, cages, blocs, caves... », peut-on lire dans *Créations collectives*, le document remis par Jean Hurstel avant son départ aux comités de quartier et où il dresse le bilan d'une action toute en questions.

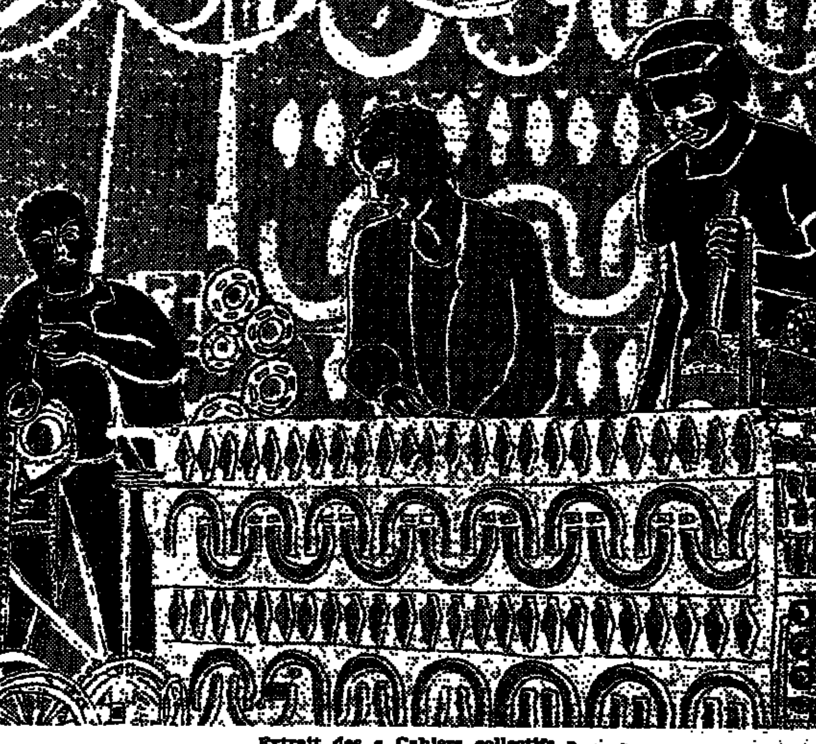
Samedi, à la ZUP de la Petite-Hollande, quartier non terminé, les filles se sont faites belles et les mobylettes pétaradent dans les allées. Il ne pleut pas pour une fois et les familles se rassemblent autour des tréteaux où il y a des danses, autour du bûcher qui va bientôt brûler. Cris, rires, exclamations, on ne reconnaît pas les H.L.M. de la Petite-Hollande. Le sous-sol de l'école est bourré à craquer d'enfants, de parents, venus assister au spectacle donné ce soir par des habitants du quartier : *le Temps des fourmis*. Dans un décor plus que simple, sur trois estrades dispersées dans la salle, au milieu des enfants qui courent et qui se font gronder parce qu'ils empêchent de voir, une douzaine de comédiens jouent *le Quotidien imaginaire de Véronique, le Quotidien imaginaire de Pascal, la Solitude de Mounjir, la Poste et le Téléphone, la Rumeur*... Titres donnés aux tableaux qui sont un peu l'album photo d'un quartier où vivent ensemble mais séparés Français et immigrés. Tableaux éparpillés dans l'espace comme l'est l'histoire des hommes dans le béton de Montbéliard, et dans lesquels on lit l'ennui, les interdits précis, les rêves de femmes, les cancans aussi. Il y a des histoires à la Petite-Hollande, on parle beaucoup de la petite Sophie... L'amour, quand il arrive, se heurte au racisme « ordinaire ». Sophie affronte la rumeur.

L'important n'est pas dans l'histoire, somme toute un peu mélo (et qui se termine par le triomphe de l'amour sur les préjugés), l'important ici est ailleurs, dans la communication immédiate, bruyante, entre le public et les habitants du quartier sur scène. Le théâtre n'est pas une chose sacrée à la Petite-Hollande, on le vit comme si on allait au marché, les réflexions sont lancées à voix haute, on rit très fort quand trois immigrés répètent avec application : « Peugeot est un grand patron », « Mohamed va au travail », cours d'alphabétisation dont la vérité tragique est aussitôt comprise. On rit, on est ému, on se déplace, on parle à ses voisins. Sophie est la fille du voisin ; Mounjir est un autre voisin ; la « leçon », parce qu'elle est drôle, porte. Le théâtre est un miroir. Les gens se regardent dedans.

A la Chiffogne, autre quartier de Montbéliard, quartier sous-prolétaire, les jeunes et les adultes se réfléchissent dans la glace tendue par sept chômeurs de dix-huit ou vingt ans, qui ont bâti ensemble *L'avenir, c'est pas le pied*. Spectacle inracontable celui-ci, petits tableaux encore, joués sans décor, sans costume, sans un mot, dans une violence totale au milieu des rires durs. Un jeune en salopette de garagiste, cheveux flamboyants, sourire sans dents, boucle à l'oreille, se cogne dans des tables et se fait mal, les autres se bousculent. C'est fascinant et incompréhensible, sauf pour la salle qui réagit au moindre geste, qui comprend l'ampleur de l'ennui absolu développé par chaque chute brutale, le désespoir et la révolte aveugle exprimés par les sept « loulous » de la Chiffogne.

Dehors il est tard, les défilés aux flambeaux ont tracé leur chenille lumineuse dans tous les quartiers, la pluie s'est mise à tomber et les immenses bûchers allumés s'achèvent au milieu des gens qui se précipitent, des orchestres qui plient bagage. On cherche à la Petite-Hollande où continuer le bal, on ouvre les portes de la très minuscule Maison de quartier, les Polonais en costume montrent leurs danses, tout le monde boit et danse. Les enfants s'endorment en regardant leurs parents.

Depuis huit jours Montbéliard fait la fête, et chaque quartier, à tour de rôle, a donné « son » spectacle. Les Batteries-du-Parc ont joué la vie d'un habitant, de la naissance à la mort, histoire d'un homme qui ne décide jamais pour lui. La



Extrait des « Cahiers collectifs »

Citadelle a mis en scène les deux poupées géantes qui ont été créées quelques mois auparavant pour le carnaval, M. et Mme Citadelle s'installaient dans leurs meubles après un affrontement.

Qu'on ne s'y trompe pas : *le Temps des fourmis, L'avenir, c'est pas le pied*, ne sont pas des « œuvres d'art ». Préparés pendant un peu moins d'un mois au rythme d'une à deux réunions par semaine, par des groupes de sept, quinze, vingt habitants dans chacun des quartiers, ces petits spectacles (il y en a d'autres en cours d'année) sont l'expression unique, précieuse, imparfaite et irremplaçable d'une population mise depuis quelques années « en état de création ». Ils sont le résultat d'un travail long et lent, d'un travail souterrain mené par quelques animateurs. Il a eu ses impasses et ses moments (l'expérience de Gatti avec les travailleurs immigrés a été particulièrement convaincante, *le Monde* du 30 janvier). Cette démarche hasardeuse, aux débouchés inconnus, au développement chaotique (l'animation culturelle se fait parfois dans des bagarres au couteau), va à contre-courant de ce qui se fait habituellement en France, où l'animation est presque fondée sur la diffusion de spectacles « extérieurs » auxquels on espère amener la population.

A Montbéliard, les gens se réunissent pendant deux mois par an, tous les soirs, pour fabriquer leurs « Géants » ; les jeunes, les « loulous » qui ont maille à partir avec la justice, construisent des décors absolument fous dans des matériaux de récupération, rêves de 2 tonnes, « soudés » (c'est le mot) à Peugeot. Ils inventent des machines qui feraient rêver Buster Keaton, capables, dérision suprême puisqu'ils n'ont pas de travail, de les remplacer au boulot. De tout cela, ils font des pièces.

Ce ne sont pas des œuvres d'art, non, et cela importe peu. Les groupes de quartier qui sont nés à Montbéliard ont créé quelque chose de rare. A l'heure où les carnavals sont envahis par les majorettes, les gadgets et le folklore, les fêtes de Montbéliard sont des fêtes-miroirs, fêtes provisoires, fêtes prétextes pour se parler à soi-même au milieu des bals et des feux de bois, dialogue intime et public d'une population qui écrit son histoire et qui ne la répète pas. Il serait dommage que les feux allumés par Jean Hurstel s'éteignent avec son départ. Mais les animateurs, les groupes et les quartiers restent. Et les fourmis, après tout, ont le temps.

CATHERINE HUMBLOT.

(Jeudi 7 juillet.)



Le plan de paix de M. Begin prévoit le maintien de la souveraineté israélienne en Cisjordanie

M. Carter va demander des crédits au Co[ngrès] pour la « bombe à neut[rons] »

Le « service fait » ... arbitraire ou

